



بنك الوفاء  
**WAFABANK**

## NOTE D'INFORMATION

### AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE AVEC RENONCIATION DES ACTIONNAIRES A LEURS DROITS PREFERENTIELS DE SOUSCRIPTION

**EMISSION DE 31 400 ACTIONS AU PRIX DE 305 DH RESERVEE AUX  
CADRES DIRIGEANTS DE WAFABANK**

**Période de souscription : du 29/03/00 au 31/03/00**

**Organisme conseil coordinateur global de l'opération et responsable de la  
préparation de la note d'information :  
WAFA BOURSE**

### VISA DU CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 4 Rabia II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été soumis à l'appréciation du CDVM qui l'a visé sous la référence n° 09/00 le 24/03/00 -

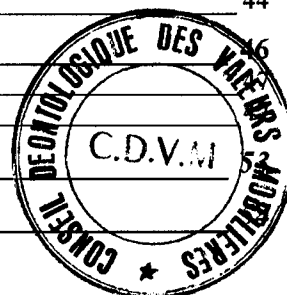
Le Directeur

Abdellatif FAOUZI



## SOMMAIRE

<b>AVERTISSEMENT</b>	<b>4</b>
<b>RESTRICTION</b>	<b>4</b>
<b>ABREVIATIONS</b>	<b>5</b>
<b>I - RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES</b>	<b>6</b>
Le Président Directeur Général	6
Les commissaires aux comptes	6
Les auditeurs	7
Le conseil juridique	8
L'organisme conseil	8
<b>II - PRESENTATION DE L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL</b>	<b>9</b>
Cadre de l'opération	9
Objectif de l'opération	9
Caractéristiques des titres offerts dans le cadre de l'opération	9
A/ Caractéristiques des titres offerts	9
B/ Détermination du prix des titres offerts	10
C/ Modification de la répartition du capital social avant et après l'opération	10
D/ Régime fiscal des valeurs mobilières	10
E/ Caractéristiques principales de l'opération	12
F/ Procédure juridique	12
G/ Dispositions particulières des statuts	13
<b>III - PRESENTATION DE WAFABANK</b>	<b>16</b>
Renseignements à caractère général	16
Evolution du capital social de WAFABANK	19
Ressources humaines	23
Evolution récente et perspectives d'avenir	23
A/ Secteur bancaire	23
B/ Stratégie de WAFABANK et perspectives d'avenir	27
C/ Politique de distribution de dividendes	28
D/ L'action WAFABANK en bourse	29
Situation financière	30
A/ L'évolution de l'actif de la Banque depuis 1994	30
B/ L'évolution du passif de la Banque depuis 1994	34
C/ La gestion actif /passif de la Banque	38
D/ L'évolution de la profitabilité et de la rentabilité de la Banque depuis 1994	40
E/ Situation provisoire au 31/12/99	43
F/ Perspectives d'avenir de WAFABANK	44
Comptes consolidés	46
Bilan	46
Compte de résultat	46
<b>IV - Commentaires de la direction générale de WAFABANK</b>	<b>46</b>
<b>V - Facteurs de risques</b>	<b>46</b>



<b>Risques afférents à la société et à son secteur</b>	<b>54</b>
<b>Faits exceptionnels et litiges</b>	<b>54</b>
<b>VI – Annexes</b>	<b>55</b>
<b>Comptes sociaux de WAFABANK</b>	<b>55</b>
Résumé des principales pratiques comptables	55
Bilan	56
Hors bilan	57
Comptes d'exploitation générale	58
Comptes de pertes et profits	60
Tableau des titres de participation et emplois assimilés 1998	61
Tableau des provisions d'exploitation 1998	62
Tableau des créances en souffrances	62
Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles	63
Tableau des plus ou moins values 1998	64
<b>Comptes consolidés du Groupe WAFABANK</b>	<b>65</b>
Bilans consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998	65
Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998	66
Engagements hors bilan aux 31 décembre 1997 et 1998	66
Notes relatives aux états financiers consolidés de l'exercice 1998	67
<b>Comptes sociaux provisoires de Wafabank au 31/12/99</b>	<b>78</b>
Bilan	78
Hors bilan	78
Compte de produits et charges	78
Compte de pertes et profits	78



## **AVERTISSEMENT**

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à WAFABANK.

Les dividendes distribués par le passé ne représentent pas une garantie de revenus futurs. Ceux-là sont fonction des résultats et de la politique de distribution de dividendes de WAFABANK.

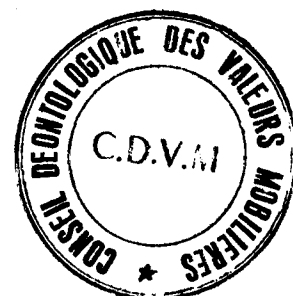
## **RESTRICTION**

Les actions offertes dans le cadre de cette augmentation de capital sont strictement réservées aux cadres supérieurs de WAFABANK.



## ABREVIATIONS

ALM : Assets Liabilities Management  
BAM : Bank Al Maghrib  
BBVA : Banco Bilbao Vizcaya Argentaria  
BPA : Bénéfice par action  
CDVM : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières  
DAV : dépôts à vue  
DAT : dépôts à terme  
DH : Dirham  
GAB : Guichet automatique de banque  
GPBM : Groupement Professionnel des Banques du Maroc  
IS : Impôt sur les sociétés  
OFS : Organisme Financier Spécialisé  
KDH : En milliers de dirhams  
MDH : En millions de dirhams  
PER : Price Earning Ratio  
PNB : Produit net bancaire  
MRE : Marocain Résident à l'Etranger  
ROE : Return on Equity ou rentabilité des capitaux propres  
CAI : Crédit Agricole Indosuez



## I - RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES

### *Le Président Directeur Général*

Je soussigné, Monsieur Abdelhak BENNANI Président Directeur Général de WAFABANK Société Anonyme au capital de 636 342 700 de dirhams, ayant son siège social au 163, Avenue Hassan II-Casablanca, certifie qu'à ma connaissance, les données de la présente Note d'Information sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de WAFABANK ainsi que sur les droits rattachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Abdelhak BENNANI  
Président Directeur Général  
WAFABANK

### *Les commissaires aux comptes*

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences généralement admises et compte tenu des dispositions réglementaires en vigueur.

Les comptes sociaux clos le 31/12/96, le 31/12/97 et le 31/12/98 ont fait l'objet de vérifications par nos soins.

La sincérité des informations financières et comptables présentées n'appelle de notre part aucune observation.

AUDICO  
K.KADIRI

FIDAROC  
F.MEKOUAR



## *Les auditeurs*

### Comptes sociaux

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels des exercices 1996, 1997 et 1998, à l'issue de chacun des exercices considérés.

Notre audit a été effectué selon les normes internationales en vigueur.

Nous attestons que nos rapports d'audit afférents aux exercices 1997 et 1998 révèlent qu'à notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle de la situation financière de WAFABANK aux 31 décembre 1997 et 1998 et de ses résultats pour les exercices clos à ces dates, conformément à des principes comptables généralement admis.

Il en est de même pour l'exercice 1996, excepté la situation décrite dans notre rapport d'audit des comptes de cet exercice comme suit :

« Dans le cadre de l'assainissement des opérations en suspens relatives au régime de l'Admission Temporaire (AT), l'Administration des Douanes avait fixé aux opérateurs économiques, le délai du 31 décembre 1996 pour régulariser leur situation. Ce délai ayant expiré et certains bénéficiaires de ce régime n'ayant pas procédé à cette régularisation, la Douane a accordé aux banques, cautions, un délai allant jusqu'au 31 mars 1997, pour s'acquitter de leur obligation. WAFABANK a mis en place une procédure de relance de sa clientèle et de réclamation des mains levées. A ce jour, toutes les mains levées demandées n'ont pas encore été obtenues. A ce stade, nous ne sommes donc pas en mesure d'estimer le montant que WAFABANK serait amenée à régler du fait de la défaillance, le cas échéant, de certains clients. »

Il est à noter que cette situation a été apurée en 1997 et 1998.

PRICE WATERHOUSE  
A.BIDAH

### Comptes consolidés

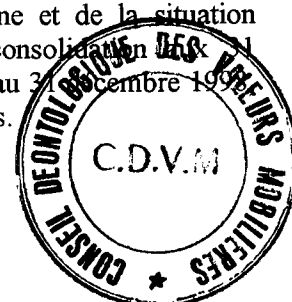
Nous avons précédé à l'audit des bilans consolidés de WAFABANK et ses filiales (Groupe Wafabank) arrêtés aux 31 décembre 1997 et 1998, des comptes des produits et charges consolidés et de l'état des informations complémentaires (ETIC) pour les exercices clos à ces dates.

A l'exception de la situation décrite au paragraphe ci-dessous, nos missions ont été effectuées selon les normes internationales d'audit.

Les comptes consolidés du Groupe Wafabank ayant été établi pour la première fois au titre de l'exercice 1997, nous n'avons pas audité le bilan consolidé d'ouverture. En conséquence et étant donné l'interdépendance entre la situation d'ouverture et le résultat de l'exercice, nous n'exprimons pas d'opinion sur le compte de produits et charges consolidé de l'exercice 1997.

Nous attestons par la présente que nos rapports d'audit du 24 avril 1998 et du 23 avril 1999 révèlent qu'à notre avis, les états financiers consolidés du Groupe Wafabank aux 31 décembre 1997 et 1998 donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation au 31 décembre 1997 et 1998 ainsi que du résultat des opérations pour l'exercice clos au 31 décembre 1997 conformément aux principes décrits dans l'état des informations complémentaires.

PRICE WATERHOUSE  
A.BIDAH



### ***Le conseil juridique***

L'augmentation de capital, objet de la présente Note d'Information, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est réunie le 08/04/94, délibérant en conformité avec les dispositions statutaires et légales, remarque étant faite qu'il s'agit en l'occurrence d'une émission d'actions avec décote, destinée à encourager le personnel d'encadrement de la banque.

J.HUMBLE  
SOCIETE FIDUCIAIRE DU MAROC

### ***L'organisme conseil***

La présente Note d'Information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient. Les informations proviennent de WAFABANK et du GPBM pour les données sectorielles.

Mohamed BENNANI  
Président Délégué  
Wafa Bourse



## II - PRESENTATION DE L'OPERATION D'AUGMENTATION DE CAPITAL

### *Cadre de l'opération*

Il s'agit d'une augmentation de capital en numéraire avec renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des cadres supérieurs de WAFABANK.

### *Objectif de l'opération*

Dans le cadre d'un plan d'option de souscription d'actions avec renonciation au droit préférentiel de souscription (stock option), les bénéficiaires de la deuxième attribution, soit 32 cadres dirigeants, ont levé les options venant à échéance qui leur donnent droit à souscrire à 31 400 actions nouvelles d'un nominal de 100 DH chacune au prix de 305 DH, soit avec une prime d'émission de 205 DH, et ce par augmentation de capital de 636 342 700 DH à 639 482 700 DH. Toute latitude a été laissée aux membres du conseil d'administration quant à l'attribution de ces options.

Ce plan a pour objectif de motiver l'encadrement supérieur de la Banque, tout en l'impliquant davantage dans la réalisation des performances de l'établissement, augmentant ainsi la richesse des actionnaires.

La durée du plan est de dix ans : l'attribution s'étale sur cinq ans, soit de 1994 à 1998, tandis que la levée des options se déroule sur cinq autres années, soit de 1999 à 2003. Ainsi, les options ne pourront être levées qu'au lendemain du cinquième anniversaire de la date de leur attribution. Cependant, les bénéficiaires devront faire part de leur intention de lever les options venant à échéance chaque exercice avant le premier mars dudit exercice.

Le plan d'option concerne les personnes appartenant à l'encadrement supérieur de la Banque qui auront été choisies chaque année par le conseil d'administration.

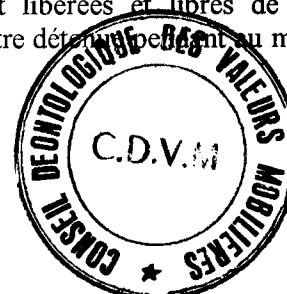
Le montant total des options à attribuer, durant les cinq années, donne droit à la souscription d'un nombre d'actions nouvelles n'excédant pas 3% du capital social au terme du plan.

### *Caractéristiques des titres offerts dans le cadre de l'opération*

#### A/ Caractéristiques des titres offerts

Les nouvelles actions WAFABANK offertes seront entièrement assimilées aux anciennes actions WAFABANK.

- Forme des actions : nominative
- Valeur nominale : 100 DH
- Droits : les nouvelles actions WAFABANK portent jouissance au 01/01/00, bénéficient des mêmes droits que les actions déjà existantes et sont entièrement libérées et libres de tout engagement. Pour bénéficier d'un droit de vote double, l'action doit être détenue pendant au moins cinq années consécutives.



## B/ Détermination du prix des titres offerts

Le prix de souscription aux actions émises dans le cadre de ce plan d'option équivaut à 80% de la moyenne arithmétique des cours boursiers constatés durant le premier trimestre de chaque exercice pour les actions attribuées au titre dudit exercice. Ce prix ne peut être modifié pendant la durée de validité de l'option, laquelle sépare les dates d'attribution et de levée, sauf ajustements<sup>1</sup> nécessaires en cas d'opérations financières susceptibles d'influer sur la valeur du titre.

## C/ Modification de la répartition du capital social avant et après l'opération

	Avant augmentation de capital			Après augmentation de capital		
	Nombre de titres	% de détention	% de droits de vote	Nombre de titres	% de détention	% de droits de vote
Wafa ASSURANCE	1 348 433	21,19%	30,55%	1 348 433	21,09%	30,34%
Wafa CORP.	1 003 724	15,77%	20,27%	1 003 724	15,70%	20,13%
SOGEFI	288 896	4,54%	6,55%	288 896	4,52%	6,50%
Crédit Agricole Indosuez	697 420	10,96%	7,90%	697 420	10,91%	7,85%
BBVA	520 197	8,17%	5,89%	520 197	8,13%	5,85%
Dirigeants	26 850	0,42%	0,30%	58 250	0,91%	0,66%
Autres actionnaires (Particuliers, personnes morales et Institutionnels marocains et étrangers)	2 477 907	38,94%	28,53%	2 477 907	38,75%	28,68%
Total	6 363 427	100,00%	100,00%	6 394 827	100,00%	100,00%

## D/ Régime fiscal des valeurs mobilières

Le régime fiscal s'appliquant aux actions, objet de la présente opération, est celui de droit commun actuellement en vigueur au Maroc.

- **Actionnaires personnes physiques résidentes au Maroc**

### **Imposition des dividendes**

Les dividendes des actions offertes dans la présente opération sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IGR, au titre de la taxe sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés régie par la loi n°18-88 promulguée par le dahir n°1-89-145 du 22 Rabia I 1410 (23 octobre 1989).

<sup>1</sup> Dans le cas d'une augmentation de capital en numéraire, le prix de souscription de l'option est ajusté comme suit :

$NPS = APS - ((APS * DS) / VA)$  où :

NPS = Nouveau prix de souscription de l'option.

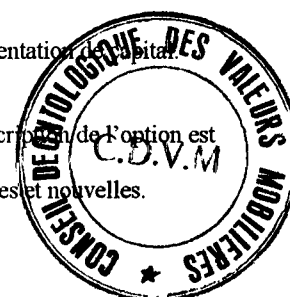
APS = Ancien prix de souscription de l'option.

DS = Valeur boursière de droit préférentiel de souscription selon la dernière cotation avant augmentation de capital.

VA = Valeur boursière de l'action suivant la dernière cotation avant augmentation de capital.

Dans le cas d'une augmentation de capital par incorporation de réserves, le nouveau prix de souscription de l'option est déterminé de la manière suivante :

- Augmentation par distribution d'actions gratuites :  $NPS = APS * \text{Nombre d'actions anciennes et nouvelles}$ .
- Augmentation par élévation du nominal des actions : pas d'ajustement.



Pour bénéficier des dispositions qui précèdent, la société doit, dans le mois qui suit celui de la cession :

- produire une demande d'option pour l'application du taux réduit libératoire visé au paragraphe ci-dessus. Toutefois, cette option s'applique à l'ensemble des opérations de cessions d'actions, de parts ou de titres de participation réalisées par la société au cours de l'exercice comptable concerné ;
- verser le montant de l'impôt exigible au percepteur du lieu du siège social ou du principal établissement de la société sur bordereau – avis établi par l'administration fiscale. La société doit également produire, suivant le modèle établi par l'administration, la déclaration de l'ensemble des profits résultant des cessions précitées et ce, dans le mois suivant la date de clôture de l'exercice concerné.
- **Actionnaires personnes physiques et morales non résidentes au Maroc**

#### **Imposition des dividendes**

Les dividendes d'actions sont soumis à une retenue à la source de 10%, au titre de la taxe sur les produits des actions, parts sociales et revenus assimilés.

#### **Imposition des plus-values**

La taxe sur les plus-values de cessions de titres de sociétés cotées ne s'applique pas.

#### E/ Caractéristiques principales de l'opération

- Organisme chargé du service financier, désigné par la banque en qualité de centralisateur chargé de la représenter auprès du dépositaire central, et d'exécuter pour son compte toutes opérations sur titres inhérentes aux actions émises : WAFABANK
- Date de l'inscription en compte des titres au nom du souscripteur : 19/04/00.

Modalités et conditions de souscription :

- Emission de 31 400 actions d'un nominal de 100 DH chacune au prix d'émission de 305 DH (prime d'émission : 205 DH).
- Suppression du droit préférentiel de souscription au profit des cadres supérieurs de WAFABANK.
- Date de souscription : du 29/03/00 au 31/03/00.
- Date de jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 2000.

#### F/ Procédure juridique

- L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 08/04/94, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, relatif à la mise en place d'un plan d'option de souscription d'actions réservées à l'encadrement supérieur de la Banque, autorise le conseil d'administration à consentir au profit des cadres supérieurs de WAFABANK désignés par lui, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Banque, à émettre au titre des augmentations de capital qui seront réservées à cet effet.



## Imposition des plus-values

Les plus-values de cessions des actions cotées à la Bourse des Valeurs sont soumises à la Taxe sur les Profits de Cession des Valeurs Mobilières et autres titres de capital et de créance, au taux de 10%, instituée par l'article 14 de la loi de finances transitoire pour le 1<sup>er</sup> semestre 1996 tel que modifié par l'article 16 de la loi de finances pour l'année budgétaire 1999/2000. Toutefois, sont exonérés de ladite taxe, les profits sur cessions de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créance correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH.

- Actionnaires personnes morales marocaines passibles de l'impôt sur les sociétés

## Imposition des dividendes

Les dividendes et autre produits de participation et assimilés distribués à des contribuables relevant de l'impôt sur les sociétés sont soumis à une retenue à la source de 10% libératoire de l'IS, au titre de la Taxe sur les Produits des Actions, parts sociales et revenus assimilés. Cependant, les produits précités ne sont pas soumis à ladite taxe si la société bénéficiaire fournit à la société de distribution, une attestation de propriété des titres comportant le numéro d'article de son imposition à l'IS.

Les produits précités provenant de la distribution de bénéfices par les sociétés relevant de l'IS, sont inclus dans la base imposable à l'IS et à la cotisation minimale de la société bénéficiaire après un abattement de 100% conformément à l'article 9 du dahir 1-86-239 du 31/12/86 portant loi n° 24-86 instituant l'impôt sur les sociétés.

## Imposition des plus-values

Conformément à l'article 12 de la loi de finance n° 8-96, promulguée par le dahir n° 1-96-77 du 29/06/96 complétant l'article 8 de la loi de finances transitoire n° 45-95, modifiant et complétant l'article 19 du dahir n° 1-86-239 portant promulgation de la loi n° 24-86 instituant un impôt sur les sociétés, les plus-values de cession des titres de participation bénéficient :

- d'un abattement de 0% si la durée de détention des titres est inférieure ou égale à 2 ans ;
- d'un abattement de 25% si cette durée est supérieure à 2 ans et inférieure ou égale à 4 ans ;
- d'un abattement de 50% si cette durée est supérieure à 4 ans et inférieure ou égale à 8 ans,
- d'un abattement de 70% si cette durée est supérieure à 8 ans ;
- de l'exonération totale d'impôt si la société s'engage par écrit à :
  - réinvestir le produit global des cessions effectuées au cours d'un même exercice, dans le délai maximum de trois années suivant la date de clôture dudit exercice, en biens d'équipement ou en immeubles réservés à la propre exploitation professionnelle de la société. Toutefois, lorsqu'il s'agit de terrains non bâtis acquis dans le cadre du réinvestissement précité, l'exonération prévue ci-dessus est subordonnée à l'affectation desdits terrains à la propre exploitation professionnelle de la société ou à l'édification de constructions destinées au même usage.
  - Et conserver lesdits biens et immeubles dans son actif pendant un délai de cinq ans qui court à compter de la date de leur acquisition.

Toutefois, par dérogation instituée par l'article 12 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996/1997, sont soumis, sur option, à l'impôt sur les sociétés au taux réduit libératoire de 15%, les profits réalisés, en cours d'exploitation, par la société et résultant de cessions d'actions, parts sociales et titres de participation faisant partie des immobilisations financières de ladite société.



L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 08/04/94 décide par ailleurs que la présente autorisation emporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises dans le cadre des augmentations de capital y afférentes.

Le conseil d'administration est investi de tout pouvoir à l'effet de mettre en exécution ce plan et de procéder à l'émission des actions en représentation des options à attribuer dans les conditions fixées.

- Une Assemblée Générale Extraordinaire de ratification de l'augmentation de capital devrait intervenir le 03 avril 2000.

#### G/ Dispositions particulières des statuts

- **Connaissance de l'actionnariat**

L'article 9 des Statuts de WAFABANK dispose que « les titres d'actions sont obligatoirement nominatifs.

Tous les titres ou certificats d'actions sont extraits de registres à souches, numérotés, frappés du timbre de la société et revêtus de la signature de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un Délégué spécial du Conseil d'Administration.

L'une des signatures peut être soit imprimée, soit apposée à l'aide d'une griffe. »

L'article 10 des Statuts stipule en outre que « la cession des actions ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de ses mandataires et inscrite sur un registre de la société. La société peut exiger que la signature et la capacité du cédant soient certifiées par l'autorité compétente. La déclaration de transfert des actions non entièrement libérées devra comporter outre la signature du cédant, celle du concessionnaire qui s'engagera à répondre aux appels de fonds ultérieurs. »

- **Franchissement de seuil**

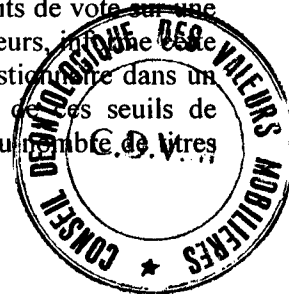
#### Loi bancaire 1993

L'article 48 du Dahir portant Loi N°1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 juillet 1993), relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et à leur contrôle, établit l'obligation pour toute personne détenant, directement ou indirectement, une participation égale ou supérieure à 5% du capital social d'un établissement de crédit, de déclarer à Bank Al Maghrib et à l'établissement concerné la part du capital qu'elle détient.

#### Loi n° 34-96 du 1<sup>er</sup> janvier 1997 relative à la réforme de la Bourse de Casablanca

De même, le Dahir portant Loi n° 1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs tel que modifié par la Loi n° 34-96 de janvier 1997 définit la notion de franchissement de seuil et les obligations y afférentes dans ses articles 68 ter, 68 quater, 75 bis et 75 ter :

Article 68 Ter : « Toute personne physique ou morale, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des Valeurs, ainsi que toute société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un des seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés... ».



Article 68 Quater : « Toute personne physique ou morale, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des Valeurs, et qui vient de céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68ter ci dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation. Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières porte cette information à la connaissance du public selon des modalités précisées dans le règlement général visé à l'article 7 bis ci-dessus. »

Article 75 bis : « Est passible d'une amende de 5.000 dirhams, toute personne physique ou morale qui ne déclare pas dans les délais prescrits un franchissement à la hausse de l'un des seuils de participation dans une société cotée en Bourse ou qui ne déclare pas au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ses intentions, conformément aux dispositions de l'article 68 ter ci dessus.

En outre, cette personne perd le droit de vote sur les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'infraction. En cas de cession consécutive à la constatation de l'infraction, le cessionnaire est rétabli dans ses droits de vote. »

Article 75 ter : « Est passible d'une amende de 5.000 dirhams à 100.000 dirhams, toute personne physique ou morale qui ne déclare pas dans les délais prescrits un franchissement à la baisse d'un seuil de participation dans une société cotée en bourse conformément aux dispositions de l'article 68 quater ci-dessus ».

Les modalités d'application dispositions précitées sont fixées par la circulaire du CDVM n°8/97 du 12 décembre 1997.

#### Dispositions statutaires

Article 15 : « Indépendamment de la déclaration légale objet de l'article 48 de la Loi sur les établissements de crédit du 6 juillet 1993, toute personne agissant seule, ou groupe de personnes agissant de concert au sens de l'article 16 des Statuts de WAFABANK, qui de façon directe ou indirecte, acquiert 5% du capital social, doit en faire la déclaration à la société.

Cette déclaration est également obligatoire à chaque franchissement d'un seuil représentant un multiple de 5(5%, 10%, 15%, etc.).

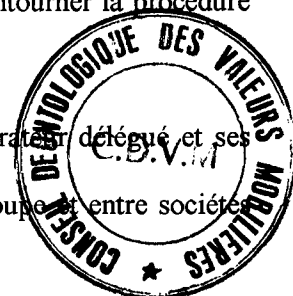
Cette déclaration doit être faite par courrier recommandé adressé au siège social de la société mentionnant le nombre des actions acquises et la date de cette acquisition. Elle doit être faite obligatoirement dans les quinze jours qui suivent l'acquisition. Toute personne, ou groupe de personnes individuellement prises, qui ne procède pas à cette déclaration dans les délais impartis, se verra privée du droit au vote aux Assemblées Générales de la société pour la quotité des actions non déclarées jusqu'à la régularisation.

Par ailleurs, toute acquisition d'actions dans les quinze jours précédents la convocation à une Assemblée Ordinaire ou Extraordinaire, permettant à l'acquéreur de franchir les seuils statutaires définis ci dessus, ne peut ouvrir droit au vote à ces assemblées pour les actions acquises.

Article 16 : « Sont considérées comme agissant de concert, les personnes qui ont conclu un accord, écrit ou verbal, en vue d'acquérir ou de céder des droits de vote ou en vue d'exercer des droits de vote pour mettre en œuvre une politique commune vis-à-vis de la société, ou pour contourner la procédure instituée pour le franchissement des seuils.

Un tel accord est présumé exister :

- Entre une société, le président de son conseil d'administration ou administrateur délégué et ses directeurs généraux ou gérants ;
- Entre une société mère et sa filiale, entre sociétés appartenant au même groupe et entre sociétés ayant les mêmes actionnaires majoritaires.



Constitue un groupe au sens des présents Statuts :

- Les personnes morales et les personnes physiques ou morales qui en détiennent le contrôle ;
  - Les personnes morales qui sont contrôlées par les mêmes personnes physiques ou morales.
- 
- **Actions à droit de vote plural**

Chaque action WAFABANK donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social et le partage des bénéfices.

Toutefois, aux termes de l'article 17 des Statuts : « Il est reconnu un droit de vote double à toutes les actions nominatives entièrement libérées, inscrites comme telles au nom d'un même titulaire depuis cinq ans au moins.

Le droit au vote plural est également accordé dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire en raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Le transfert des actions, à droit de vote double, par suite de successions ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de cinq ans.

Le droit acquis n'est pas non plus interrompu en cas de cession entre une société mère et sa filiale, entre sociétés ayant les mêmes actionnaires majoritaires et entre sociétés appartenant aux mêmes groupes tels qu'ils sont définis ci-dessus.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires ne peut supprimer le droit de vote double qu'avec l'autorisation d'une Assemblée Spéciale des titulaires de ce droit. »



### III - PRESENTATION DE WAFABANK

#### *Renseignements à caractère général*

**1- Dénomination : WAFABANK**

**Siège Social : 163, AVENUE HASSAN II. CASABLANCA 01**

**2- Date de constitution : 14 décembre 1964**

**3- Objet social : (article 3 des statuts)**

La société a pour objet de faire, en tous pays toutes opérations de banque, de finance, de crédit, de commissions et, d'une façon générale, sous les seules restrictions résultant des dispositions légales en vigueur, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à celles-ci, notamment les opérations suivantes dont la liste n'a pas un caractère limitatif :

- Recevoir du public des fonds en compte ou autrement, à ordre, chèques, warrants, effets, bons de valeurs émis par le Trésor Public ou par les collectivités publiques ou semi-publiques et en général, toutes sortes d'engagements résultant d'opérations industrielles, agricoles, commerciales ou financières ou d'opérations faites par toutes administrations publiques, négocier ou réescompter les valeurs, fournir et accepter tous mandats, lettres de change, billets à ordre, chèques ;
- Consentir sous des formes quelconques des crédits avec ou sans garanties, faire des avances sur rentes marocaines et étrangères, sur valeurs émises par l'Etat, les collectivités publiques ou semi-publiques et sur les valeurs émises par des sociétés industrielles, agricoles, commerciales ou financières, marocaines ou étrangères ;
- Consentir des crédits-bails mobiliers et immobiliers avec ou sans garanties.
- Recevoir en dépôt tout titre, valeurs et objets, accepter ou effectuer tous paiements et recouvrement de lettres de change, billets à ordre, chèques, warrants, coupons d'intérêts ou de dividendes, servir d'intermédiaire pour l'achat ou la vente de toute espèce de fonds publics, d'actions, d'obligations ou de parts bénéficiaires.
- Accepter ou conférer à l'occasion de prêts ou d'emprunts toutes affectations hypothécaires et toutes garanties ; souscrire tous engagements de garanties, cautions ou avals, opérer toutes acquisitions, ventes mobilières ou immobilières et toutes prises à bail ou locations d'immeubles ;
- Procéder ou participer à l'émission, au placement, à l'introduction sur le marché, à la négociation de tous titres de collectivités publiques ou privées, soumissionner à tous emprunts de ces collectivités, acquérir ou aliéner tous titres de rentes, effets publics, actions, parts, obligations, bons ou effets de toute nature desdites collectivités, assurer la constitution de sociétés et accepter en conséquence tout mandat ou pouvoir, prendre éventuellement une part dans le capital desdites sociétés.
- Etablir en un lieu quelconque au Maroc, ou hors du Maroc, les succursales, agences, bureaux et filiales nécessaires pour effectuer les opérations indiquées ci-dessus.

**4- Numéro d'inscription au registre de commerce : 29411**

**5- Capital social : 636 342 700 DH**



### 6- Forme juridique et tribunaux compétents :

Société anonyme régie par le Dahir du 11 août 1922 et les textes pris pour son application. WAFABANK harmonisera ses statuts avec les nouvelles dispositions de la loi n°17-95 du 30 août 1996 avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001. La société est également régie par le dahir portant loi n°1-93-147 du 7 juillet 1993 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédits et leur contrôle.

Toutes contestations ou litiges seront soumis à la juridiction des tribunaux du lieu du siège social.

7- **Durée de vie de la société** : 99 ans.

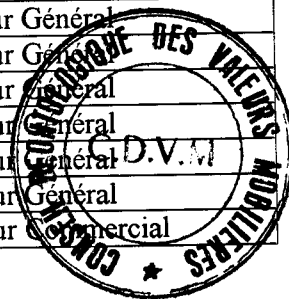
8- **Exercice social** : correspond à l'année civile.

### 9- Principaux dirigeants de la WAFABANK :

NOM	FONCTION	Curriculum Vitae résumé
M. Abdelhak BENNANI	PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL	Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris. Expert Comptable
M. Hassan EL KOUHENE	DIRECTEUR GENERAL <i>Conseiller du Président</i>	Licence en sciences économiques
M. Mohamed Mustafa NAFKHA LAZRAQ	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction du Groupe Marché des Particuliers et des Professionnels</i>	Licence en sciences politiques
M. Labbès MTIOUI MECHKOURI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction des Opérations du Groupe</i>	Diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des entreprises, ESCP Finances DECS
M. Lahbib MSEFFER	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction des Ressources Humaines et Matérielles du Groupe</i>	Licence en sciences politiques
M. Mohamed BENNANI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction du Groupe Marché des Capitaux</i>	DESS et DECS
M. M'Hamed ABBAD ANDALOUSSI	DIRECTEUR GENERAL ADJOINT <i>Direction de la Direction du Groupe Marché des Entreprises</i>	Licence en sciences économiques
M. Mohamed AGOUZOUL	DIRECTEUR DE LA DIRECTION FINANCIERE DU GROUPE	DES Bancaire
M. Abdelhai ABOU IBADALLAH	DIRECTEUR DE LA DIRECTION DES RISQUES	Licence en sciences économiques
M. Mohamed BERRADA	DIRECTION DETECTION RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX DU GROUPE	Diplômé de sciences politique section relations internationales
M. Jawad DOSS BENNANI	INSPECTEUR GENERAL <i>Inspection Générale du Groupe</i>	Diplômé de Supelec
M. Amin BENJELLOUN TOUIMI	SECRETARIAT GENERAL	Doctorat en statistique

### 10. Dirigeants des sociétés filiales ou affiliées au Groupe WAFABANK :

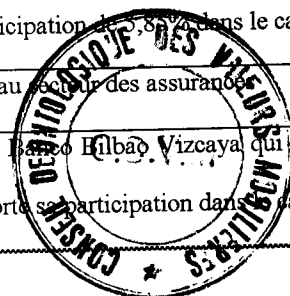
Sociétés filiales (ou affiliées au Groupe WAFABANK)	Nom du principal dirigeant	Fonction
Wafa ASSURANCE	Mr Jaouad KETTANI	Directeur Général
Wafa BOURSE	Mr Mohamed BENNANI	Président Délégué
Wafa GESTION	Mr Abdelhak ERRAKHMI	Directeur Général
Wafa INVESTISSEMENT	Mr Mohamed BENNANI	Président Délégué
Wafa SALAF	Mr Abdelhamid MRABET	Directeur Général
Wafabail	Mr Said RAKI	Directeur Général
Wafa IMMOBILIER	Mr Abdallah FATH	Directeur Général
Wafa MONETIQUE	Mr Mohamed NAILI	Directeur Général
Wafa TRUST	Mr Rachid SEFRIQUI	Directeur Général
Wafa FONCIERE	Mr Abdellatif DRISSI	Directeur Général
Wafa PATRIMOINE	Mr Thierry DELOISON	Directeur Commercial



## 11- Dates clés de l'évolution de WAFABANK

Le métier historique de WAFABANK est celui de la banque, activité développée par cette institution depuis le début de ce siècle. Mais son périmètre d'action actuel s'étend au-delà de cette activité à travers un ensemble de sociétés filiales intervenant dans des filières financières et para-bancaires.

1904	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Création de la Banque à Tanger par une filiale de la Compagnie Française de Crédit et de Banque sous la dénomination Compagnie Algérienne.</li> <li>● A l'aube du protectorat, la Banque représente pour le Maroc un de ses premiers outils financiers modernes.</li> </ul>
1959	<ul style="list-style-type: none"> <li>● La Banque constitue, avec ses quelques 40 agences, le premier réseau bancaire du Maroc indépendant.</li> </ul>
1964	<ul style="list-style-type: none"> <li>● La Banque prend le nom de Compagnie Marocaine de Crédit et Banque.</li> </ul>
1968	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Un des plus importants groupes marocains privés, dirigé par son Président Feu Moulay Ali Kettani, procède à une prise de participation dans le capital de la Banque et en prend le contrôle.</li> </ul>
1976	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Nomination de Monsieur Abdelhak BENNANI à la direction générale de la Banque, qui, dès son entrée en fonction, conduit l'institution dans une dynamique de croissance.</li> </ul>
1980	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Introduction en bourse de la Banque et cotation de l'action sur le marché officiel.</li> <li>Mise en œuvre d'une politique de développement importante qui a concerné le réseau de la Banque.</li> </ul>
1985	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Changement de dénomination sociale : la Banque devient WAFABANK.</li> </ul>
1986	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Changement de siège social.</li> </ul>
1992	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de capital de grande envergure et ouverture des souscriptions au grand public dans le cadre d'une Offre Publique de Vente.</li> <li>● Cette OPV a été au moment de sa réalisation la plus importante de l'histoire de la Bourse de Casablanca et a largement contribué à la dynamisation de la Bourse enclenchée en 1993 à partir du lancement du programme de privatisation.</li> </ul>
1994	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de développement basée sur une réorganisation des métiers de la Banque par marché et une segmentation de la clientèle.</li> </ul>
1981-1994	<ul style="list-style-type: none"> <li>● WAFABANK se distingue sur le marché bancaire et financier marocain par sa politique d'innovation, de spécialisation et d'intégration, qui se matérialise par la création de sociétés filiales (ou affiliées) dédiées à des métiers spécifiques mais complémentaires de l'activité traditionnelle de la Banque :             <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Assurance : Wafa ASSURANCE</li> <li>2. Intermédiation boursière/Conseil/Gestion sous mandat/Introductions en bourse/Recherche/Trading : Wafa BOURSE</li> <li>3. Gestion collective de capitaux : Wafa GESTION</li> <li>4. Banque d'investissement : Wafa INVESTISSEMENT</li> <li>5. Crédit à la consommation : Wafa SALAF</li> <li>6. Leasing : Wafa BAIL</li> <li>7. Crédit Immobilier : Wafa IMMOBILIER</li> <li>8. Monétique : Wafa MONETIQUE</li> <li>9. Ingénierie financière : Wafa TRUST</li> <li>10. Promotion immobilière : Wafa FONCIERE</li> <li>11. Gestion de patrimoine : Wafa PATRIMOINE</li> <li>12. Communication : Wafa COMMUNICATION</li> <li>13. Ingénierie informatique : Wafa SYSTEMES.</li> </ol> </li> </ul>
1995	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Création du pôle Banque d'Affaires qui regroupe :             <ul style="list-style-type: none"> <li>Wafa BOURSE</li> <li>Wafa INVESTISSEMENT</li> <li>Wafa GESTION</li> <li>Wafa TRUST</li> <li>L'ACTIVITE DE SALLE DE MARCHE, TAUX, CHANGE ET TRESORERIE</li> <li>L'ACTIVITE DE CUSTODY</li> </ul> </li> </ul>
1996	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Reprise de la participation de SUEZ INDUSTRIE (10,43% du capital) dans WAFABANK par FININVEST, société holding affiliée au Groupe Crédit Agricole Indosuez.</li> </ul>
1997	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Fusion - absorption de l'Uniban par WAFABANK</li> <li>● Partenariat de WAFABANK avec Banco Bilbao Vizcaya qui prend une participation de 5,8% dans le capital de la Banque.</li> </ul>
1998	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Introduction en Bourse de Wafa ASSURANCE et ouverture de la Bourse au Maroc pour des assurances</li> </ul>
1999	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Augmentation de capital réservée aux cadres dirigeants de la Banque et à Banco Bilbao Vizcaya qui porte sa participation dans le capital de la Wafabank à 5,8%.</li> <li>● Augmentation de capital réservée au groupe Crédit agricole Indosuez qui porte sa participation dans le capital de la Wafabank à 10,94%.</li> </ul>



## *Evolution du capital social de WAFABANK*

Dates	Nombre d'actions totales cumulées	Nature de l'opération	Nombre d'actions créées	Montant des augmentations (en DH)	Montant successif du capital (en DH)
31 mars 1975	185.500	Augmentation de capital en numéraire	40.500	4.050.000	18.550.000
31 mars 1975	200.000	Augmentation de capital par incorporation de réserves	14.500	1.450.000	20.000.000
30 juin 1977	250.000	Augmentation de capital en numéraire	50.000	5.000.000	25.000.000
29 février 1980	350.000	Augmentation de capital en numéraire	100.000	10.000.000	35.000.000
30 novembre 1982	385.000	Augmentation de capital par attribution gratuite	35.000	3.500.000	38.500.000
30 novembre 1982	647.500	Augmentation de capital en numéraire	262.500	26.250.000	64.750.000
16 juin 1986	712.250	Augmentation de capital par attribution gratuite	64.750	6.475.000	71.225.000
16 juin 1986	1.068.375	Augmentation de capital en numéraire	356.125	35.612.500	106.837.500
30 novembre 1992	3.205.125	Augmentation de capital par attribution gratuite	2.136.750	213.675.000	320.512.500
30 novembre 1992	4.255.000	Augmentation de capital en numéraire	1.049.875	104.987.500	425.500.000
04 janvier 1993	5.531.500	Augmentation de capital en numéraire	1.276.500	127.650.000	553.150.000
05 mai 1997	6 024 300	Augmentation de capital par apport en nature*	492 800	49 280 000	602 430 000
22 juillet 1999	6 243 927	Augmentation de capital en numéraire**	219 627	21 962 700	624 392 700
29 novembre 1999	6 363 427	Augmentation de capital en numéraire***	119 500	11 950 000	636 342 700

\*Dans le cadre de la fusion - absorption de l'Uniban par WAFABANK

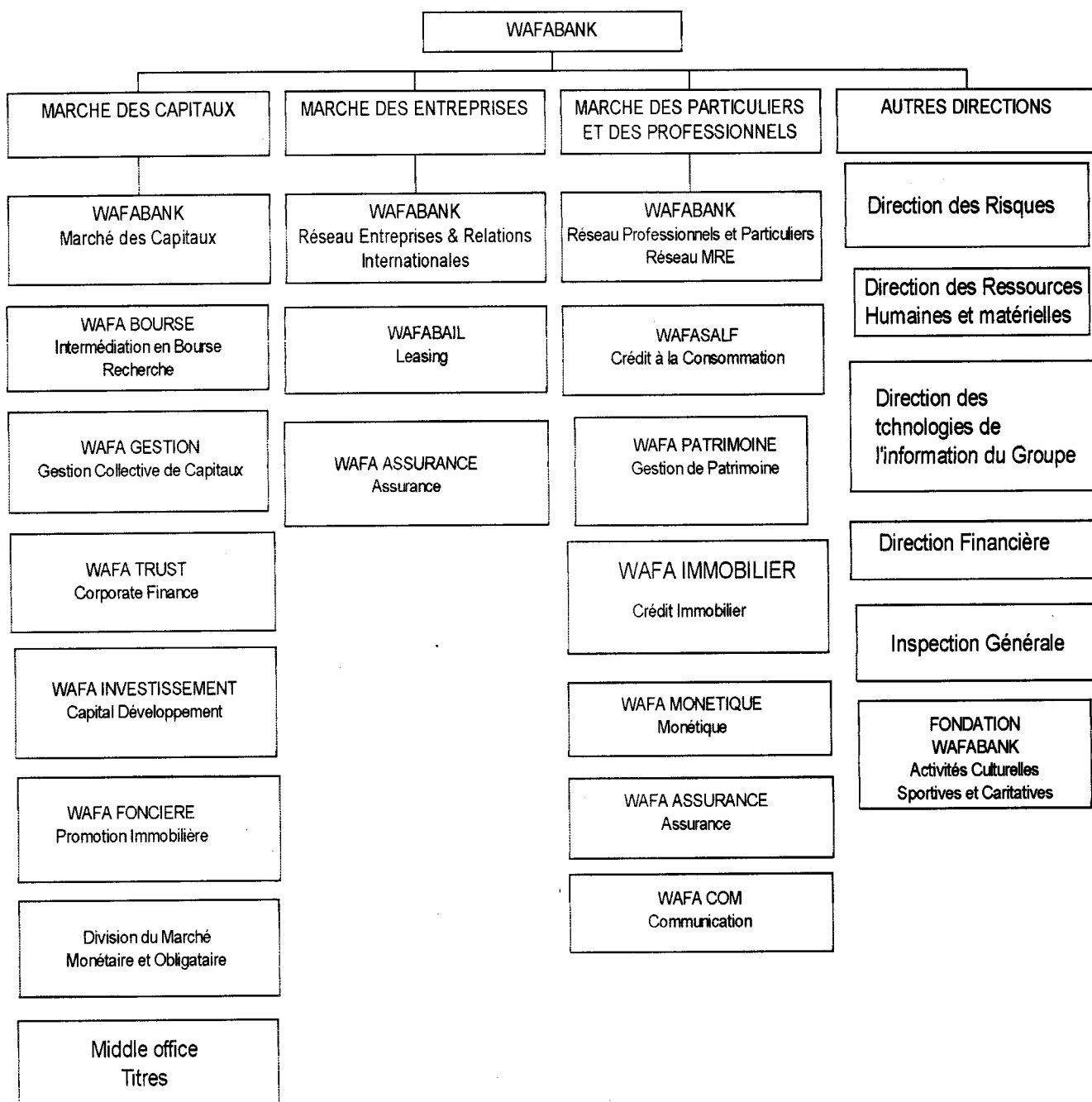
\*\*augmentation de capital réservée à BBVA et aux cadres dirigeants de la Banque

\*\*\* augmentation de capital réservée au Groupe Crédit Agricole Indosuez

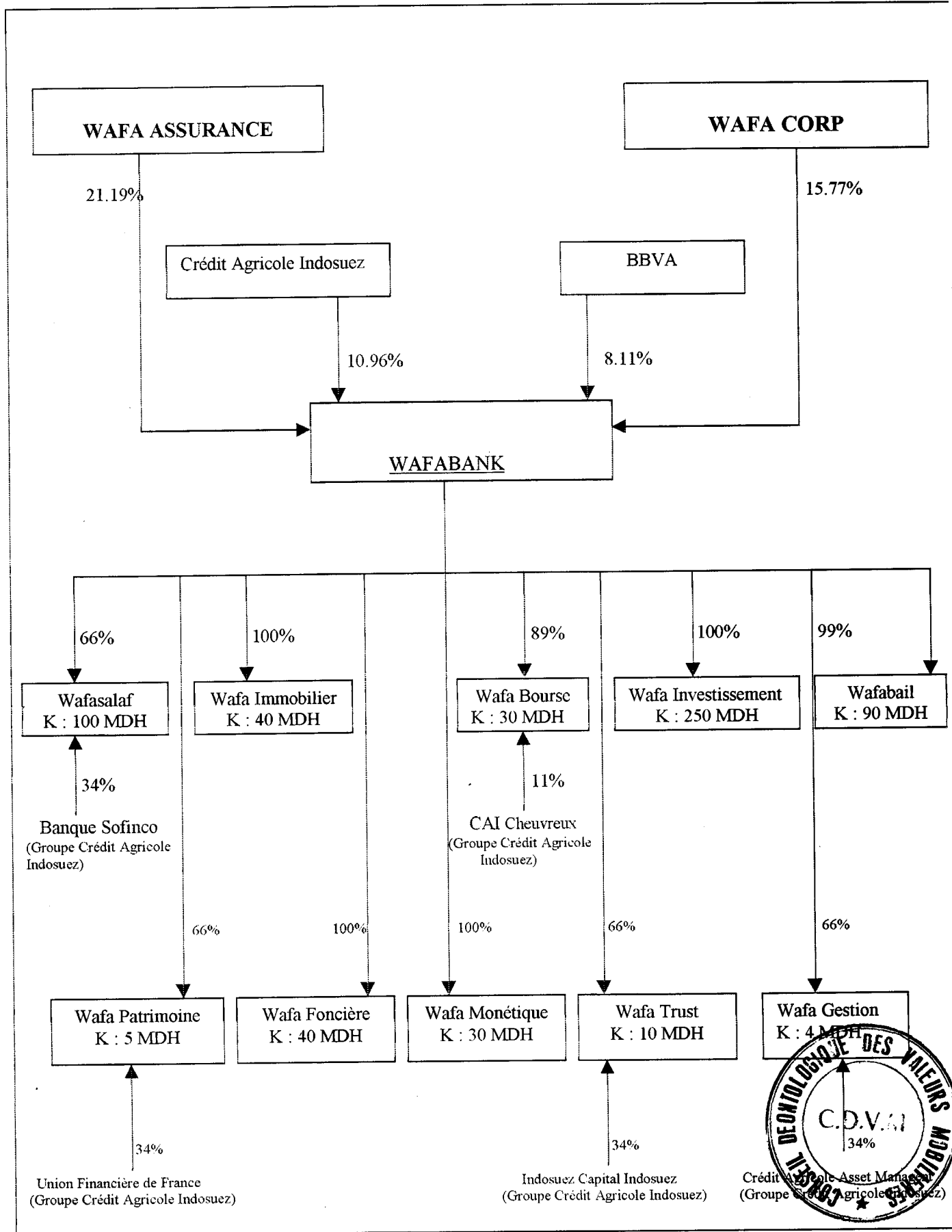


# Organisation et contrôle de WAFABANK

## Organisation de WAFABANK

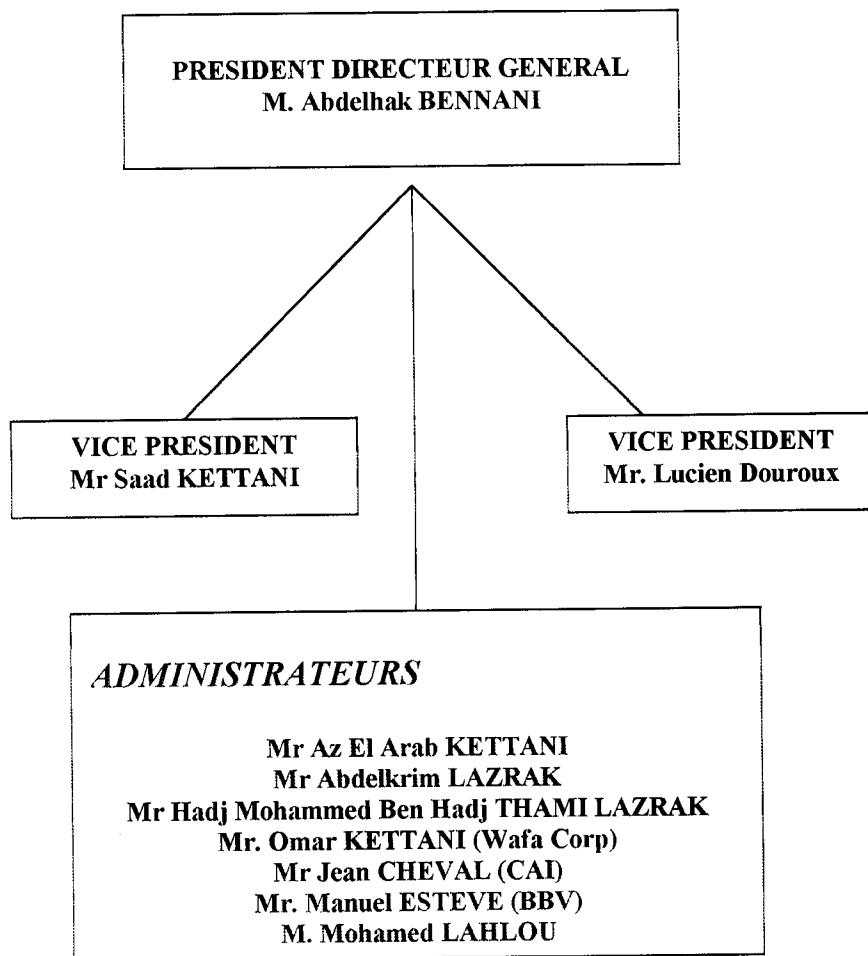


# Organigramme du groupe Wafabank



Organes d'administration, de direction et de contrôle :

- Conseil d'administration



- Comité supérieur des risques

Mr. Abdelhak BENNANI  
Mr. Saad KETTANI  
Mr. Jean CHEVAL  
Mr. Abdelkrim LAZRAK  
Mr. Az El Arab KETTANI  
Mr. Manuel ESTEVE

- Comité d'audit

Mr. Abdellatif GHAZOUANI  
Mr. Lucien DOUROUX  
Mr. Manuel ESTEVE  
Mr. Saad KETTANI  
Mr. Omar KETTANI  
Mr. Abdelkrim LAZRAK

- Commissaires aux comptes au titre des exercices 1996, 1997 et 1998.

Le cabinet FIDAROC, représenté par Mr. Faiçal MEKOUAR  
Le cabinet AUDICO, représenté par Mr. Kamel KADIRI

- Auditeurs indépendants

Le Cabinet PRICE WATERHOUSE, représenté par Mr. Aziz BIDAHA.



**Ressources humaines**

	1996	1997	1998	1999
<b>Directions et cadres</b>	<b>404</b>	<b>552</b>	<b>560</b>	<b>582</b>
Masculin	344	459	469	481
Féminin	60	93	91	101
<b>Gradés</b>	<b>830</b>	<b>1006</b>	<b>1038</b>	<b>1078</b>
Masculin	588	728	741	766
Féminin	242	278	297	312
<b>Employés</b>	<b>339</b>	<b>308</b>	<b>322</b>	<b>249</b>
Masculin	287	264	261	213
Féminin	52	44	61	36
<b>TOTAL</b>	<b>1573</b>	<b>1866</b>	<b>1920</b>	<b>1909</b>

Après la forte progression de l'effectif en 1997 (18.6%) suite à la fusion-absorption de l'Uniban l'effectif de WAFABANK a augmenté de 2.9% en 1998.

**Evolution récente et perspectives d'avenir****A/ Secteur bancaire****Cadre réglementaire**

Durant la dernière décennie, le secteur bancaire marocain a connu une forte mutation, marqué par une réorganisation réglementaire et une libéralisation accrue.

Dès le début des années 90, de nombreuses réformes, renforcées par la Loi bancaire de juillet 1993 ont été entreprises afin de mettre en place un système bancaire solide et efficace stimulant l'épargne et l'investissement.

Les différentes réformes sont les suivantes :

- Le désencadrement du crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1991 supprime les restrictions à l'extension des concours bancaires par les autorités monétaires.
- La libéralisation des taux d'intérêts créditeurs a débuté en 1990 permettant ainsi de stimuler la concurrence interbancaire et d'introduire la variabilité des taux. En 1996, les plafonds appliqués aux taux débiteurs sont supprimés afin de laisser s'instaurer le libre jeu des mécanismes de marché et de donner aux opérateurs économiques la possibilité de se financer aux conditions les plus avantageuses. La tendance à la baisse des taux de base bancaires qui en a résulté depuis ne cesse de comprimer les marges d'intermédiation des banques.

Par ailleurs, un taux maximum des intérêts conventionnels des établissements de crédits a été instauré en 1997. Le TEG, ou Taux Effectif Global, ne doit pas dépasser de plus de 70% le taux d'intérêt moyen pondéré pratiqué au cours du semestre précédent par les établissements bancaires.

Afin de faire face à cette diminution de la rémunération des crédits, les plus grandes banques de la place développent les métiers de banque d'affaires et les opérations de financement du commerce extérieur, opérations génératrices de commissions.



- Les principales orientations de la Loi bancaire de 1993 sont les suivantes :
  - Unifier le dispositif juridique applicable à l'ensemble des institutions bancaires et financières afin de mettre en place une réelle concurrence entre les différents établissements de crédits.
  - Elargir le cadre de la concertation entre les autorités monétaires et les banques : le Ministère des Finances est chargé d'instituer les instruments de la politique monétaire ainsi que ceux visant à préserver la liquidité et la solvabilité des établissements de crédits. Bank Al Maghrib (BAM) a également un rôle important quant à la définition de la politique monétaire et des règles prudentielles mais aussi un rôle de surveillance du secteur bancaire et financier. Le GPBM, auquel sont tenues d'adhérer toutes les banques, sert d'intermédiaire entre les autorités monétaires et les établissements de crédits et veille à l'application des décisions du Ministère des Finances et de BAM.
  - Renforcer la protection des déposants et des emprunteurs par la mise en application de règles prudentielles très strictes : la classification et le provisionnement des créances douteuses et contentieuses : le ratio de solvabilité (ou ratio Cooke) fixé à 8% des fonds propres et le coefficient maximum de division des risques qui est porté de 7% à 10% en 1996.
- Dès 1996, le plancher d'effets publics a été revu à la baisse : il est ramené en 1997 de 15% à 5% des exigibilités des banques constituées par les dépôts à vue et les certificats de dépôts d'un terme inférieur à 3 mois. Ce plancher a totalement disparu en 1998 permettant ainsi d'augmenter les dépôts disponibles.

En matière de réglementation prudentielle de Bank Al Maghrib, le régime relatif à la constitution de provisions pour créances en souffrance a été assoupli en 1995 à deux niveaux :

- Relèvement de 35% à 50% de la quotité des créances jugées en souffrance qui entraîne l'inscription de l'ensemble des facilités accordées à un même client dans cette catégorie de crédits ;
- Relèvement de 25% à 35% de la quotité des hypothèques sur les biens immobiliers, déductible du montant des créances en souffrance pour les crédits autres que ceux destinés à l'habitat (quotité admise en couverture maintenue à 50% pour ces derniers).

Par ailleurs, depuis 1996, les établissements bancaires sont tenus de verser une cotisation annuelle au titre (0.20% après l'année 1999) de leur contribution au Fonds Collectif de garantie des dépôts institué par l'article 56 du dahir portant loi n°1-93-147 du 15 Moharram 1414 (6 juillet 1993). Cette cotisation est calculée sur la base des dépôts à vue et à terme libellés en dirhams, en dirhams convertibles et en devises, reçus des clients résidents et non résidents.

Au cours de la dernière réunion du CNME, le 5 mai 1999, les décisions suivantes ont été prises :

- La modification des Statuts de la Banque Centrale Populaire, portant notamment sur le renforcement de l'autonomie des banques régionales ;
- La baisse des marges des sociétés de crédit à consommation qui passe de 70 du Taux effectif Global à 60%. Ces sociétés doivent se mettre en conformité en matière de règles prudentielles (trois sociétés de crédits à la consommation se sont vues retiré leurs agréments).



## Activité bancaire

Ces réformes ont fondamentalement modifié l'environnement bancaire marocain favorisant ainsi sa restructuration et son développement.

Secteur bancaire (hors CIH, BNDE et CNCA)					
Variation en %	94/93	95/94	96/95	97/96	97/98
Encours dépôts	10,7	5,6	5,6	10,2	7,3
Encours crédits	11,7	15,2	11,2	6,9	12,2
PNB	9,7	14,7	13,0	4,1	7,9
Résultat net	49,2	8,5	0,3	34,3	8,7

Source: GPBM

Le secteur bancaire marocain (hors CIH, BNDE et CNCA) est composé de 14 banques commerciales, dont quatre seulement détiennent en 1998 plus de 66.5% de part de marché en termes de crédits et 74.3% en termes de dépôts : Crédit Populaire du Maroc, BCM, BMCE et WAFABANK.

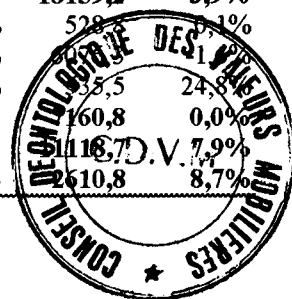
Part de marché en 1998	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	Wafa
Comptes chèques	40,7%	15,8%	11,3%	4,6%	7,4%	5,9%	10,4%
Comptes courants	16,6%	17,8%	20,4%	7,8%	6,6%	9,4%	13,2%
OFS	94,6%	0,4%	2,5%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Comptes sur carnets	20,2%	18,7%	19,2%	9,6%	10,7%	7,6%	10,2%
Autres dépôts	22,0%	17,8%	14,2%	7,4%	5,1%	13,9%	10,3%
DAV	30,2%	16,9%	15,1%	6,5%	7,7%	7,4%	11,0%
Comptes et bons à échéances	33,5%	16,7%	15,4%	6,3%	3,9%	6,0%	10,6%
Certificats de dépôts	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	17,3%	82,7%
DAT	32,9%	16,4%	15,1%	6,2%	3,8%	6,3%	11,9%
DEPOTS GLOBAUX	31,2%	16,7%	15,1%	6,4%	6,3%	7,0%	11,3%
Crédits à court terme	13,5%	18,2%	19,9%	9,3%	8,0%	9,6%	13,1%
Crédits à moyen terme	22,6%	21,9%	15,1%	7,4%	6,4%	10,0%	14,3%
Crédits à long terme	38,7%	9,9%	12,0%	13,5%	4,8%	7,3%	7,3%
Créances non classées	29,3%	14,2%	4,4%	1,1%	12,3%	7,6%	28,1%
Créances en souffrances	20,2%	12,4%	14,1%	6,7%	5,2%	8,6%	12,7%
CREDITS GLOBAUX	18,4%	17,6%	17,5%	8,9%	7,2%	9,4%	13,1%
TOTAL BILAN	28,2%	16,3%	16,1%	6,4%	6,5%	7,7%	11,5%

Source : GPBM

De 1994 à 1997, le PNB et le résultat net du système bancaire ont enregistré une croissance annuelle moyenne de respectivement 9.9% et 20.2%. Cette croissance soutenue mais quelque peu irrégulière est le résultat d'une restructuration du secteur bancaire depuis la promulgation de la Loi bancaire de 1993.

	1996	Variation	1997	Variation	1998	Variation
Produits des opérations de trésorerie	4423,8	2,7%	4673,5	5,6%	4869,3	4,2%
Produits des crédits à la clientèle	9056,7	11,6%	9685,4	6,9%	9653,5	-0,3%
Autres produits sur opérations bancaires	2762,8	13,9%	3111,3	12,6%	3636,4	16,9%
<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>16243,3</b>	<b>9,4%</b>	<b>17470,2</b>	<b>7,6%</b>	<b>18159,2</b>	<b>3,9%</b>
Charges des opérations de trésorerie	532	-11,7%	528,4	-0,7%	528,4	0,0%
Charges sur comptes et bons de la clientèle	5573,7	3,9%	6178	10,8%	6178	0,0%
Autres charges sur opérations bancaires	238,1	103,3%	429	80,2%	429	0,0%
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>6343,8</b>	<b>4,3%</b>	<b>7160,8</b>	<b>12,9%</b>	<b>7160,8</b>	<b>0,0%</b>
<b>PNB</b>	<b>9899,5</b>	<b>13,0%</b>	<b>10309,4</b>	<b>4,1%</b>	<b>11167,0</b>	<b>7,9%</b>
<b>Résultat net</b>	<b>1789,4</b>	<b>0,3%</b>	<b>2402,7</b>	<b>34,3%</b>	<b>2610,8</b>	<b>8,7%</b>

Sources : GPBM



1998	CPM	BCM	BMCE	BMCI	CDM	SGMB	WAFA	Secteur bancaire
Intérêts perçus	4451	2396	2124	1041	960	1214	1575	14523
dont intérêts crédits	1810	1884	1633	841	713	983	1244	9654
dont produits de trésorerie	2641	512	491	200	247	231	331	4869
Autres produits d'exploitation bancaire	901	554	557	181	217	379	529	3636
<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>5352</b>	<b>2951</b>	<b>2681</b>	<b>1222</b>	<b>1177</b>	<b>1593</b>	<b>2104</b>	<b>18159</b>
Intérêts payés	1984	1037	1060	476	352	479	750	6605
dont intérêts dépôts	1947	997	888	429	326	382	685	6076
intérêts de trésorerie	37	40	172	47	27	97	65	529
Autres charges d'exploitation bancaires	201	55	73	19	12	55	39	536
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>2185</b>	<b>1091</b>	<b>1133</b>	<b>495</b>	<b>364</b>	<b>534</b>	<b>789</b>	<b>7141</b>
<b>PNB</b>	<b>3167</b>	<b>1860</b>	<b>1548</b>	<b>727</b>	<b>813</b>	<b>1059</b>	<b>1315</b>	<b>11119</b>
<b>Frais généraux</b>	<b>1466</b>	<b>608</b>	<b>730</b>	<b>335</b>	<b>384</b>	<b>433</b>	<b>604</b>	<b>4960</b>
Dotations aux amortissements	207	121	106	55	59	81	107	812
Total charges d'exploitation (hors provisions)	1673	682	836	390	443	514	711	5772
Dotations aux provisions	463	184	344	140	73	206	251	1809
Résultat avant impôts	958	1119	634	255	320	339	453	4038
<b>Résultat net</b>	<b>561</b>	<b>688</b>	<b>478</b>	<b>157</b>	<b>193</b>	<b>273</b>	<b>305</b>	<b>2611</b>

Sources : GPBM

Au terme de l'année 1998, le système bancaire marocain (hors CIH, BNDE et CNCA) a enregistré une progression de 7.3% de ses ressources et de 12.2% de ses crédits. Cette évolution, plus forte pour les crédits que pour les dépôts, est supérieure à la moyenne des cinq dernières années contredisant ainsi les prévisions les plus pessimistes.

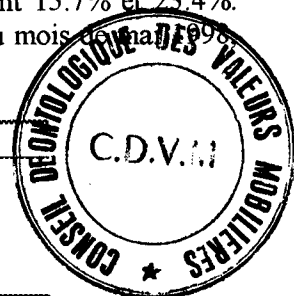
Variation	94/93	95/94	96/95	97/96	98/97	98/93
DAV	12,2%	3,0%	3,1%	9,8%	10,5%	7,7%
DAT	8,1%	10,2%	9,8%	10,9%	2,4%	8,3%
<b>Dépôts globaux</b>	<b>10,7%</b>	<b>5,6%</b>	<b>5,6%</b>	<b>10,2%</b>	<b>7,3%</b>	<b>7,9%</b>
Crédits à court terme	9,1%	17,6%	9,4%	2,9%	10,5%	9,9%
Crédits à moyen terme	16,5%	10,5%	7,3%	17,1%	15,7%	13,4%
Crédits à long terme	14,8%	26,7%	36,6%	8,4%	23,4%	22,0%
Créances non classées	10,0%	6,9%	10,2%	11,4%	12,7%	10,2%
Créances en souffrances	19,1%	4,3%	14,8%	13,7%	7,3%	11,9%
<b>Crédits globaux</b>	<b>11,7%</b>	<b>15,2%</b>	<b>11,2%</b>	<b>6,9%</b>	<b>12,2%</b>	<b>11,5%</b>

Sources : GPBM

La croissance des dépôts, quoiqu'en ralentissement par rapport au précédent exercice, est due en partie à la forte progression des comptes chèques (+13.6%) qui représentent près du tiers de l'encours. On note également la très faible croissance des dépôts à terme (2.4%). Parallèlement, l'actif géré par les OPCVM a progressé de 155%, s'établissant à 25 184 MDH, soit 14.8% des dépôts bancaires en 1998 contre 6.7% en 1997.

L'encours des crédits a vu sa croissance s'accroître, passant de +6.9% en 1997 à +12.2% en 1998, poussé par les crédits à moyen et long terme qui ont progressé de respectivement 15.7% et 23.4%. Rappelons à ce sujet que les taux de base bancaires ont été ramenés à la baisse au mois de mai 1998, stimulant ainsi les crédits d'investissement.

Taux de base bancaires	Octobre 1997	Mai 1998
Taux à court terme	9.25%	8.25%-8.00%
Taux à moyen terme	9.50%	8.50%
Taux à long terme	10.25%	9.25%-9.00%
Taux à l'export	8.00%	8.00%-7.75%



## B/ Stratégie de WAFABANK et perspectives d'avenir

Dans ce contexte, marqué par une libéralisation et une concurrence de plus en plus accrues, la stratégie du Groupe WAFABANK à horizon 2002 s'articule autour de quatre axes principaux :

- **Améliorer l'efficacité commerciale :** L'objectif de WAFABANK est d'augmenter de 25% la productivité des agents en termes de crédits, de dépôts et de PNB d'ici 2002. Pour cela, la Banque prévoit notamment :
  - L'implémentation d'un nouveau plan marketing pour le marché des particuliers et des professionnels avec l'élaboration d'un programme de fidélisation de la clientèle ;
  - La création d'unités dédiées à chaque marché ;
  - D'allouer les 2/3 de l'effectif à l'activité commerciale ;
  - De porter le nombre d'agences à 200 en 2002 ;
  - De lancer un plan d'action en direction des entreprises pour renforcer sa part de marché dans les crédits d'équipement et dans l'activité internationale ;
  - D'améliorer de façon significative sa part de marché dans le segment des MRE.

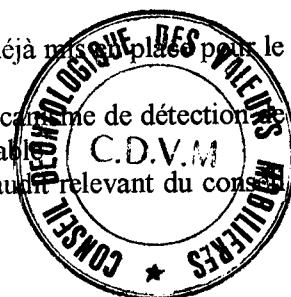
KDH	1994	1995	1996	1997	1998
PNB/Agent	591	575	662	676	684
Résultat net /agent	124	125	154	158	159
Crédits/agent	5 998	5 921	7 065	6 967	7 725
Dépôts/agent	7 913	7 527	8 820	9 537	9 999

Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits moyen terme	10,3	10,6	11,4	13,9	14,3
Crédits long terme	4,8	9,1	8,5	8,5	7,3
Dépôts RME	7.12	6.93	8.01	8.84	11.01

Source : GPBM

- **Réduire les coûts :** Afin de réduire le coefficient d'exploitation (y compris amortissements et produits accessoires) de la Banque de 51% à 45% en 2002 et de limiter l'effectif du siège au tiers de l'effectif global, WAFABANK prévoit :
  - L'extension du réseau avec stabilisation du personnel du siège ;
  - De limiter à 10% le personnel du réseau des particuliers et des professionnels affectés aux tâches administratives par le développement des back offices communs ;
  - La refonte du système d'information pour en faire un outil au service de la maîtrise des coûts et de l'augmentation de la productivité et de la qualité des prestations ;
  - Externalisation des opérations à faible valeur ajoutée pour porter à 25% en 2002 les transactions à travers les GAB, le serveur vocal, la banque à domicile et le service clients ;
- **Optimiser le contrôle du risque :** En termes de risque, WAFABANK envisage de ramener d'ici 2002 le coût du risque à 1% et le taux de contentieux à 6%. Pour cela, la Banque prévoit :
  - L'affectation au marché des entreprises de compétences élevées en mesure d'apprécier le risque ;
  - L'élaboration d'une politique de crédit par segment de clientèle, par nature de crédit, par secteur d'activité et par classe de risque ;
  - La généralisation de l'utilisation du système de scoring, lequel est déjà mis en place pour le crédit à la consommation ;
  - La mise en place d'un outil de gestion des risques prévoyant un mécanisme de détection des dossiers difficiles et la réorganisation de la fonction recouvrement amiable ;
  - Le renforcement du contrôle interne et la création d'un comité d'audit relevant du conseil d'administration.



- **Diversifier le revenu :** Le plan stratégique de WAFABANK prévoit de poursuivre la restructuration du PNB et de porter la part des produits hors marge d'intérêts dans le PNB à 50% en 2002. Pour cela le plan d'action se définit comme suit :
  - Facturer au juste prix les services de la Banque ;
  - Défendre et consolider la position du Groupe dans les activités de gestion de portefeuille, d'intermédiation boursière, de bancassurance, de change, d'obligataire et de monétique tout en améliorant la rentabilité de la succursale WAFABANK Bruxelles ;
  - Faire de Wafa Trust un des principaux acteurs du métier de la banque d'affaires au Maroc.
  - Développer en direction de la clientèle du Corporate des produits et services à forte valeur ajoutée.

Structure du PNB de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Produit Net Bancaire en MDH	841.8	928.4	1.041.2	1261,1	1314.1
Marge de trésorerie (1) en MDH	156.4	145.1	135.7	240,6	266.4
Marge de trésorerie / PNB	18.58 %	15.63 %	13.03%	19,1%	20.3%
Marge de clientèle (2) en MDH	403.6	458,5	540,3	545,7	558.3
Marge de clientèle / PNB	47.94 %	49.38 %	51.90%	43,3%	42.5%
Marge sur autres revenus (3) en MDH	281,8	324,8	365,2	474,9	489.4
Marge sur autres revenus/ PNB	33,48%	35,00%	35,08%	37,7%	37.2%

(1) Marge de trésorerie = Produits des opérations de trésorerie - charges des opérations de trésorerie

(2) Marge de clientèle = Intérêts perçus sur crédits à la clientèle - charges sur comptes et bons de la clientèle

(3) Marge sur autres revenus = Commissions et autres produits - Autres charges

### C/ Politique de distribution de dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de WAFABANK du 19 mars 1999 a décidé l'attribution d'un dividende de 16 dirhams par action, en progression de 6.7% par rapport à 1997 (soit 15 DH par action). Il existe une répartition statutaire des bénéfices mentionnée dans les articles 45 et 46 des statuts.

Il est à noter que les nouvelles actions WAFABANK à émettre au profit de l'encadrement de la banque portent jouissance le 01/01/00 et feront donc l'objet d'une distribution de dividendes complète au titre de cette année.

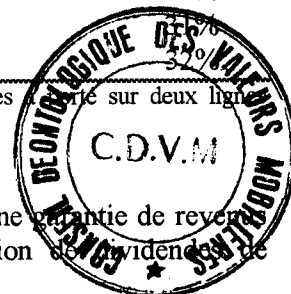
La masse de bénéfices distribués au titre de l'exercice 1998 s'est accrue de 6.7% en dépassant la somme de 96 MDH, contre 90 MDH pour 1997.

Années	Résultat net (MDH)	Dividende par action (DH)	Nombre d'actions formant le capital	Montant global des dividendes distribués (MDH)	Taux de distribution
1990	100,6	15	1 068 375	16	16%
1991	121,9	15	1 068 375	16	13%
1992	134,2	15 / 5 *	1 068 375	27,7	21%
1993	175,3	10	5 531 500	55,3	32%
1994	176,6	11	5 531 500	60,9	34%
1995	201,6	12	5 531 500	66,4	33%
1996	242	13	5 531 500	78.3**	30%
1997	294,9	15	6 024 300	90,4	
1998	305	16	6 024 300	96,4	

\*Suite à l'augmentation de capital réalisée en fin d'année 1992, la distribution de dividendes porte sur deux lignes d'actions.

\*\*Compte tenu d'une distribution de dividendes portant sur 6 024 300 actions.

Il est à préciser que les dividendes distribués par le passé ne constituent pas une garantie de revenus futurs. Ceux là sont fonction des résultats et de la politique de distribution de dividendes de WAFABANK.



D/ L'action WAFABANK en bourse

En DH	1994	1995	1996	1997	1998
Capital social	553 150 000	553 150 000	553 150 000	602 430 000	602 430 000
Nombre d'actions au 31/12	5 531 500	5 531 500	5 531 500	6 024 300	6 024 300
Résultat net (MDH)	176.6	201.6	242.0	294.9	305.0
Fonds propres après répartition (MDH)	1530.3	1653.5	1819.6	2263.8	2429.9
BPA ajusté	29.3	33.5	40.2	49.0	50.6
Dividende par action	11	12	13	15	16
Actif net par action ajusté (1)	254.0	274.5	302.0	375.78	403.34
<b>Cours</b>					
+Haut	395	380	566	917	1330
+bas	295	340	355	550	900
Dernier de l'année	376	365	552	907	1160
<b>PER</b>	11,8	10	12,6	18,5	22,9
Cours/ Actif net par action (2)	1,4	1,2	1,7	2,4	2,9
Rendement en % (3)	2,9	3,3	2,4	1,6	1,4
Rentabilité des capitaux propres (ROE) en % (4)	12,02	12,66	13,94	14,44	13,00
Capitalisation boursière sur la base du dernier cours coté de l'année (KDII)	2 079 844	2 018 998	3 053 388	5 464 040	6 988 188
Volume de transactions sur le titre Wafabank (KDII)	781 577	1 777 049	209 059	1 553 086	3 947 156
Dont marché central (KDII)	61 819	56 732	83 536	817 768	903 430
Dont marché de blocs (KDII)	719 757	1 720 287	125 523	735 318	3 043 726
Taux de liquidité quotidien <sup>2</sup>	0.15%	0.35%	0.03%	0.11%	0.23%
Taux de liquidité <sup>1</sup>	37.58%	88.01%	6.85%	28.42%	56.48%

(1) après répartition

(2) chiffres basés sur le cours de fin d'année

(3) Rendement = Dividende par action / Cours de l'action

(4) ROE = résultat net/ fonds propres moyen après répartition

<sup>2</sup> Taux de liquidité quotidien = (volume global échangé sur le titre/ nombre de séance de bourse de l'année) / capitalisation boursière du titre<sup>1</sup> Taux de liquidité = volume global échangé sur le titre / capitalisation boursière du titre

## Situation financière

### Avertissement :

- Les informations chiffrées relatives au secteur bancaire 1994 à 1998 émanent du GPBM et n'incluent pas le CIH, la BNDE et la CNCA.
- Les informations relatives à WAFABANK et ses filiales émanent de la Banque et de ses filiales.
- Dans ce chapitre, seuls les comptes sociaux de Wafabank sont étudiés.

### A/ L'évolution de l'actif de la Banque depuis 1994

#### a) Le portefeuille crédits de la Banque

WAFABANK En MDH	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits court terme	5773	6314	7397	7688	8989
Crédits moyen terme	1430	1628	1873	2649	3200
Crédits long terme	206	489	610	678	723
Créances non classées	300	349	372	594	525
Créances douteuses	839	777	861	1390	1396
Total crédits	8548	9557	11113	13000	14833

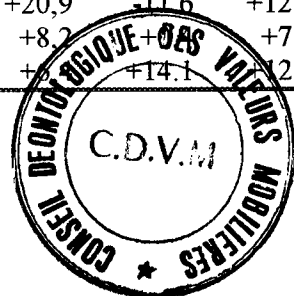
Depuis 1994, l'encours de crédits de Wafabank a enregistré une croissance annuelle moyenne de 14.8%, grâce à une politique commerciale agressive. Cette progression, plus rapide que celle du secteur (+11.4%), a permis à la Banque de réaliser des gains de parts de marché sur toutes les maturités de crédits.

La forte progression des créances non classées en 1997 s'explique essentiellement par les créances non classées récupérées lors de l'absorption de l'Uniban.

Le ralentissement relatif de la croissance en 1995 est le fait de différents facteurs :

- L'intensification de la concurrence dans la perspective de la libéralisation des taux d'intérêts en 1996 ;
- La pause décidée par Wafabank en 1995 dans l'expansion de son activité crédits dans le but de consolider ses acquis.

Variation En %	Variation 1995/94 En %		Variation 1996/95 En %		Variation 1996/97 En %		Variation 1997/98 En %	
	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur
Crédits court terme	+9,4	+17,6	+17,1	+8,7	+3,9	+3,2	+16,9	+10,5
Crédits moyen terme	+13,8	+10,5	+15,0	+6,9	+41,4	+15,4	+20,8	+15,7
Crédits long terme	+137,4	+26,7	+24,7	+32,0	+11,1	+7,5	+6,6	+23,4
Créances non classées	+16,4	+6,9	+6,7	+9,7	+59,7	+20,9	-11,6	+12,7
Créances douteuses	-7,4	+4,3	+10,8	+12,6	+61,5	+8,2	+14,1	+7,3
Total crédits	+11,8	+15,3	+16,3	+10,2	+17,0	+14,1	+14,1	+2,2



Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Crédits court terme	12,3	11,5	12,0	12,4	13,1
Crédits moyen terme	10,3	10,6	11,4	13,9	14,3
Crédits long terme	4,8	9,1	8,5	8,5	7,3
Créances non classées	23,7	25,8	23,8	33,0	28,1
Créances douteuses	11,1	9,9	10,1	14,2	12,7
Total crédits	11,6	11,2	11,6	12,9	13,1

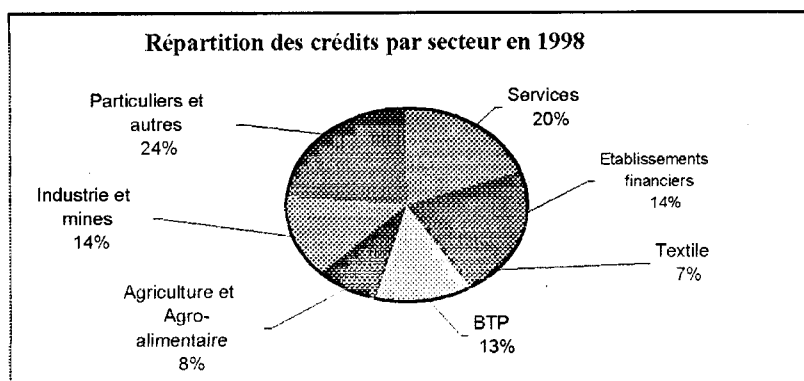
En 1997 et 1998, les crédits accordés par la Banque progressent de respectivement 17% et 14.1%, établissant la part de marché de WAFABANK autour de 13% contre 11,6% en 1996. Cette croissance est due essentiellement à la hausse des crédits à moyen terme de 41.5% en 1997 et 20.8% en 1998. Notons par ailleurs que l'encours de crédits de l'ex-Uniban représente environ 10% de l'encours global de la Banque en 1997.

### b) La structure des crédits de la Banque

Le portefeuille crédits de la Banque, à l'instar du reste du secteur bancaire, est dominé par les crédits à court terme, qui représentent près de 61% de l'encours global en 1998. Cette structure s'est améliorée depuis 1994, la part des crédits à court terme ayant diminué au profit des crédits à moyen/long terme, ces derniers étant plus rémunérateurs en termes de marges d'intérêt.

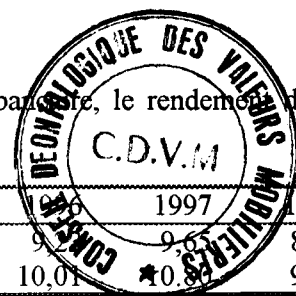
Structure des crédits En %	Wafa 1994	Secteur 1994	Wafa 1995	Secteur 1995	Wafa 1996	Secteur 1996	Wafa 1997	Secteur 1997	Wafa 1998	Secteur 1998
Crédits à court terme	67.5	63.4	66.0	64.7	66.6	64.0	59.1	61,7	60.6	60.3
Crédits à moyen terme	16,7	18,9	17,0	18,1	16,9	17,4	20,4	18,9	21,6	19,7
Crédits à long terme	2,4	5,8	5,1	6,3	5,5	7,6	5,2	7,9	4,9	8,7
Créances non classées	3,5	1,7	3,7	1,6	3,3	1,5	4,6	1,8	3,4	1,6
Créances en souffrance	9,8	10,2	8,1	9,2	7,7	9,6	10,7	9,7	9,4	9,7
Total crédits	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

La répartition des crédits de la Banque montre l'importance des particuliers et du secteur des services qui représentent respectivement 24% et 20% de l'encours de crédits en 1998.



Du fait de la baisse des taux d'intérêt qui touche l'ensemble du secteur bancaire, le rendement du portefeuille crédits de la Banque est en baisse continue depuis 1994.

WAFABANK	1994	1995	1997	1998
Rendement des crédits en % (1)	10,47	9,44	9,8	8,38
Rendement des crédits hors contentieux en % (2)	11,61	10,28	10,01	9,26



En 1998, le rendement moyen des crédits de WAFABANK est de 8.38%, contre 9,65% en 1997 et 9.23% en 1996. Hors contentieux, le taux de ce rendement est porté à 9.26% contre 10.80% en 1997 et 10.01% en 1996.

1998	WAFABANK	Secteur
Rendement des crédits en % (1)	8.38	8.50
Rendement des crédits hors contentieux en % (2)	9.26	9.41

(1) = Produits des crédits à la clientèle / Total crédits

(2) = Produits des crédits à la clientèle / Total crédits hors créances en souffrance.

### c) La qualité du portefeuille crédits de la Banque

En 1993, en raison de l'anticipation par la Banque des nouvelles directives de la Banque Centrale relatives au traitement (classification et provisionnement) des créances en souffrance et dans un souci de prudence, il a été décidé d'observer une politique encore plus rigoureuse en termes de classement des créances en souffrance. Celles-ci ont connu leur plus forte progression en 1993 soit +71,8 %, ramenée dès 1994 à +13,7 %.

En 1995, l'encours des créances en souffrance de WAFABANK a été marqué pour la première fois par une baisse, de l'ordre de 7.4 %, alors que durant le même exercice le portefeuille des créances en souffrance du secteur bancaire a progressé de 4,3 %.

Cette diminution du volume des créances douteuses de WAFABANK s'explique par le renforcement du service chargé du recouvrement du contentieux et par une vigilance accrue en matière d'octroi des crédits et de prévention des risques et des défaillances. Dans ce cadre, il a été créé une direction des risques indépendante des responsables commerciaux et un processus collégial de prises de décisions de crédits a été institué.

En 1996, l'achèvement de la reclassification des créances s'est traduit par une augmentation de l'encours des créances en souffrance de près de 11%.

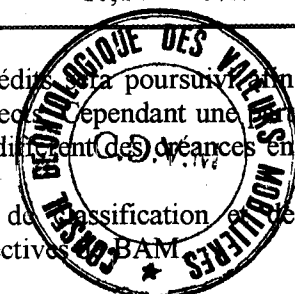
En 1997, l'encours de créances douteuses de WAFABANK connaît une croissance exceptionnelle de 61%. Ceci s'explique essentiellement par les créances en souffrance de l'ex-Uniban qui représentent le tiers de cet encours. Cette forte hausse porte en 1997 le taux de contentieux de la Banque à 10,7% soit un niveau supérieur au taux moyen du secteur.

L'exercice 1998 est marqué par une baisse du taux de contentieux qui est ramené de 10.7% en 1997 à 9.41% grâce à une progression très limitée des créances en souffrance (+0.36%) qui a par ailleurs été associée à une baisse de l'encours des créances non classées (-11.6%). L'objectif de WAFABANK à l'horizon 2002 est de ramener le taux de contentieux à 6%.

Qualité du portefeuille crédits	1994	1995	1996	1997	1998
Encours créances douteuses de WAFABANK (en MDH)	839 (+13,69 %)	777 (-7,39 %)	861 (+10,81%)	1390 (+61,44%)	1396 (+0,36%)
Taux de contentieux de WAFABANK (en %)	9,81	8,13	7,75	10,70	9,41
Taux de contentieux moyen du secteur bancaire (en %)	10,21	9,24	9,53	10,14	9,69

L'effort dont fait preuve WAFABANK en matière de gestion du risque crédits, la poursuite de son effort d'obtenir des niveaux de contentieux similaires à ceux de ses concurrents directs, pendant une période non négligeable de cet écart pourrait trouver sa source dans un classement différent des créances en souffrance par les autres établissements de la place.

En tout état de cause, la politique adoptée par Wafabank en matière de classification et de provisionnement des créances en souffrance est strictement conforme aux directives de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).



La forte augmentation depuis 1993 des créances en souffrance a amené WAFABANK à consentir un très grand effort de provisionnement. Ainsi le taux de couverture des créances douteuses s'est nettement amélioré passant de 37.72 % en 1993 à 65,24 % en 1995. En 1996, WAFABANK a bouclé l'essentiel de son programme de provisionnement : le taux de couverture des créances en souffrance a atteint le niveau de 74%. Ce taux de couverture s'est encore amélioré en 1997, s'établissant à 77,6% pour être ramené à 68.62% en 1998. En effet, l'assainissement du portefeuille crédits s'est caractérisé par l'annulation d'un montant de 256 MDH de créances en souffrance couvertes par des provisions et considérées comme irrécupérables en 1998, ce qui a permis de maintenir le volume des créances en souffrance à un niveau très proche de celui de l'exercice précédent et de baisser l'encours des provisions pour créances en souffrance de 11.3%.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Encours provisions pour créances en souffrance (en MDH)	409	507	637	1079	958
Taux de provisionnement des créances en souffrance (en %)	48.71	65,24	74,01	77,60	68.62
Encours provisions pour créances en souffrance / Encours crédits (en %)	4.78	5,30	5,73	8,30	6.46

Le taux de provisionnement des créances en souffrance de WAFABANK ainsi que le ratio encours provisions / encours crédits sont en 1998 inférieurs à la moyenne du secteur bancaire.

1998	WAFABANK	Secteur
Taux de provisionnement des créances douteuses (en %)	68.62	72.54
Encours provisions pour créances en souffrance/ Encours crédits (en %)	6.46	7.03

#### d) La structure de l'actif de la Banque

Globalement, la structure de l'actif de la Banque est relativement stable sur la période 1994/98. Néanmoins, la forte croissance de l'activité crédits s'est accompagnée des changements suivants :

- La baisse de la part des actifs liquides, qui est passée de 26.15% en 1993 à 21.96 % en 1995 et 21.98% en 1997. Cette évolution est due à la baisse des emplois obligatoires - réserve monétaire, plancher d'effets publics (disparus en 1998)- décidée par la Banque Centrale. En 1998, la part des actifs liquide passe à 24.02% du fait d'une progression de l'encours de bons du trésor et des créances sur la banque centrale et le trésor de respectivement 14% et 70%.
- La progression de la part du portefeuille titres dans le total de l'actif, qui est passée de 7.1% en 1993 à 12.03% en 1996, 10.80% en 1997 et 9.51% en 1998. Cette augmentation est liée à la politique de filialisation de la Banque. Depuis le début des années 1990, WAFABANK s'est en effet transformée en un véritable groupe financier qui rassemble autour de la Banque, une dizaine de filiales spécialisées créées pour la plupart en association avec le Groupe Crédit Agricole Indosuez et opérant dans des domaines aussi variés que le crédit à la consommation, le crédit bail, le crédit à l'immobilier, la promotion immobilière, la monétique, l'ingénierie informatique, l'intermédiation boursière, la gestion de fonds et l'ingénierie financière. La baisse de la part du portefeuille titres dans l'actif de la Banque en 1998 est due essentiellement à une diminution de 10.4% des titres de placement résultant notamment de cessions de titres de créances négociables et d'emprunts nationaux.
- La hausse de la part des crédits, qui représente 54.4% de l'actif en 1998 contre 47.8% en 1993. Cette progression des crédits a été rendue possible grâce à l'agressivité commerciale de la Banque et à une meilleure allocation des ressources vers les crédits.



Structure de l'actif de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Actif liquide	23,14%	21,96%	19,95%	21,98%	24,04%
Dont bons du trésor	17,93%	16,72%	14,47%	15,33%	16,06%
Crédits	50,44%	53,99%	53,41%	51,80%	54,42%
Dont crédits à court terme	34,07%	35,67%	35,55%	30,63%	32,98%
Valeurs à l'encaissement et divers	14,72%	12,19%	11,95%	11,83%	8,72%
Portefeuille titres	9,00%	8,98%	12,03%	10,80%	9,51%
Dont titres de placement	4,38%	3,96%	7,66%	7,49%	6,18%
Dont titres de participation	4,62%	5,02%	4,36%	3,31%	3,33%
Immobilisations nettes	2,70%	2,89%	2,67%	3,59%	3,32%
<b>TOTAL ACTIF %</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
MDH	16 945	17 702	20 807	25 097	27 258

### B/ L'évolution du passif de la Banque depuis 1994

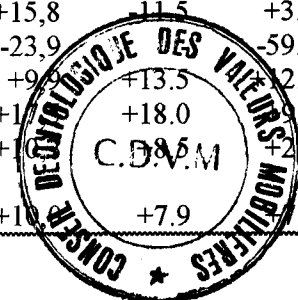
#### a ) La part de marché de la Banque dans les dépôts bancaires

WAFABANK En M DH	1994	1995	1996	1997	1998
Comptes chèques	3359	3576	3862	4824	5690
Comptes courants	2243	2257	2412	3562	3151
OFS	10	6	-	-	-
Comptes sur carnet	1194	1292	1336	1976	2243
Autres dépôts	431	454	420	469	553
Comptes et bons à échéance fixe	4039	4564	5844(*)	6965(*)	7560(*)
<b>Total dépôts</b>	<b>11276</b>	<b>12149</b>	<b>13874</b>	<b>17796</b>	<b>19198</b>

(\*)dont certificats de dépôts : 1010 MDH en 1996 et 991 en 1997 et 1998

Au cours de la période 1994/1998, l'encours de dépôts de WAFABANK a enregistré une croissance annuelle moyenne de 14.5% contre seulement 7.2% pour le secteur. Cette évolution est le résultat d'une politique commerciale plus entreprenante de la Banque et d'un développement rapide du réseau qui est passé de 93 agences en 1993 à 157 en 1998 auxquelles s'ajoutent 3 agences et 16 bureaux de représentation à l'étranger. Rappelons que l'objectif de la Banque est de porter le nombre d'agences à 200 d'ici l'an 2002.

Evolution des dépôts	Variation 1995/94		Variation 1996/95		Variation 1996/97		Variation 1997/98	
	En %		En %		En %		En %	
	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur	WAFABANK	Secteur
Comptes chèques	+6,5	+7,2	+8,0	+3,3	+24,9	+6,3	+17,9	+13,6
Comptes courants	+0,6	+2,5	+6,9	-1,4	+47,7	+15,8	+11,5	+3,8
OFS	-40,3	-58,9	-100,0	+80,2	-	-23,9	-	-59,2
Comptes sur carnet	+8,2	+12,2	+3,4	+7,6	+47,9	+9,8	+13,5	+2,2
Autres dépôts	+5,4	-35,9	-7,5	+2,1	+11,7	+1,1	+18,0	+1,1
Comptes et bons à échéance fixe	+13,0	+10,2	+28,0	+9,9	+19,2	+1,1	+1,1	+2,4
<b>Total dépôts</b>	<b>+7,7</b>	<b>+5,6</b>	<b>+14,2</b>	<b>+5,7</b>	<b>+28,3</b>	<b>+1,1</b>	<b>+7,9</b>	<b>+1,3</b>



La progression des dépôts a permis de porter la part de marché de la Banque de 8.8% en 1994 à 11.3% en 1998.

Part de marché WAFABANK En %	1994	1995	1996	1997	1998
Comptes chèques	8,2	8,1	8,5	10,0	10,4
Comptes courants	11,5	11,3	11,8	15,6	13,2
OFS	1,3	1,8	0,0	0,0	0,0
Comptes sur carnet	8,1	7,8	7,4	10,1	10,2
Autres dépôts	6,7	11,0	15,7	9,7	10,3
Comptes et bons à échéance fixe	8,8	9,0	10,7	11,3	10,9
Total dépôts	8,8	8,9	9,8	11,3	11,3

C'est en 1996 qu'on assiste à une amélioration significative (+1 point environ) de la part de marché de WAFABANK : 9,8% contre 8,9% en 1995. Cette performance provient notamment des comptes et bons à échéance fixe (y compris les certificats de dépôts) pour lesquels un gain de 1.7 point de part de marché a été réalisé.

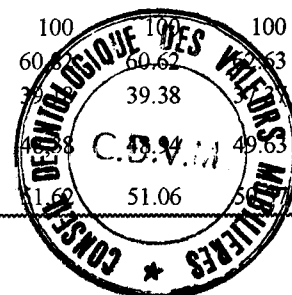
Cette amélioration se confirme en 1997 et 1998, la part de marché de WAFABANK s'établissant à 11,3%, grâce notamment aux comptes courants dont la part de marché s'établit à 15,6% à fin 1997 et à 13,2% à fin 1998.

Notons que la progression inhabituelle de l'encours des dépôts de la Banque en 1997 (+28.3% contre +10.2% pour l'ensemble du secteur bancaire) est due en partie à l'absorption de l'Uniban : hors Uniban, la croissance des dépôts n'est que de 11.4%, ce qui demeure néanmoins supérieur à la croissance du secteur.

## b) La structure des dépôts

La structure des dépôts de la Banque est parfaitement comparable à celle du secteur. Comme pour l'ensemble de la profession bancaire, les dépôts à vue représentent pour WAFABANK pratiquement les 2/3 de ses dépôts globaux. Par ailleurs, les dépôts rémunérés (comptes sur carnet, comptes et bons à échéance fixe) représentent sur la période 1994/98 en moyenne 49,64% du total dépôts, contre 50,08% pour l'ensemble du secteur.

Structure des dépôts en %	1994		1995		1996		1997		1998	
	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur	Wafa	Secteur
.Comptes chèques	29,79	31,90	29,43	32,39	27,84	31,65	27,11	30,61	29,64	32,33
.Comptes courants	19,89	15,11	18,58	14,66	17,39	13,65	20,02	14,46	16,41	14,04
.OFS	0,09	0,62	0,05	0,24	-	0,35	-	0,25	-	0,09
.Comptes sur carnet	10,59	11,51	10,63	12,23	9,63	12,43	11,10	12,44	11,69	13,00
.Autres dépôts	3,82	4,99	3,74	3,03	3,03	3,02	2,63	3,06	2,88	3,16
.Comptes et bons à échéance fixe	35,82	35,87	37,57	37,45	42,12	38,90	39,14	39,18	39,4	37,37
Total dépôts	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
-Dépôts à vue	64,18	64,13	62,43	62,55	57,88	61,10	60,86	60,62	60,62	60,63
-Dépôts à terme	35,82	35,87	37,57	37,45	42,12	38,90	39,14	39,38	39,38	39,37
-Dépôts non rémunérés	53,59	52,62	51,80	50,32	48,25	48,67	49,76	49,63	49,63	49,63
-Dépôts rémunérés	46,41	47,38	48,20	49,68	51,75	51,33	50,24	50,37	50,37	50,37



En raison de la part plus importante des dépôts non rémunérés, WAFABANK a un coût des dépôts bancaires parmi les plus faibles de la profession en 1996. On signalera toutefois une légère modification de la structure des dépôts en 1996 liée à l'émission de certificats de dépôts qui porte le poids des dépôts rémunérés de 48,20% en 1995 à 51,75% en 1996.

L'émission de certificat de dépôts a porté sur un montant 1 010 MDH au taux de 10% en 1997, 8,5% en 1998 et 8% en 1999 pour une durée de 7ans. L'encours au 31/12/98 est de 990,75 MDH.

1998	WAFABANK	Secteur
Coût des dépôts bancaires (1)	3,57%	3,58%
Coût des dépôts bancaires rémunérés (2)	6,99%	7,11%

(1) Charges sur comptes et bons de la clientèle Dépôts globaux

(2) Charges sur comptes et bons de la clientèle Dépôts rémunérés (comptes sur carnet + comptes et bons à échéance fixe).

La légère hausse du coût des dépôts en 1997 a été corrigée en 1998 ramenant le coût à 3,57%. Sur la période 1994-98, on observe également une diminution très significative du coût moyen des dépôts bancaires rémunérés, du fait de la baisse structurelle des taux d'intérêt.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Coût des dépôts bancaires	4,36%	3,65%	3,50%	3,98%	3,57%
Coût des dépôts bancaires rémunérés	9,39%	7,58%	6,79%	7,92%	6,99%

### c) La structure du passif

La structure du passif de WAFABANK est demeurée relativement stable jusqu'en 1996 : la forte croissance de l'activité illustrée par le Produit Net Bancaire qui est passé de 626 MDH en 1992 à 1.041 MDH en 1996, n'a pas déséquilibré cette structure comme le montre le tableau suivant :

Structure du passif de WAFABANK en %	1994	1995	1996	1997	1998
Avances BAM/Trésor/Prêts BIRD	0,94	0,10	0,09	0,07	0,09
Inter - Banque	5,37	5,05	8,56	3,04	7,85
Dépôts clientèles	66,54	68,63	66,67	70,91	70,43
Exigibles après encaissement et divers	15,01	12,96	11,78	11,69	8,30
Provisions	2,78	3,57	3,78	4,89	4,04
Fonds propres (*)	9,36	9,78	9,11	9,40	9,29
Total passif - En %	100	100	100	100	100
- En M DH	16.945	17.702	20.807	25.097	27.258

(\*) avant répartition

Néanmoins, la part des dépôts dans le passif de la Banque est passée de 66,7% en 1996 à près de 71% en 1997, aux dépens de la part de l'interbancaire qui a été ramenée de 8,56% en 1996 à 3,04% en 1997 : Cette modification de la structure du passif est due essentiellement aux apports de l'ex-Uniban.

Le rapport entre les fonds propres de la Banque et ses engagements pondérés par les risques ou ratio de solvabilité est de 10,35 % en 1998, ce qui est en conformité avec la réglementation internationale en vigueur (minimum de 8%) et témoigne du niveau satisfaisant des fonds propres de la Banque. Le ratio Cooke - ou ratio de solvabilité calculé selon la circulaire n°15 du 26 septembre 1996 relative au coefficient de division des risques bancaires est largement supérieur au taux réglementaire de 8%.

WAFABANK	1996	1997	1998	1999
Ratio Cooke	9,66%	9,85%	10,35%	11,04%



#### d) Les engagements hors bilan

HORS BILAN	1994	1995	1996	1997	1998
Engagements par signature délivrés pour la clientèle	5128	5527	5872	6320	5398
Engagements par signature délivrés pour les intermédiaires financiers	932	1601	1244	1238	1769
Total	6060	7128	7116	7558	7167

Les engagements par signature délivrés pour la clientèle ont diminué de 14.6% en 1998 contre -3.3% en moyenne pour du secteur bancaire



## C/ La gestion actif/passif de la Banque

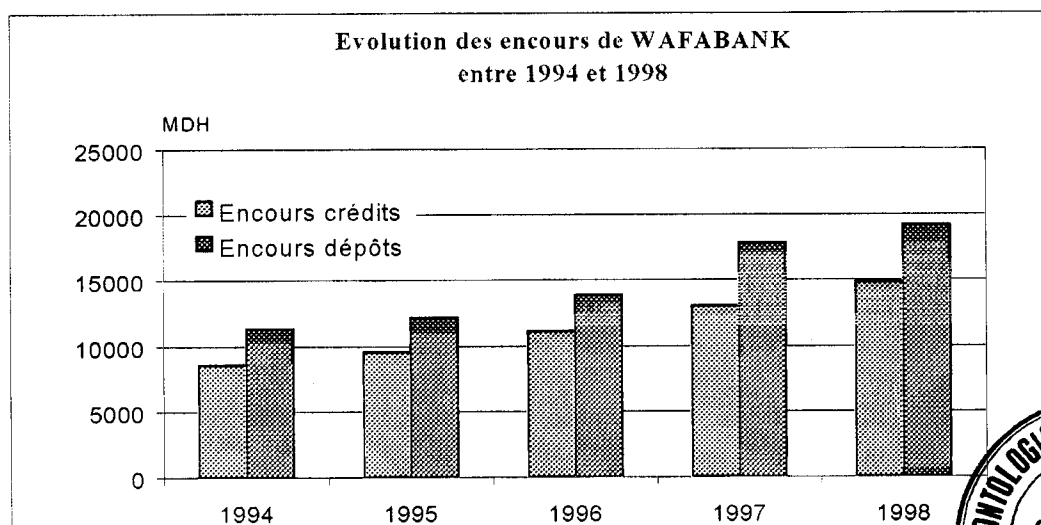
### a) Dépôts / crédits

Comme en témoigne le ratio encours dépôts/ encours crédits qui s'établit à 129% en 1998, WAFABANK s'efforce de maximiser l'octroi de crédits en fonction de ses dépôts, afin de contribuer le plus largement possible au financement de l'économie. La progression importante de ce ratio en 1997 reflète essentiellement la forte augmentation de l'encours des dépôts (+28.3%) issue de l'absorption de l'ex-Uniban.

Gestion Actif/Passif	WAFABANK	Secteur
Encours dépôts/encours crédits		
1994	132 %	174 %
1995	127 %	160 %
1996	125 %	157 %
1997	137 %	157 %
1998	129 %	149 %

Comme le montrent le tableau et le graphique ci-dessous, l'évolution des crédits est plus rapide que celle des dépôts sur la période 1994/1998 (respectivement +15.4% contre +14,1% en moyenne annuelle sur la période). Afin de poursuivre sa politique soutenue de distribution de crédits, WAFABANK prévoit de renforcer la collecte des dépôts par le biais de l'ouverture d'agences, l'objectif étant, rappelons le, un réseau de 200 agences d'ici l'an 2002.

WAFABANK	Variation des dépôts	Variation des crédits
1994	+12,4%	+18,0%
1995	+7,7%	+11,8%
1996	+14,2%	+16,3%
1997	+28,3%	+17,0%
1998	+7,9%	+14,1%
Moyenne annuelle	+14,1%	+15,4%



## b) La marge d'intermédiation

La marge d'intermédiation clientèle de WAFABANK, qui est de l'ordre de 4.8 % en 1998, est équivalente à la moyenne du secteur.

1998	WAFABANK	Secteur
Rendement des crédits (en %)	8.4	8.5
Rendement des crédits hors contentieux (en %)	9.3	9.4
Coût des dépôts(en %)	3.6	3.6
Marge d'intermédiation clientèle (1) (en %)	4.8	4.9
Marge d'intermédiation clientèle hors contentieux (2) (en %)	5.7	5.8

(1) = Rendement des crédits - coût des dépôts bancaires

(2) = Rendement des crédits hors contentieux - coût des dépôts bancaires

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Rendement des crédits (en %)	10,47	9,44	9,23	9,65	8,38
Rendement des crédits hors contentieux (en %)	11,61	10,28	10,01	10,80	9,26
Coût des dépôts (en %)	4,36	3,65	3,50	3,98	3,57
Marge d'intermédiation clientèle (en %)	6,11	5,79	5,73	5,67	4,81
Marge d'intermédiation clientèle hors contentieux (en %)	7,25	6,62	6,51	6,82	5,68

La marge d'intermédiation de WAFABANK enregistre une baisse structurelle depuis 1994 passant de 6.11% à 4.81% en 1998. Cette compression des marges, générale pour tout le secteur bancaire, est le résultat de la chute des taux d'intérêts et de la concurrence accrue entre les banques depuis la libéralisation effective des taux d'intérêts en 1996, qui ont entraîné une forte diminution du rendement des crédits ramené en ce qui concerne WAFABANK de 10.47% en 1994 à 8.38% en 1998.

En termes de ressources, WAFABANK a également diminué le coût de ses dépôts de façon significative mais plus limitée sur la même période, le ramenant de 4.36% à 3.57%.

Notons cependant que hors contentieux, la marge d'intermédiation clientèle s'établit à 6.82% en 1997 contre 6.6% en 1996 ce qui confirme le poids des créances en souffrance occasionnées par la fusion - absorption de l'UNIBAN.



## D/ L'évolution de la profitabilité et de la rentabilité de la Banque depuis 1994

### **a ) Le Produit Net Bancaire**

Malgré un contexte de plus en plus concurrentiel et marqué par une désintermédiation croissante, WAFABANK a enregistré une activité en croissance continue depuis 1994. Le Produit Net Bancaire a progressé de 11.9% en moyenne annuelle entre 1994/1998 s'établissant à 1314 MDH.

WAFABANK en MDH	1994	1995	1996	1997	1998
Produits d'exploitation bancaire	1415,0	1467,1	1661,8	2155,8	2103,5
Charges d'exploitation bancaire	573,2	538,7	620,6	894,7	789,4
Produit net bancaire	841,8	928,4	1041,2	1261,1	1314,1
Produit net bancaire y compris produits accessoires	851,0	946,4	1080,8	1305,6	1363,8

Si l'on tient compte des produits accessoires constitués essentiellement de produits des opérations crédit bail consorcialisées avec WAFABANK, le PNB s'établit à 1364 MDH au terme de l'exercice 1998.

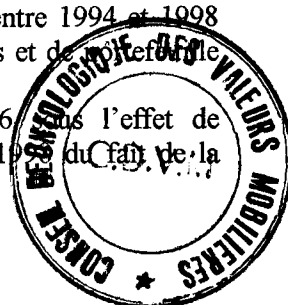
Cette évolution est le résultat de différents facteurs :

- Les produits d'exploitation bancaire ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 11.1% entre 1994 et 1998. Notons également que sur cette même période, les autres produits d'exploitation, et notamment les produits de commissions, ont progressé en moyenne annuelle de 17.7%.
- La croissance des charges d'exploitation bancaire a été limitée à 10.4% en moyenne entre 1994 et 1998. La forte hausse des charges d'exploitation bancaire en 1997, qui s'explique essentiellement par la croissance de 46% des intérêts payés sur les dépôts, a par ailleurs été compensée en 1998 par une diminution des charges de 11.8%.

Variations en %	95/94	96/95	96/97	97/98	94/98
Produits d'exploitation bancaire	+3,7	+13,3	+29,7	-2,4	+11,1
Charges d'exploitation bancaire	-6,0	+15,2	+44,2	-11,8	+10,4
Produit net bancaire	+10,3	+12,1	+21,1	+4,2	+11,9
Produit net bancaire y compris produits accessoires	+11,3	+14,1	+20,8	+4,5	+12,7

La progression du PNB a été associée à une amélioration de sa structure. Comme le montre le tableau suivant, le poids de la marge de clientèle a diminué au cours de la période 1994/1998 au profit de la marge sur autres revenus qui a été portée de 33.5% en 1994 à 37.7 en 1997 et 37.2% en 1998.

- La baisse de la marge de clientèle dans le PNB est essentiellement due à la baisse des taux d'intérêts associée à une concurrence accrue au sein du secteur bancaire qui a accentué la baisse des marges acceptées par les banques.
- La marge sur autres revenus par rapport au PNB progresse significativement entre 1994 et 1998 grâce à une croissance annuelle moyenne de 11% des produits de commissions et de l'effet de la hausse de la trésorerie sur cette période ;
- La marge de trésorerie de la Banque, malgré un recul en 1995 et 1996, a augmenté en 1997 et 1998 en raison de l'augmentation significative des charges de trésorerie, augmente en 1997 et 1998 de 64,3% de la trésorerie actif de la Banque en 1997 et de 2,3% en 1998.



Structure du PNB de WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Produits d'exploitation bancaire (en MDH)	1415.0	1467.1	1661.8	2155,8	2103.5
- Produits des opérations de trésorerie	229.9	232.4	245.8	331,8	331.0
- Intérêts perçus sur crédits à la clientèle	895.1	902.2	1.025.7	1254,2	1243.7
- Autres revenus (commissions et autres produits)	289.9	332.5	390.3	569,9	528.9
Charges d'exploitation bancaire (en MDH)	573.2	538.7	620.6	894,7	789.4
- Charges des opérations de trésorerie	73.5	87,3	110,1	91,2	64.5
- Charges sur comptes et bons de la clientèle	491.5	443.8	485.4	708,5	685.4
- Autres charges	8,2	7,6	25.0	95,1	39.5
Produit Net Bancaire en MDH	841.8	928.4	1041.2	1261,1	1314.1
Marge de trésorerie (1) en MDH	156.4	145.1	135.7	240,6	266.4
Marge de trésorerie / PNB	18,58 %	15,63 %	13,03%	19,1%	20,3%
Marge de clientèle (2) en MDH	403.6	458.5	540.3	545,7	558.3
Marge de clientèle / PNB	47,94 %	49,38 %	51,90%	43,3%	42,5%
Marge sur autres revenus en MDH	281.8	324.8	365.2	474,9	489.4
Marge sur autres revenus/ PNB	33,48%	35,00%	35,08%	37,7%	37,2%

(1) Marge de trésorerie = Produits des opérations de trésorerie - charges des opérations de trésorerie

(2) Marge de clientèle = Intérêts perçus sur crédits à la clientèle - charges sur comptes et bons de la clientèle

(3) Marge sur autres revenus = Commissions et autres produits - Autres charges

## b) Le coefficient d'exploitation

Depuis 1994, le coefficient d'exploitation de WAFABANK a légèrement progressé, passant de 51.18% à 52.15% en 1998. Cette évolution est consécutive à une baisse structurelle entre 1991 et 1994, période au cours de laquelle le coefficient d'exploitation a été ramené de 54.11% à 51.18%.

La légère reprise constatée en 1997 est due essentiellement la hausse de 36% des frais de personnel engendrée par la fusion-absorption de l'UNIBAN et qui se sont répercutés sur les frais généraux. En effet, les frais de personnel de l'ex-Uniban représentent en 1997 plus de 17% de frais de personnel de la Banque.

1997	WAFABANK	Secteur
Coefficient d'exploitation (1) (en %)	54.12	51.92
Coefficient d'exploitation (2) (en %)	52.15	51.92

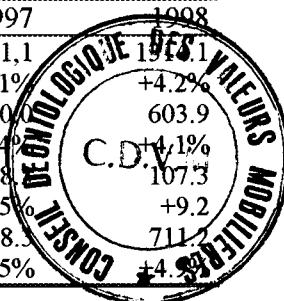
(1) (Frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB

(2) (Frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB (y compris produits accessoires)

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998
Coefficient d'exploitation (1) (en %)	51,74	52,23	52,33	53,78	54.12
Coefficient d'exploitation (2) (en %)	51.18	51.21	50.41	51.95	52.15

Notons que l'un des principaux objectifs de la Banque en termes de productivité est la réduction du rythme de progression des frais généraux pour ramener le coefficient d'exploitation à 45%.

WAFABANK(en MDH)	1994	1995	1996	1997	1998
PNB	841.8	928.4	1041.2	1261,1	1314.1
Variation	+12.2%	+10.3%	+12.2%	+21,1%	+4.2%
Frais généraux	366.9	408.1	451.7	580,4	603.9
Variation	+8,8%	+11,2%	+10,7%	+28,4%	+4,1%
Amortissements	68.7	76.8	93.2	98,3	107.3
Variation	+23.9%	+11.8%	+21.3%	+5.5%	+9.2
Charges d'exploitation	435.6	484.9	544.9	678,5	711.2
Variation	+10.9%	+11.3%	+12.4%	+24.5%	+4,9%



En termes de productivité, WAFABANK affiche des ratios de productivité supérieurs à la moyenne du secteur et en amélioration depuis 1994.

(en K DH)	1996		1997		1998	
	Wafabank	Secteur	Wafabank	Secteur	Wafabank	Secteur
Dépôts par agent	8820	7617.2	9 537	8 383	9 999	8 896
Crédits par agent	7065	5025,1	6 967	5 367	5 725	5 956
PNB par agent	662	525,6	676	546.7	684.4	583.0
Résultat net par agent	154	95,0	158	127.4	169.2	136.9

L'effectif global de la Banque au 31/12/1998 se répartit comme suit :

Catégorie		
Cadres	560	29%
Gradés	1038	54%
Employés	322	17%
Total	1920*	100%
Siège	894	47%
Agences	992	52%
Réseau extérieur	34	2%
Total	1920*	100%

\*hors effectif recruté à l'étranger

### c ) La rentabilité des capitaux propres

Malgré la dilution liée aux augmentations de capital de décembre 1992, janvier 1993 et mai 1997, la rentabilité des capitaux propres de WAFABANK demeure supérieure à la moyenne du secteur bancaire comme le montre le tableau ci-dessous :

1998	WAFABANK	Secteur
Résultat net en MDH	305.0	2610.8
Total bilan en MDH	27 258.1	232 428.7
ROE (1) en %	13.00	12.35
ROA (2) en %	1.12%	1.12%

(1) Return on equity (ou rentabilité des capitaux propres) = résultat net / fonds propres moyen après répartition

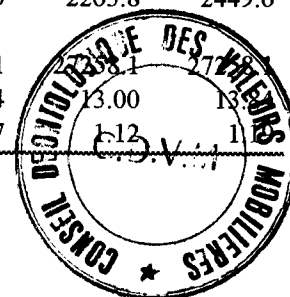
(2) Return on assets (ou rentabilité des actifs) = résultat net / total bilan.

L'amélioration de la rentabilité des fonds propres a été associée ces dernières années à l'amélioration de la rentabilité des actifs, le ROA ayant progressé de 1.04% en 1994 à 1.19% (hors contribution libératoire) en 1998.

WAFABANK	1994	1995	1996	1997	1998*	1998**
Résultat net en MDH	176.6	201.6	242.0	294.9	305.0	324.8
Fonds propres début période en MDH	1.409.7	1.530.4	1.653.53	2066,0	2263.8	2449.6
Total bilan en MDH	16.945,0	17.702,0	20.807,4	25097,1		
ROE en %	12.02	12.66	13.94	14.44	13.00	13.27
ROA en %	1,04	1,14	1,16	1,17	1,12	1,19

\*après contribution libératoire (19.824 MDH)

\*\*hors contribution libératoire



E/ Situation provisoire au 31/12/99

Au terme de l'exercice 1999, les crédits de Wafabank ont progressé de 5.2% du fait notamment d'une augmentation de 9.5% des crédits à court terme. La croissance des créances en souffrance a été limitée à 1.2% permettant ainsi de ramener le taux de contentieux de 9.4% à 9.1%.

En MDH	1997	% 96/97	1998	% 97/98	1999	% 98/99
Crédits à court terme	7688,4	3,9%	8988,9	16,9%	9844,4	9,5%
Crédits à moyen/long terme	3327,1	34,0%	3923,2	17,9%	3930,3	0,2%
Créances non classées	594,2	59,7%	525,2	-11,6%	413,7	-21,2%
Créances en souffrances	1390,4	61,5%	1395,5	0,36%	1412,7	1,23%
<b>Total crédits</b>	<b>13000,2</b>	<b>17,0%</b>	<b>14832,9</b>	<b>14,1%</b>	<b>15601,2</b>	<b>5,2%</b>
<b>Taux de contentieux<sup>4</sup></b>	<b>10.70%</b>	<b>ND</b>	<b>9.41%</b>	<b>ND</b>	<b>9.05%</b>	<b>ND</b>

L'encours des dépôts a enregistré une progression annuelle de 9.1% conjugué à une amélioration de sa structure : les dépôts non rémunérés représentent 50.4% des dépôts globaux en 1999 contre 48.9% en 1998.

En MDH	1997	% 96/97	1998	% 97/98	1999	% 98/99
Comptes chèque	4824,2	24,9%	5689,9	17,9%	6602,7	16,0%
Comptes courants	3562,0	47,7%	3151,3	-11,5%	3050,5	-3,2%
Comptes sur carnet	1975,7	47,9%	2243,4	13,5%	2598,6	15,8%
Comptes à terme	4460,2	15,9%	5203,8	16,7%	5369,4	3,2%
Autres comptes créditeurs de la clientèle	468,9	11,7%	553,2	18,0%	902,6	63,2%
Bons à échéances fixe	1513,8	53,7%	1365,3	-9,8%	1429,4	4,7%
Certificat de dépôts	990,8	-1,9%	990,8	0,0%	990,8	0,0%
<b>Dépôts clientèle</b>	<b>17795,6</b>	<b>28,3%</b>	<b>19197,6</b>	<b>7,9%</b>	<b>20943,8</b>	<b>9,1%</b>

Structure des dépôts	1997	1998	1999	
Rémunérés	8940,4	50,24%	10388,1	49,6%
Non rémunérés	8855,2	49,76%	10555,8	50,4%
<b>Total</b>	<b>17795,6</b>	<b>100,00%</b>	<b>19197,6</b>	<b>100,00%</b>

Le développement des encours s'est également traduit par une réduction du coût des dépôts ramenés de 3.6% en 1998 à 3.2% en 1999 et une dégradation limitée du rendement des crédits permettant ainsi une légère amélioration de la marge d'intermédiation.

	1997	1998	1999
Rendements des crédits	9,65%	8,38%	8,20%
Coût des dépôts	3,98%	3,57%	3,20%
<b>Marges d'intermédiation</b>	<b>5,67%</b>	<b>4,81%</b>	<b>5,00%</b>

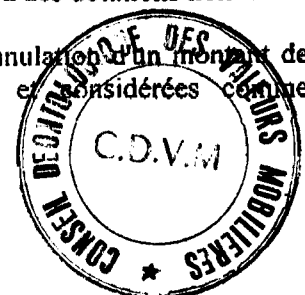
Le produit net bancaire (y compris produits accessoires) de Wafabank s'établit à 1439 MDH au 31/12/99, soit une progression de 5.5% par rapport à l'exercice 1998, lié notamment à une baisse des charges d'exploitation bancaires.

Les frais généraux ont enregistré une évolution proche de celle du PNB (+5.2%) du fait d'une hausse des frais de personnel de 6.2%.

En matière de risque, la baisse du taux de contentieux a été associée en 1999 à des dotations nettes aux provisions de l'ordre de 151 MDH en hausse de 13% par rapport à 1998.

L'assainissement du portefeuille crédits s'est également caractérisé par l'annulation d'un montant de 140 MDH de créances en souffrance couvertes par des provisions et considérées comme irrécupérables en 1999.

<sup>4</sup> taux de contentieux = créances en souffrance / total crédits)



Wafabank a également enregistré en 1999 un produit exceptionnel de 43,7 MDH correspondant à des provisions pour créances en souffrance comptabilisées en créditeurs divers et réglées par BBVA en 1999 dans le cadre des garanties consenties par celle-ci lors de la fusion Wafabank - Uniban.

Le résultat net de Wafabank s'établit donc à 332,7 MDH en progression de 9,1% par rapport à 1998.

### F/ Perspectives d'avenir de WAFABANK

Selon la Direction Générale de Wafabank, les perspectives d'avenir de la Banque sont les suivantes :

Au niveau des marges, nous nous attendons à une stabilisation des marges en moyenne pondérée, tous segments confondus, voire une légère réduction.

Au niveau de l'activité, nous prévoyons un développement à un rythme satisfaisant grâce à l'implémentation du nouveau plan marketing pour le Marché des Particuliers et des Professionnels.

La poursuite de l'extension de notre réseau par l'ouverture de points de vente spécialisés et la poursuite de notre politique de formation aux techniques bancaires et aux techniques de vente contribueront à la réalisation de cet objectif.

Au niveau de l'asset management, nous continuerons à innover pour consolider nos positions dans ce métier.

Notre plan d'action en direction des entreprises vise l'augmentation de notre part de marché dans les crédits d'équipement, l'activité internationale et l'activité de conseil.

Au niveau des risques, nous continuerons à accorder une attention particulière à la réduction de leurs coûts. Un plan d'action est mis en œuvre à cette fin prévoyant :

- un renforcement des structures pour une meilleure gestion du risque (département des analyses sectorielles, comité d'audit, ALM),
- une amélioration de la sélection des crédits à travers un meilleur rating des entreprises, le crédit scoring pour les particuliers et le retrait progressif des segments risqués,
- et enfin une meilleure organisation du recouvrement.

Au niveau des coûts, l'implémentation en cours du nouveau système d'information utilisant un progiciel Global Banking on line et comprenant un module d'information commerciale CMIS (Customer management information system) ne manquera pas d'avoir un impact sur notre productivité et sur la qualité de notre service. La mise en œuvre à cette occasion des process après leur reengineering contribuera à la réalisation de cet objectif.

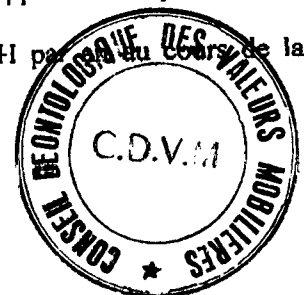
Par ailleurs, l'externalisation des opérations à faible valeur ajoutée permettra une réduction des coûts. Dans ce cadre, nous prévoyons notamment l'émission durant cet exercice de 40 000 cartes pour porter à 100 000 le nombre de clients équipés par la carte soit un taux d'équipement de 30%.

Nous poursuivrons enfin le contrôle des coûts de gestion et avons créé à cette fin une unité dédiée à cette fonction.

Au niveau des revenus, parallèlement à la facturation au juste prix de nos services et à l'augmentation de l'équipement de la clientèle en produits, la consolidation de nos positions dans la gestion collective de l'épargne, la bancassurance, l'activité change et obligataire, le corporate finance et dans la monétique, nous permettra d'améliorer encore davantage la part des revenus hors marge d'intérêts dans notre produit net bancaire.

Par ailleurs, en vue d'une utilisation optimale de nos fonds propres, nous envisageons de restructurer notre portefeuille de participations. Comme nous exploiterons toutes les opportunités qu'offrira le marché en matière de grands projets d'infrastructure et télécommunications.

Wafabank prévoit par ailleurs des investissements de l'ordre de 180 MDH par an au cours de la période 1999-2001 essentiellement destinés à l'informatique et au réseau d'agences.



## Comptes consolidés

La consolidation des comptes du Groupe WAFABANK, effectuée pour les exercices 1997 et 1998, permet d'appréhender la surface financière et l'activité du Groupe dans son ensemble.

Activité du Groupe WAFABANK	Part de marché
Dépôts	11,3%
Crédits	13,1%
Intermédiation en bourse	18,0%
Gestion collective de l'épargne	31,3%
Crédits à la consommation	18,0%
Leasing	13,5%
Production crédit immobilier (logement économique exclu)	25,0%

Source : WAFABANK

Les banques, les établissements de crédits et holdings à caractère financier sont intégrés globalement s'ils sont contrôlés au moins à 50% par le Groupe et sont consolidés par mise en équivalence si le Groupe ne détient qu'une participation comprise entre 20% et 50%. Sont également mis en équivalence les entreprises à caractère non financier. Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

### PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés en intégration globale	Activité	% d'intérêt	% de contrôle
Wafabank	Banque	100,00	100,00
Wafabail	Leasing	92,93	92,93
Wafa Investissement	Holding	99,72	99,72
Wafa Patrimoine	Gestion de patrimoine	66,00	66,00
Wafa Trust	Ingénierie financière	66,00	66,00
Wafa Immobilier	Crédit immobilier	100,00	100,00
Wafa Monétique	Gestion de cartes de crédit	100,00	100,00
Wafa Bourse	Société de bourse	66,00*	66,00*
Wafasalaf	Crédit à la consommation	66,00	66,00
Wafa Gestion	Gestion d'OPCVM	65,00	65,00
Diners Club Maroc	Gestion de cartes de crédit	100,00	100,00
<b>Sociétés mises en équivalence</b>			
Wafacom	Communication	91,28	93,33
Wafa Systèmes Finance	Conception et analyse pour le groupe	100,00	100,00
Wafa Trade	Mise en relation commerciale	100,00	100,00
Wafa Foncière	Gestion de patrimoine foncier	100,00	100,00
Wafa Systèmes Data	Facilities management	100,00	100,00
Wafa Systèmes Consulting	Conception et analyse hors groupe	100,00	100,00
Finatel	Immobilier touristique et de loisir	96,59	96,67
Sifap	Fabrication de papier	67,23	67,45

\*89% à partir de 1999



## Bilan

Au terme de l'exercice 1998, le total bilan du Groupe WAFABANK s'établit à 30 270 MDH en progression de 8.5% par rapport à 1997.

L'encours de crédits à clientèle qui représente 58.7% de l'actif a enregistré une croissance de 12.98% entre 1997 et 1998. Comme le montre le tableau ci-dessous, la part des crédits distribués par la Banque par rapport à l'encours global de crédits a légèrement progressé en 1998 passant de 77.96% à 78.68%.

Origine des crédits du Groupe WAFABANK (MDH)	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK	13988,9	78,68%	12268,6	77,96%
WAFASALAF	2278,9	12,82%	1859,4	11,82%
WAFABAIL	985,1	5,54%	1015	6,45%
WAFASALAF	392,6	2,21%	311,4	1,98%
AUTRES	134,5	0,76%	282,9	1,80%
TOTAL	17780,0	100,00%	15737,3	100,00%

Au niveau du passif, les dépôts bancaires sont toujours prédominants avec un poids de 59.9% en progression de 8.4% entre 1997 et 1998.

Les fonds propres ont progressé de 11.33 % s'établissant à 2728.7 MDH au terme de l'exercice 1998.

## Compte de résultat

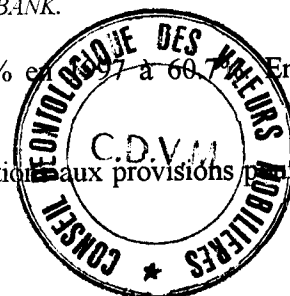
Le compte de résultat consolidé du Groupe WAFABANK fait ressortir une forte progression du PNB en 1998 (+13.4%) due essentiellement à une diminution de 8% des charges d'exploitation bancaires et à une progression de 3.6% des produits d'exploitation bancaires.

Origine du PNB	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK*	1283,5	68,64%	1175,9	71,34%
WAFASALAF	285,5	15,27%	243,7	14,78%
WAFABAIL	90,2	4,82%	93,4	5,67%
WAFASALAF	63,4	3,39%	32,7	1,98%
WAFASALAF	50,4	2,70%	38,2	2,32%
WAFASALAF	41,6	2,22%	33,0	2,00%
WAFASALAF	37,5	2,01%	19,4	1,18%
WAFASALAF	6,1	0,33%	3,8	0,23%
WAFASALAF	9,3	0,50%	5,4	0,33%
AUTRES	2,4	0,13%	2,8	0,17%
TOTAL	1869,9	100,00%	1648,3	100,00%

\*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.

La contribution de la marge d'intérêts diminue en 1998 passant de 63.7% en 1997 à 60.7% en 1998. En contrepartie, la contribution des autres revenus progresse de 36.3% à 39.3%.

Par ailleurs, les frais généraux ont enregistré une hausse de 8.3% et les dotations aux provisions sur créances en souffrance ont progressé de 7.9%.



Le résultat net consolidé 1998 s'établit donc à 377.3 MDH, soit +8.26% par rapport à 1997. Notons que cette progression est portée à 17.65% s'il l'on retire le résultat du Groupe de la contribution libératoire exceptionnelle de 32.7 MDH.

Le résultat net consolidé part du groupe est en progression de 7.8% après contribution libératoire et de 17.16% hors contribution libératoire : WAFASALAF représentant 9.85% de ce résultat en 1998 contre 11.68% en 1997.

Origine du résultat consolidé du groupe	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK	252	66,77%	234,0	67,14%
WAFASALAF	51,7	13,70%	56,8	16,30%
WAFABAIL	13,4	3,55%	24,5	7,03%
WAFAGESTION	25,0	6,62%	12,7	3,64%
WAFAIMMOBILIER	6,7	1,78%	3,6	1,03%
WAFAMONETIQUE	9,2	2,44%	5,6	1,61%
WAFABOURSE	10,4	2,76%	6,1	1,75%
WAFATRUST	0,6	0,16%	0,8	0,23%
WAFAPATRIMOINE	-0,1	-0,03%	-1,3	-0,37%
AUTRES	8,5	2,25%	5,7	1,64%
<b>TOTAL</b>	<b>377,4</b>	<b>100,00%</b>	<b>348,5</b>	<b>100,00%</b>

\*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.

Origine du résultat net part du groupe	1998		1997	
	VALEUR	PART	VALEUR	PART
WAFABANK*	251,8	72,71%	234,0	72,87%
WAFASALAF	34,1	9,85%	37,5	11,68%
WAFAGESTION	16,3	4,71%	8,2	2,55%
WAFABAIL	12,4	3,58%	22,8	7,10%
WAFAMONETIQUE	9,2	2,66%	5,6	1,74%
WAFABOURSE	6,9	1,99%	4,0	1,25%
WAFAIMMOBILIER	6,7	1,93%	3,6	1,12%
WAFATRUST	0,4	0,12%	0,5	0,16%
WAFAPATRIMOINE	0,0	0,00%	-0,8	-0,25%
AUTRES	8,5	2,45%	5,7	1,78%
<b>TOTAL</b>	<b>346,3</b>	<b>100,00%</b>	<b>321,1</b>	<b>100,00%</b>

\*y compris Wafa Investissement compte tenu du transfert en cours de son portefeuille à WAFABANK.



**WAFSA SALAF**, filiale du Groupe WAFABANK spécialisée dans le crédit à la consommation, est également la plus importante filiale du Groupe avec une contribution au résultat net part du groupe de 34.1 MDH en 1998.

En 1998, WAFSA SALAF a réalisé une production de 1529 MDH, soit une progression de 16% par rapport à 1997 et une part de marché globale de 18%.

Les prêts non affectés ou prêts personnels ont enregistré une progression plus faible que les prêts affectés (automobile et équipement des ménages), mais représentent toujours 58% des financements.

WAFSA SALAF occupe une place prépondérante dans l'équipement des ménages, filière où la production a enregistré une croissance de 145% en 1998 contre 26% pour le secteur.

Au niveau de l'automobile, le partenariat engagé dans ce domaine avec les principales marques automobiles, et notamment avec Fiat Auto Maroc, lui a permis de faire progresser sa production de 14% en 1998.

L'année 1998 a également connu une augmentation du coût du risque. Cela est dû notamment au fait que le financement en faveur de la clientèle bancaire et le financement automobile, qui sont plus risqués, ont pris ces dernières années une proportion plus importante dans la production de WAFSA SALAF.

Aussi, des mesures ont été mises en place, visant à assurer un meilleur suivi du risque aussi bien par le biais du renouvellement de ses grilles de score que par l'affinage de la procédure de recouvrement et la formation spécialisée du personnel.

WAFSA SALAF enregistre ainsi en 1998 une progression de son chiffre d'affaires de 20.75% associée à une croissance moindre des frais généraux de 8% et des frais financiers de 17.4% ce qui lui permet d'afficher un résultat brut d'exploitation en hausse de 22.7%. Son résultat net est passé de 50.2 MDH en 1997 à 55.3 MDH en 1998, soit une progression de 10.06%.

Au cours des prochaines années, WAFSA SALAF entend poursuivre une politique de développement pour s'affirmer en tant que leader du crédit à la consommation au Maroc, grâce à la conquête de nouveaux marchés et à la fidélisation de la clientèle. Pour cela elle s'appuie sur une technologie avancée et des formules de produits innovatrices et avantageuses pour répondre aux besoins de sa clientèle à la fois en prêts personnels, en automobile et en équipement du foyer.

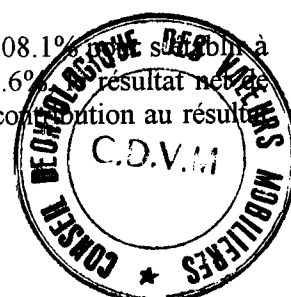
**WAFSA GESTION** est une filiale spécialisée dans la gestion de capitaux pour compte de tiers et couvre trois domaines d'activité :

- La gestion collective, notamment le développement et la gestion de SICAV et de FCP ;
- La gestion privée sous forme de mandat ou de structures dédiées à destination d'une clientèle de particuliers et d'institutionnels ;
- Le conseil en gestion de patrimoine et de placement.

Grâce à une gamme d'OPCVM diversifiée (12 OPCVM grand public et 9 OPCVM dédiés), WAFSA GESTION est aujourd'hui leader de la gestion de l'épargne au Maroc avec plus de 30% de part de marché.

L'actif géré par WAFSA GESTION s'établit à 8 255 MDH à la fin 1998 et à 9 777 MDH au 31/03/99 réparti comme suit : 56% obligataire, 20% monétaire, 17% actions et 7% diversifié.

Le résultat d'exploitation de WAFSA GESTION enregistre une progression de 108.1% passant de 12.1 MDH en 1997 à 25.3 MDH en 1998. Malgré une progression des charges d'exploitation de 87.6% le résultat net de WAFSA GESTION est porté de 12.1 MDH en 1997 à 25.3 MDH en 1998. Sa contribution au résultat net part du Groupe progresse ainsi de 2.7% en 1997 à 4.7% en 1998.



Pour *Wafa Bail*, filiale du Groupe WAFABANK spécialisée dans le leasing, l'année 1998 s'est inscrite dans la continuité de la rigueur en matière de gestion du risque.

En effet Wafa Bail a maintenu son extrême sélectivité en ce qui concerne l'octroi de financements nouveaux et sa politique de provisionnement ce qui s'est traduit en 1998 par une progression des provisions nettes de 73% et une baisse de la production de 13% : la production en crédit-bail mobilier qui représente près de 97% des réalisations globales de la société a enregistré une diminution de 13.4%. Sa part de marché s'en trouve réduite, passant de 15.4% en 1997 à 13.5% en 1998.

Le résultat net de WAFABAIL s'établit à 9.7 MDH en 1998, soit une baisse de 57% par rapport à 1997. Rappelons toutefois qu'à l'instar des autres entités du Groupe WAFABANK, WAFABAIL a souscrit à la contribution libératoire pour un montant de 4.7 MDH. Sa contribution au résultat net part de Groupe est donc ramenée de 7.1% en 1997 à 3.6% en 1998.

Notons également que l'encours de crédit de WAFABAIL représente près de 13% de l'encours global du Groupe en 1998.

*Wafa Monétique* est une filiale spécialisée dans l'émission et la gestion des moyens de paiement plastiques et électroniques qui compte aujourd'hui près de 65 guichets automatiques déployés sur les principales villes du Royaume, reliés et télé-surveillés par un serveur central. Créée en 1991, cette structure, première du genre au Maroc, est membre des principales associations de cartes internationales à savoir Visa, Mastercard et Diners Club et à ce titre est émetteur et acquéreur des principaux produits conçus par ces associations.

Wafa Monétique a lancé en juin 1997 pour la première fois au Maroc et en Afrique la carte Electron, carte de paiement fonctionnant en mode on-line.

Wafa Monétique assure également l'acceptation de ces cartes auprès d'un vaste réseau d'établissements dont elle assure le traitement du chiffre d'affaires cartes.

En 1994, Wafa Monétique a acquis le réseau de guichet WAFABANK dont elle assure la refonte, l'extension ainsi que l'ouverture aux principaux réseaux internationaux.

Par ailleurs, Wafa Monétique met à la disposition des clients du Groupe WAFABANK des services télématiques tels que le serveur audiotex « Allô mon compte ».

Depuis 1995, Wafa Monétique est le représentant au Maroc du numéro un mondial de transfert de fonds : Western Union.

Au terme de l'exercice 1998, Wafa Monétique a réalisé un volume de transactions de 1728 MDH, soit en progression de 37% par rapport à 1997 ; le nombre de cartes en circulation ayant augmenté de 9% (62 326 cartes). Son résultat net après contribution libératoire a enregistré une hausse de 43%, s'établissant à 10.25 MDH (résultat consolidé Wafa Monétique et Diners Club Maroc).

Hors Diners Club Maroc, le résultat net de la filiale s'établit à 9.5 MDH, soit une progression de 48% par rapport à 1997. Ce résultat contribue à hauteur de 2.7% au résultat net part du Groupe de WAFABANK contre 1.8% en 1997.



Les métiers de **Wafa BOURSE** couvrent les domaines suivants :

- Le conseil en placements boursiers ;
- L'intermédiation boursière ;
- L'analyse et la recherche sur les sociétés cotées à la Bourse de Casablanca ;
- Le montage juridique et financier des opérations d'introductions en bourse ;
- Le conseil et le placement en matière d'émissions primaires ;
- Les opérations de placements boursiers pour compte propre ;
- La gestion sous mandat.

Au terme de l'exercice 1998, Wafa Bourse a porté sa part de marché de 13% (en 1997) à plus de 18% grâce à un volume de transactions de 10.5 milliards DH, se situant ainsi au rang de leader de la profession des sociétés de bourse.

Le résultat net s'établit à 10.3 MDH en 1998, en progression de 66.7% par rapport à 1997, grâce à une croissance de son chiffre d'affaires de 115% et de ses revenus de trading de 12.3%, et ce malgré une augmentation des frais généraux de 119% du fait des investissements importants réalisés durant cet exercice.

La contribution de Wafa BOURSE au résultat net part du Groupe de Wafabank s'établit à 2.0% en 1998, contre 1.2% en 1997.

**Wafa Immobilier** est une société de financement spécialisée dans la distribution de crédit pour l'acquisition, la construction de logements, de bureaux ou de locaux commerciaux. Elle intervient également dans le financement de la promotion immobilière. Wafa Immobilier dispose aujourd'hui d'une expertise, d'une panoplie de produits qui répond à toutes les attentes de la clientèle ciblée et de représentations commerciales dans les régions à fort potentiel (Casablanca, Rabat, Fès, Marrakech et Agadir).

Depuis 1997, la part de marché de Wafa Immobilier dans la production du crédit acquéreur (hors Habitation Bon Marché) est de 25%.

En dépit du ralentissement de l'activité dans le secteur de l'immobilier au Maroc en 1998, Wafa Immobilier a pu enregistrer des performances appréciables. En effet, la production en 1998 a totalisé 439.5 MDH, contre 354.5 MDH en 1997, soit une progression de 24%, portant ainsi l'encours géré par Wafa Immobilier à 1 145 MDH (dont 779 MDH sont portés par Wafabank) lui permettant de conforter son équilibre financier. Le résultat brut d'exploitation a enregistré une croissance 38% en 1998, s'établissant à 13.3 MDH et permettant de dégager un résultat net de 8.2 MDH, soit plus 10% par rapport à l'exercice précédent.

L'encours de crédits de Wafa Immobilier représente 2.21% de l'encours global du Groupe en 1998, contre 1.98% en 1997.

La contribution de Wafa Immobilier au résultat net par du Groupe de Wafabank s'établit à 1.9% en 1998 contre 1.1% en 1997.



**Wafa TRUST**, banque d'affaires conseil du Groupe WAFABANK exerce les métiers suivants :

- Les fusions - acquisitions ;
- Les introductions en bourse ;
- Les redressements et restructurations d'entreprises ;
- Le conseil dans les financements de projets ;
- Les privatisations.

Au terme de l'exercice 1998, les produits d'exploitation de Wafa TRUST ont enregistré une progression de 71.8% s'établissant à 6.4 MDH. Cependant, en raison d'une forte croissance des frais généraux, le résultat net de la société a été ramené de 0.75 MDH à 0.69 MDH.

La contribution de Wafa TRUST au résultat net part du Groupe est donc passée de 0.2% en 1997 à 0.1% en 1998. Notons cependant que la contribution de cette filiale au PNB du Groupe a progressé en 1998 (0.33% contre 0.23% en 1997).

**Wafa PATRIMOINE** avait un impact légèrement négatif sur le résultat net part du Groupe en 1997 et un impact nul en 1998. Ces résultats sont satisfaisants dans la mesure où ils dépassent déjà largement les prévisions ; la gestion de patrimoine étant un concept nouveau qui nécessite du temps et dont la rentabilité est obtenue à moyen/ long terme. Les 42 gestionnaires de patrimoine de la filiale gèrent au 31/12/98 un actif de 300 MDH, les commissions encaissées ayant progressé de 49% par rapport à 1997.

**Wafa INVESTISSEMENT**, filiale du Groupe spécialisée dans les restructurations d'entreprises, les prises de participations et la promotion des investissements n'interviendrait plus que dans le cas où le Groupe aurait à gérer un grand projet d'infrastructure : le transfert de son portefeuille vers la Banque est déjà entamé. En effet, le Groupe WAFABANK désire limiter son activité dans le métier de capital développement.



#### IV – Commentaires de la direction générale de WAFABANK

Dans le cadre des options donnant droit à la souscription d'actions de la Banque, consenties à l'encadrement supérieur de la Banque conformément à la cinquième résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08/04/94, les bénéficiaires de la deuxième attribution ont fait part de leur intention de lever les options venant à échéance. Les options levées donnent droit à la souscription de 31 400 actions nouvelles d'un nominal de 100 DH chacune au prix de 305 DH l'action dont une prime d'émission de 205 DH et ce par augmentation du capital en numéraire de 636 342 700 DH à 639 482 700 DH.

Ce plan a pour objectif de motiver l'encadrement supérieur de la Banque, tout en l'impliquant davantage dans la réalisation des performances de l'établissement, augmentant ainsi la richesse des actionnaires.



## V - Facteurs de risques

### *Risques afférents à la société et à son secteur*

#### Risques d'activité :

- La baisse des taux de crédits à la clientèle dans le sillage de la baisse des taux d'intérêt des émissions du Trésor Public pèse sur les marges d'intermédiation des banques.
- La diminution structurelle de l'encours des dépôts non rémunérés au profit des dépôts rémunérés ou des produits financiers et boursiers (OPCVM, actions, obligations, TCN,...), va mécaniquement renchérir le coût des ressources du système bancaire.

#### Dispositif de contrôle des risques :

La gestion et l'exposition de la Banque aux risques d'activités repose sur un dispositif de mesure, de suivi et de contrôle des différents engagements. Ce dispositif concerne tous les risques de marché, de crédit, de taux et de change.

Un Comité des Risques, auquel participent des membres de la direction générale, définit la politique de risques de la Banque, en arrête les orientations et en suit les évolutions.

Les positions de risques prises se situent à l'intérieur des limites déterminées en fonction d'une évaluation rigoureuse et prudente des niveaux d'engagements jugés compatibles avec les profits normalement attendus et les fonds propres exigés par ces activités, conformément aux dispositions mises en place pour les banques dans le cadre du Dahir portant Loi n°1-93-147 du 15 moharram 1414 (6 juillet 1993) relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédits et à leur contrôle, aux décisions réglementaires de la Banque Centrale et aux règles internes de la Banque.

### *Faits exceptionnels et litiges*

A la date d'établissement de la présente Note d'Information, WAFABANK ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation nette.



## VI – Annexes

### *Comptes sociaux de WAFABANK*

#### Résumé des principales pratiques comptables

- Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à des taux déterminés selon la durée de vie estimée des immobilisations. Les frais d'établissement sont amortis sur 5 ans, les constructions sur 20 ans et les mobiliers, matériels et installations sont amortis sur des durées comprises entre 4 ans et 10 ans.

- Titres de placement et de participation

Les titres de placement et de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition. Les titres ayant subi une baisse de valeur font l'objet d'une provision pour dépréciation classée au passif du bilan. Les normes marocaines ne requièrent pas la consolidation des comptes.

- Opérations en devises étrangères

Les soldes en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les écarts de conversion sont constatés au compte de résultat à l'exception des éléments pour lesquels le risque de change est supporté par l'Etat et des dotations aux succursales et ce conformément au plan comptable bancaire en vigueur.

- Crédits à la clientèle

Conformément au plan comptable bancaire marocain, ces crédits sont classés en :

- Crédits à court terme dont la durée initiale est inférieure ou égale à deux ans ;
- Crédits à moyen terme dont la durée initiale est comprise entre deux et sept ans ;
- Crédits à long terme dont la durée initiale est supérieure à sept ans.

Les créances en souffrance sont classées et provisionnées selon les instructions de Bank Al Maghrib (Banque Centrale) qui prévoit, d'une part, le classement de ces créances en pré-douteuses, douteuses et compromises en fonction de plusieurs critères, et d'autre part, le provisionnement de ces trois dernières catégories à hauteur respectivement de 20%, 50% et 100%, compte tenu de quotités fixées pour les garanties détenues.

- Impôts sur les Sociétés (IS)

Le taux de l'Impôts sur les Sociétés (IS) pour les banques est de 39.6%. Il est payable trimestriellement selon un système d'acomptes provisionnels. Les dividendes perçus des participations sont exonérés et les plus-values sur cessions d'immobilisations font l'objet d'abattement selon leur durée de détention. La prescription fiscale est de 4 ans. Toutefois, la banque ayant opté pour la contribution libératoire en matière d'IS instauré par la Loi de Finances 1998-1999, les exercices antérieurs à 1998 sont prescrits. Cette contribution libératoire, de DH 19 824 465, a été constatée en pertes exceptionnelles.



## Bilan

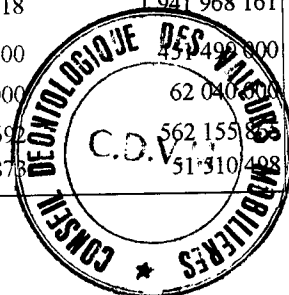
<b>LIBELLE ACTIF</b>	<b>AU 31/12/98</b>	<b>AU 31/12/97</b>	<b>AU 31/12/96</b>
Valeurs en caisse	333 372 072	325 741 318	198 257 855
Bank Al-Maghrib, Trésor Public, Service des chèques postaux.	1 652 315 858	969 463 515	826 536 027
Banques inscrites et assimilées	6 955 125	207 591 517	7 072 817
Organismes financiers spécialisés.			
Intermédiaires financiers à l'étranger	182 714 948	167 120 408	107 555 396
Refinancement d'intermédiaires financiers.			
Bons du trésor	4 378 313 061	3 847 335 493	3 011 711 667
Crédits à la clientèle à court terme.	8 988 930 289	7 688 418 272	7 396 952 220
Crédits à la clientèle à moyen et long terme	3 923 184 359	3 327 098 573	2 482 892 473
Crédits à la clientèle : créances non classées.	525 242 384	594 247 089	372 164 672
Créances en souffrance	1 395 499 177	1 390 444 345	860 701 342
Valeurs à l'encaissement	1 644 926 282	2 316 401 066	2 015 106 341
Opérations sur titres	80 982 582	4 280 605	2 335 167
Débiteurs divers.	105 645 115	130 723 641	123 697 253
Comptes de régularisation	336 863 970	278 073 952	288 973 958
Comptes d'ordre et comptes de liaison.	207 173 643	238 660 177	56 061 441
Titres de placement	1 685 143 460	1 880 106 861	1 594 082 169
Titres de participation & emplois assimilés	907 102 025	830 867 583	908 013 668
Immobilisations nettes.	891 877 764	893 501 906	554 094 881
Frais d'établissement nets	11 905 917	7 044 800	1 199 353
Actionnaires			
Report à nouveau			
Pertes de l'exercice			
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>27 258 148 031</b>	<b>25 097 121 121</b>	<b>20 807 408 700</b>



<b>LIBELLE PASSIF</b>	<b>AU 31/12/98</b>	<b>AU 31/12/97</b>	<b>AU 31/12/96</b>
Bank Al-Maghrib - Avances Trésor Public,			
Accord Prêts BIRD	23 207 316	16 757 297	18 289 109
Banques inscrites et assimilées	1 023 200 038	19 368 968	336 581 250
Organismes financiers spécialisés			
Intermédiaires financiers à l'étranger	551 855 486	744 772 433	504 884 949
Valeurs remises au réescompte et en pension	565 000 000		940 000 000
Comptes de chèques.	5 689 887 298	4 824 218 365	3 861 542 525
Comptes courants	3 151 259 233	3 562 020 219	2 411 855 486
Comptes sur carnets.	2 243 350 410	1 975 672 347	1 335 808 649
Comptes à terme.	5 203 777 147	4 460 214 285	3 849 049 059
Autres comptes créditeurs de la clientèle	553 215 332	468 939 073	419 775 829
Bons à échéance Fixe	1 365 342 119	1 513 762 212	984 938 900
Certificats de dépôt	990 750 000	990 750 000	1 010 250 000
Exigibles après encaissement	1 081 564 466	1 919 012 166	1 638 934 260
Opérations sur titres et versements à effectuer sur titres non libérés			
Créditeurs divers	212 713 750	180 633 241	234 724 414
Comptes de régularisation	338 439 140	341 051 619	262 354 982
Comptes d'ordre et comptes de liaison	628 463 821	492 174 601	315 944 938
Emprunts obligataires et assimilés			
Provisions.	1 102 519 237	1 226 882 654	786 927 382
Réserves	1 543 116 698	1 385 278 427	1 044 823 127
Capital.	602 430 000	602 430 000	553 150 000
Report à nouveau.	83 045 649	78 302 408	55 561 335
Bénéfices de l'exercice	305 010 891	294 880 806	242 012 506
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>27 258 148 031</b>	<b>25 097 121 121</b>	<b>20 807 408 700</b>

### Hors bilan

	<b>AU 31/12/98</b>	<b>AU 31/12/97</b>	<b>AU 31/12/96</b>
Acceptations données en faveur de la clientèle	255 407 273	780 296 530	789 616 867
Autres engagements par signature en faveur de la clientèle	5 142 380 643	5 539 786 411	5 082 933 095
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	1 769 154 603	1 238 027 301	1 243 600 694
Engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers	2 095 693 451	3 180 219 918	1 941 968 161
Crédits ouverts à la clientèle confirmés	968 150 000	1 127 508 000	451 499 800
Valeurs données en garantie	62 040 000	65 700 000	62 040 000
Engagements de change au comptant	811 257 859	464 306 692	562 155 800
Engagements de change à terme	188 442 817	18 477 873	51 310 408

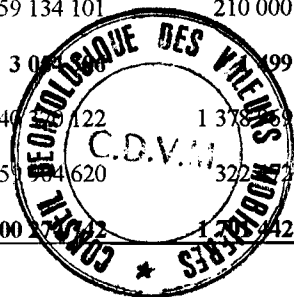


## Comptes d'exploitation générale

LIBELLE CREDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 103 526 180</b>	<b>2 155 841 437</b>	<b>1 661 792 133</b>
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	330 960 253	331 767 328	245 805 581
Intérêts perçus sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor public et du Service des chèques postaux			
Intérêts perçus sur comptes d'autres intermédiaires financiers	45 355 325	46 738 607	15 771 490
Intérêts perçus sur effets reçus au réescompte			
Intérêts perçus sur effets et bons du Trésor reçus en pension			
Intérêts perçus sur bons du Trésor	284 576 515	284 050 730	229 168 722
Commissions perçues sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers	1 028 413	977 991	865 369
<b>INTERETS PERCUS SUR CREDIT A LA CLIENTÈLE</b>	<b>1 243 656 403</b>	<b>1 254 165 779</b>	<b>1 025 741 737</b>
Intérêts perçus sur comptes débiteurs	522 526 296	530 165 650	452 899 828
Intérêts perçus sur crédits de trésorerie	229 725 521	251 129 861	218 206 451
Intérêts perçus sur autres crédits à court terme	87 274 033	111 702 486	109 674 501
Intérêts perçus sur crédits à moyen terme	323 271 379	274 105 259	195 020 704
Intérêts perçus sur crédits à long terme	64 197 683	71 313 278	42 319 699
Intérêts perçus sur créances douteuses et contentieuses	16 559 917	13 364 205	7 516 693
Intérêts divers	101 574	2 385 040	103 861
<b>AUTRES PRODUITS SUR OPERATIONS BANCAIRES</b>	<b>528 909 524</b>	<b>569 908 330</b>	<b>390 244 815</b>
Commissions de tenue de comptes	13 331 144	11 348 150	8 541 156
Commissions sur opérations de portefeuille Maroc et étranger	9 440 118	9 035 745	5 785 079
Produits des opérations sur titres et or	23 527 839	19 082 314	15 355 385
Produits des opérations de change et de transfert	87 037 104	150 291 935	54 617 207
Commissions d'engagements	63 676 694	66 843 265	69 649 775
Produits des opérations de caisse	2 272 332	1 666 519	1 027 850
Produits des opérations diverses	416 287	437 965	318 097
Produits du portefeuille titres et de l'or	314 612 645	295 369 830	217 568 402
Produits et commissions divers	14 595 361	15 832 607	17 381 864
<b>PRODUITS ACCESSOIRES</b>	<b>49 659 887</b>	<b>44 433 305</b>	<b>39 650 201</b>
<b>TOTAL CREDIT</b>	<b>2 153 186 067</b>	<b>2 200 274 742</b>	<b>1 701 442 334</b>
BALANCE (solde déficitaire)			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 153 186 067</b>	<b>2 200 274 742</b>	<b>1 701 442 334</b>



LIBELLE DEBIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>789 399 850</b>	<b>894 689 519</b>	<b>620 620 158</b>
CHARGES DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	64 519 319	91 159 896	110 142 683
Intérêts servis sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor Public et du Service des chèques postaux	925 460	1 031 950	1 514 006
Intérêts servis sur comptes d'autres intermédiaires financiers	44 964 915	56 315 600	51 537 094
Intérêts servis sur valeurs données au réescompte			
Intérêts servis sur valeurs données en pension	18 468 309	33 554 978	56 969 181
Commissions servies sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers	160 635	257 368	122 402
CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	685 398 108	708 472 318	485 428 097
Intérêts servis sur comptes de chèques	8 932 557	9 233 200	2 877 939
Intérêts servis sur comptes courants	14 901 448	13 141 843	4 380 959
Intérêts servis sur comptes sur carnets	119 231 270	117 061 392	81 075 196
Intérêts servis sur comptes à terme et bons à échéance fixe	542 332 833	569 035 883	397 094 003
AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	39 482 423	95 057 305	25 049 378
Charges des opérations sur titres de placement	2 805 842	1 300 656	839 708
Charges des opérations de change	11 072 758	78 356 566	8 467 203
Charges sur engagements par signature			
Intérêts servis sur emprunts obligataires et emplois assimilés			
Moins-values sur comptes d'or et de titres de placement			
Charges sur opérations diverses	25 603 823	15 400 083	15 742 467
<b>FRAIS GENERAUX</b>	<b>603 913 093</b>	<b>580 021 162</b>	<b>451 708 335</b>
CHARGES DE PERSONNEL	370 535 729	366 263 945	269 739 336
Salaires et appointements, gratifications primes et indemnités	298 951 056	294 129 166	
Charges patronales : assurances sociales et caisses de retraites	57 632 038	58 813 376	
Charges de formation	10 228 138	9 294 824	8 493 173
Autres charges de personnel	3 724 497	4 026 579	3 934 343
IMPOTS ET TAXES	12 342 114	11 862 593	8 333 921
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	221 035 250	201 894 624	173 635 078
Loyers et charges locatives	19 670 582	16 980 095	11 628 199
Entretien, réparations et autres travaux fournitures et services extérieurs	87 726 351	86 414 849	81 247 047
Transports et déplacements	9 573 823	6 606 035	4 254 908
Frais de publicité	27 382 222	15 079 096	21 789 072
Autres frais divers de gestion	76 682 272	76 814 549	54 715 852
<b>CREANCES IRRECUPERABLES NON COUVERTES PAR LES PROVISIONS</b>	<b>21 042 797</b>	<b>8 273 172</b>	<b>3 472 482</b>
Dotations aux amortissements	103 394 638	95 197 862	91 669 739
Dotations aux provisions	250 791 789	259 134 101	210 000 000
<b>CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE</b>	<b>3 908 489</b>	<b>3 042 122</b>	<b>1 992 788</b>
TOTAL du débit	1 772 450 656	1 840 122	1 378 992
BALANCE ( solde bénéficiaire )	380 735 411	35 046 620	322 423 342
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>2 153 186 067</b>	<b>2 200 272 222</b>	<b>1 701 416 334</b>



## Comptes de pertes et profits

LIBELLE DEDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Perte d'exploitation générale			
Dotations aux provisions "hors exploitation	11 580 000	11 069 000	33 576 636
Créances irrécupérables couvertes par des provisions	256 422 067	126 612 783	8 293 496
Charges et pertes exceptionnelles	31 039 453	10 738 389	967 382
Charges et pertes sur exercices antérieurs	21 957 594	19 775 006	13 315 573
Moins - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations	59 511	915 134	2 527 031
 IMPOTS SUR LES SOCIETES	 148 432 316	 141 728 072	 111 770 458
<b>TOTAL DU DEBIT</b>	<b>469 490 941</b>	<b>310 838 384</b>	<b>170 450 576</b>
<b>PROFITS DE L'EXERCICE</b>	<b>305 010 891</b>	<b>294 880 806</b>	<b>242 012 506</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>774 501 832</b>	<b>605 719 190</b>	<b>412 463 082</b>

LIBELLE CREDIT	AU 31/12/98	AU 31/12/97	AU 31/12/96
Bénéfice d'exploitation générale	380 735 411	359 904 620	322 472 342
Récupérations de créances amorties	517 583	5 427 282	596 019
Reprises de provisions utilisées	256 422 067	126 612 783	8 293 496
Reprises de provisions devenues disponibles.	117 266 818	102 599 168	75 606 616
Produits exceptionnels de l'exercice.	1 597 460	1 410 589	1 529 956
Produits sur exercices antérieurs	14 202 660	8 306 209	2 889 206
Plus - values sur réalisations de titres de participation, de filiales et d'immobilisations	3 759 833	1 458 539	1 075 447
<b>TOTAL DU DEBIT</b>	<b>774 501 832</b>	<b>605 719 190</b>	<b>412 463 082</b>
<b>PROFITS DE L'EXERCICE</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>774 501 832</b>	<b>605 719 190</b>	<b>412 463 082</b>



Tableau des titres de participation et emplois assimilés 1998

	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Provision	Valeur comptable nette	Produits inscrits au CPC de l'exercice
<b>RAISON SOCIALE</b>	1	2	3	4	5	6	7
<b>L. Participation au capital</b>							
SOUK AL MOUHAJIR	Distribution	6 500 000	15,25%	991 200		991 200	
FINATEL	Promotion Touristique	60 000 000	69,67%	41 800 000		41 800 000	
MEDI TRADE	Trading	1 200 000	20,00%	240 000		240 000	
S C I A L MIFTAH	Immobilier	100 000	100,00%	243 540		243 540	
WAFASYSTEMES DATA	Informatique	1 500 000	100,00%	1 500 000		1 500 000	3 438 500
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500 000	100,00%	1 675 000		1 675 000	
WAFACOM	Communication	3 000 000	85,00%	2 550 000		2 550 000	
WAFAGESTION	Gestions de capitaux	4 000 000	65,00%	2 678 750		2 678 750	3 828 500
WAFATRUST	Financement	10 000 000	33,50%	3 350 000		3 350 000	
WAFASYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatiques	5 000 000	100%	4 994 000		4 994 000	
WAFAPATRIMOINE	Gestion de patrimoine	10 000 000	66,00%	6 600 000		6 600 000	
WAFABOURSE	Intermédiation de bourse	10 000 000	66,00%	6 823 125		6 823 125	1 929 034
AGENA MAGHREB	Vente de matériel	11 000 000	74,95%	8 245 000	8 212 000	33 000	
WAFASYSTEMES FINANCE	Ingénierie informatique	10 000 000	100,00%	10 340 000		10 340 000	3 250 000
WAFAIMMOBILIER	Crédit Immobilier	40 000 000	100,00%	40 700 000		40 700 000	
WAFAMONETIQUE	Gestion de la monétique	30 000 000	100,00%	30 000 000		30 000 000	3 300 000
WAFAFONCIERE	Gestion immobilière	50 000 000	100,00%	50 000 000		50 000 000	
WAFATRADE	Opérations de négoce	55 000 000	100,00%	55 000 000	55 000 000	0	
WAFASALAF	Crédit à la consommation	100 000 000	66,00%	66 000 000		66 000 000	16 500 000
WAFABAIL	Crédit-bail	90 000 000	92,93%	119 871 800		119 871 800	10 036 416
WAFAINVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	250 000 000	99,72%	252 150 000		252 150 000	50 000 000
<b>2. Comptes courants associés G.P.B.M.</b>	Association bancaire			3 160 172		3 160 172	
<b>3. Dotations de succursales à l'étranger</b>							
WAFACAMBIO	Change manuel	14 000 000 ESP		962 598		962 598	
SUCCURSALE DE BRUXELLES	Banque	400 000 000 BEF		107 586 000	60 000 000	47 586 000	
				<b>817 461 185</b>	<b>123 212 000</b>	<b>694 249 185</b>	<b>92 282 450</b>

(\*) Si le pourcentage de détention est supérieur ou égal à 5% du capital ou supérieur ou égal à 2.000.000 DH



Tableau des provisions d'exploitation 1998

INTITULE	Montant au début de l'exercice	Dotations aux provisions au titre de l'exercice	Reprises sur provisions utilisées	Reprises sur provisions devenues disponibles	Montants à la fin de l'exercice
	1	2	3	4	5 = 1 + 2 - 3 - 4
Provisions pour dépréciation des titres de participation	64 096 760				64 096 760
Provisions pour dépréciation des titres de filiales	65 729 800			6 404 560	59 325 240
Provisions pour dépréciation des titres de placement					
Provisions pour dépréciation des matières d'or					
Provisions pour dépréciation des immobilisations d'exploitation	1 454 772				1 454 772
Provisions pour créances douteuses et compromises	1 079 473 522	250 791 789	256 422 067	(*)116 236 377	957 606 867
Provisions pour litiges	1 263 202			1 263 202	
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Provisions pour risques généraux					
Provisions ayant supporté l'impôt					
<b>TOTAL</b>	<b>1 212 018 056</b>	<b>250 791 789</b>	<b>256 422 067</b>	<b>123 904 139</b>	<b>1 082 483 639</b>

(\*) Dont remboursement à BBVA suite recouvrement clientèles sur créances douteuses ( cf. protocole fusion du 10/12/1996 )

Tableau des créances en souffrances

Créances	Crédit par décaissement	Crédit par signature	Montant	Provision crédit par décaissement	Provision par crédit signature	Provision
	1	2	3 = 1 + 2	4	5	6 = 4 + 5
<b>Créances prédouteuses</b>						
Créances douteuses	381 522 446	4 168 328	385 690 774	200 694 458	7 968 465	208 662 923
Créances compromises	1 013 976 731	28 869 083	1 042 845 814	727 244 889	21 699 055	748 943 944
<b>TOTAL</b>	<b>1 395 499 177</b>	<b>33 037 411</b>	<b>1 428 536 588</b>	<b>927 939 347</b>	<b>29 667 520</b>	<b>957 606 867</b>



Tableau des immobilisations incorporelles et corporelles

	Valeur d'acquisition	Cumul amortissements/ provisions a la fin de l'exercice 1997	Dotation de l'exercice 1998	Cumul amortissements/ provisions a la fin de l'exercice 1998	Valeur nette
<b>IMMOBILISATION</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Droit au bail	27 497 117	-	-	-	27 497 117
Eléments du fonds de commerce	43 750 000	-	-	-	43 750 000
Immobilisations incorporelles autres que le fonds de commerce	7 403 171	3 189 852	740 317	3 930 169	3 473 002
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains	137 288 128	-	-	-	137 288 128
Immeubles	517 900 155	195 182 641	17 802 459	212 985 100	304 915 055
Agencements. Aménagements et Installations	93 903 208	36 565 510	9 217 660	45 783 170	48 120 038
Mobilier et Matériel de bureau	814 068 491	422 186 050	65 048 017	487 234 067	326 834 424
<b>TOTAL</b>	<b>1 641 810 270</b>	<b>657 124 053</b>	<b>92 808 453</b>	<b>749 932 506</b>	<b>891 877 764</b>



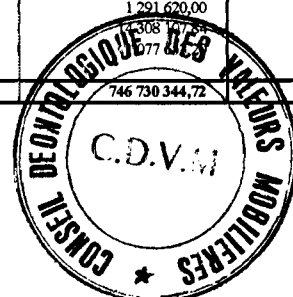
## Tableau des plus ou moins values 1998

### CESSIONS DES IMMOBILISATIONS A FIN DECEMBRE 1998

BIENS VENDUS	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR RESIDUELLE	PRIX DE CESSION	PROFIT BRUT
TERRAINS FES MEDINA	30 000,00	30 000,00	-	
IMM. FES MEDINA	880 287,31	157 349,60	650 000,00	462 650,40
MOBILIER DIVERS	11 209,60	-	2 200,00	2 200,00
MOBILIER AGADIR	110 322,96	-	9 000,00	9 000,00
MOBILIER SIEGES	14 253,85	-	900,00	900,00
MATERIEL INFORMATIQUE	49 176,46	-	1 000,00	1 000,00
CESSION MATERIELS ROULANT	5 174 441,79	143 719,00	1 125 339,06	981 620,00
MAGASINS ET BUREAUX MEDOUNA	4 761 800,00	4 761 800,00	6 838 000,00	2 076 200,00
BUREAUX IMMEUBLES MARATLASS	2 850 848,34	2 850 848,34	3 017 600,00	226 262,10
<b>TOTAL A</b>	<b>13 882 340,31</b>	<b>7 943 716,94</b>	<b>11 644 039,06</b>	<b>3 759 832,60</b>

### CESSIONS DES TITRES DE PLACEMENT A FIN DECEMBRE 1998

BIENS VENDUS	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR RESIDUELLE	PRIX DE CESSION	PROFIT BRUT
45000 ACTIONS MEDIA FINANCE	4 500 000,00	4 500 000,00	4 902 300,00	402 300,00
13000 ACTIONS ACRIDEVCO	1 300 000,00	1 300 000,00	1 496 520,00	196 520,00
720 ACTIONS BRASSERIES DU MAROC	1 612 800,00	1 612 800,00	2 155 674,00	542 874,00
4033 ACTIONS LAFARGE CIMENT	5 813 830,00	5 813 830,00	6 694 780,00	880 950,00
6 PARTS DE SICAV FCP CAP TRESORERIE	3 474 914,84	3 474 914,84	3 482 605,51	7 690,60
4480 ACTIONS O.N.A.	3 864 560,00	3 864 560,00	4 972 800,00	1 108 240,00
200 ACTIONS B.M.C.I.	101 800,00	101 800,00	109 000,00	7 200,00
280 ACTIONS BRANOMA	330 400,00	330 400,00	506 800,00	176 400,00
872 ACTIONS CREDOR	782 184,00	782 184,00	889 440,00	107 256,00
7000 ACTIONS S.N.I. IERE LIGNE	5 944 672,17	5 944 672,17	6 685 000,00	740 327,80
3520 ACTIONS O.N.A.	3 036 440,00	3 036 440,00	4 136 000,00	1 099 560,00
2012 ACTIONS Wafa ASSURANCE	905 400,00	905 400,00	1 271 584,00	366 184,00
6500 ACTIONS B.M.C.E.	4 438 911,91	4 438 911,91	4 745 000,00	306 088,00
3832 ACTIONS SAMIR	1 479 213,55	1 479 213,55	1 551 960,00	72 746,40
475 ACTIONS PAPELERA	171 000,00	171 000,00	185 250,00	14 250,00
18074 ACTIONS B.M.C.E.	12 445 281,93	12 445 281,93	12 922 910,00	477 628,00
1323 ACTIONS C.I.O.R.	1 169 870,00	1 169 870,00	1 640 520,00	470 650,00
560 ACTIONS B.M.C.I.	280 072,00	280 072,00	348 320,00	68 248,00
9443 ACTIONS SONASID	4 992 180,00	4 992 180,00	5 220 870,00	228 690,00
76 ACTIONS CENTRALE LAITIERE	310 840,00	310 840,00	456 000,00	145 160,00
34650 ACTIONS C.I.H.	9 805 950,00	9 805 950,00	10 169 800,00	363 850,00
10302 ACTIONS B.C.M.	9 523 232,00	9 523 232,00	10 712 292,00	1 189 060,00
3000 ACTIONS O.N.A.	3 255 000,00	3 255 000,00	3 480 000,00	225 000,00
100 PARTS DE DHS 10.000 FCP CAP TRESORERIE	1 101 011,88	1 101 011,88	1 141 396,34	40 384,46
361 PARTS DE SICAV FCP CAP TRESORERIE	208 951 191,92	208 951 191,92	209 661 998,78	710 806,80
9920 ACTIONS S.N.I.	9 213 976,15	9 213 976,15	10 567 568,00	1 353 591,85
10000 PARTS DE DHS 100 FCP CAP REVENU	1 263 173,67	1 263 173,67	1 312 168,77	48 995,10
9995 ACTIONS DE DHS 1.000 SELECTION	11 007 231,75	11 007 231,75	11 797 290,90	790 059,15
2000 PARTS DE DHS 1.000 CAP OPPORTUNITE	4 338 560,00	4 338 560,00	4 213 883,00	
55995 PARTS DE DHS 1.000 CAP OPPORTUNITE	110 237 212,15	110 237 212,15	123 865 322,56	13 628 110,41
1000 PARTS DE DHS 1.000 FCP CAP AL MOUCHARAKA	1 603 974,42	1 603 974,42	1 543 285,17	
1000 PARTS DE DHS 1.000 FCP CAP AL MOUCHARAKA	1 381 487,13	1 381 487,13	1 603 974,42	222 487,29
10600 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE OBLIGATION	12 721 325,75	12 721 325,75	13 394 716,85	673 391,10
4 PARTS DE DHS 250.000 FCP CAP INSTITUTION	1 000 000,00	1 000 000,00	1 039 078,76	39 078,76
600 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE ACTIONS	1 104 600,00	1 104 600,00	1 324 860,00	220 260,00
10600 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE REVENUS	12 187 393,92	12 187 393,92	14 055 150,24	1 867 756,32
79119 PARTS DE DHS 1.000 CAP REGULARITE	114 686 252,22	114 686 252,22	118 168 068,30	3 481 816,08
9995 ACTIONS DE DHS 1.000 CAP EQUILIBRE	11 673 614,70	11 673 614,70	12 623 763,60	950 148,90
170 PARTS FCP CAP TRESORERIE	98 549 528,51	98 549 528,51	98 659 086,97	109 558,40
10000 PARTS DE DHS 100 FCP CAP REVENU	1 312 168,77	1 312 168,77	1 325 067,48	12 898,70
2 PARTS DE DHS 10.000 FCP CAP TRESORERIE	1 141 396,34	1 141 396,34	1 177 213,78	35 817,40
102965 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE OBLIGATION	13 394 716,85	13 394 716,85	13 843 644,25	448 927,40
6000 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE ACTIONS	1 324 860,00	1 324 860,00	1 291 620,00	
103248 PARTS DE DHS 1.000 FCP PATRIMOINE MULTIVALEURS	14 055 150,24	14 055 150,24		252 957,60
4 PARTS DE DHS 250.000 FCP CAP INSTITUTION	1 039 078,76	1 039 078,76		38 574,40
<b>TOTAL B</b>	<b>712 826 457,53</b>	<b>712 826 457,53</b>	<b>746 730 344,72</b>	<b>34 122 493,40</b>



## Comptes consolidés du Groupe WAFABANK

Bilans consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

ACTIF	Notes	1998	1997
<b>Trésorerie et intermédiaires financiers</b>			
- Caisses, Institut d'émission, Trésor Public et Comptes Courants Postaux	2.1	1 998,2	1 304,0
- Etablissements de crédit		346,6	688,2
- Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées fermes	2.2	<u>4 378,3</u>	<u>3 847,3</u>
		6 723,1	5 839,5
Crédits à la clientèle	2.3	17 780,0	15 736,7
Comptes de régularisation, débiteurs divers et opérations sur titres	2.4	2 674,5	3 251,0
<b>Titres de placement et de participation</b>			
- Titres de placement	2.5	1 796,7	1 865,2
- Titres de participation	2.6	222,7	144,7
- Titres mis en équivalence	2.7	<u>122,7</u>	<u>120,7</u>
		2 142,1	2 130,6
<b>Immobilisations nettes d'amortissements cumulés</b>			
- Immobilisations nettes	2.8	947,2	936,9
- Ecart d'acquisition nets	2.9	<u>3,1</u>	<u>4,7</u>
		950,3	941,6
<b>Total Actif</b>		<u><u>30 270,0</u></u>	<u><u>27 899,4</u></u>
<b>PASSIF</b>			
<b>Trésorerie et Intermédiaires financiers</b>			
- Trésor Public et Institut d'Emission		23,2	16,7
- Etablissements de crédit		<u>2 177,5</u>	<u>1 178,8</u>
		2 200,7	1 195,5
Valeurs données en pension ou vendues ferme		565,0	-
Comptes créditeurs de la clientèle	2.10	18 146,1	16 736,2
Exigible après encaissement		1 081,6	1 919,0
Comptes de régularisation, créditeurs divers et opérations sur titres	2.11	1 723,8	1 596,7
Titres de créances négociables	2.12	1 929,5	1 477,1
Autres emprunts et dettes de financement	2.13	623,9	1 174,2
Provisions	2.14	1 270,7	1 349,8
<b>Capitaux propres</b>			
- Capital		602,4	602,4
- Réserves consolidées (part du Groupe)		1 666,4	1 434,6
- Résultat net de l'exercice (part du Groupe)		<u>346,2</u>	<u>321,1</u>
- Capitaux propres du Groupe	2.15	2 615,0	2 358,1
- Intérêts minoritaires	2.16	<u>113,7</u>	
<b>Total Passif</b>		<u><u>30 270,0</u></u>	

Les notes 1 à 3 font partie intégrante des états financiers consolidés



## Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

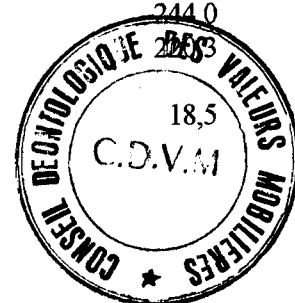
	<u>Notes</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Produits d'exploitation bancaire	2.18	2 637,8	2 546,4
Produits accessoires		179,0	130,5
Charges d'exploitation bancaire		( 947,0)	(1 028,6)
Produit net bancaire		1 869,8	1 648,3
Autres charges d'exploitation	2.19	( 828,3)	( 764,6)
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		( 21,0)	( 8,3)
Dotations aux amortissements		( 134,2)	( 121,8)
Dotations aux provisions pour créances en souffrance		( 341,0)	( 316,1)
Résultat d'exploitation		545,3	437,5
Pertes exceptionnelles et sur exercices antérieurs		( 61,0)	( 21,8)
Reprises de provisions devenues disponibles		147,0	147,3
Récupération de créances amorties		0,5	5,4
Dotations aux provisions hors exploitation		( 9,6)	( 25,2)
Bénéfice avant impôt		622,2	543,2
Impôts sur les bénéfices	2.20	( 251,9)	( 198,7)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	2.7	8,6	6,0
Dotations aux amts des écarts d'acquisition	2.9	( 1,6)	( 2,0)
Bénéfice net consolidé		<u>377,3</u>	<u>348,5</u>
Part du Groupe	2.15	346,2	321,1
Intérêts minoritaires	2.16	<u>31,1</u>	<u>27,4</u>
		<u>377,3</u>	<u>348,5</u>

## Engagements hors bilan aux 31 décembre 1997 et 1998

(Exprimés en millions de dirhams)

	<u>Notes</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Engagements donnés			
- En faveur de la clientèle	2.17	5 467,7	7 370,9
- En faveur d'intermédiaires financiers		1 769,2	1 303,7
Engagements reçus			
- De la clientèle			855,0
- D'intermédiaires financiers		2 165,6	3 310,2
Engagements de change au comptant			
- Devises achetées à recevoir		412,7	244,0
- Devises achetées à livrer		398,5	283
Engagements de change à terme			
- Devises achetées à livrer		163,4	18,5

Les notes 1 à 3 font partie intégrante des états financiers consolidés.



Notes relatives aux états financiers consolidés de l'exercice 1998  
**EXERCICE 1998**

**1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

Les comptes sociaux arrêtés au 31 décembre 1998 des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation ont servi de base pour l'établissement des comptes consolidés. Ces comptes ont été établis suivant les règles et pratiques comptables applicables au Maroc.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

**1.1 Principes de consolidation**

*(a) Périmètre de consolidation*

Sont intégrées globalement les banques, établissements et holdings à caractère financier contrôlés au moins à 50% par le Groupe, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés déjà intégrées globalement.

Sont mises en équivalence les banques, établissements et holdings financiers dans lesquels le Groupe détient une participation comprise entre 20% et 50%, à condition que celle-ci lui assure une influence réelle et durable sur la gestion.

Les entreprises à caractère non financier sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sans tenir compte du type de dépendance.

Les entreprises dont la consolidation ne présente pas de caractère significatif sont exclues du champ de consolidation.

*(b) Date de clôture des exercices*

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes le 31 décembre.



c) *Écarts d'acquisition*

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participation, après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables.

Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique " écarts d'acquisition " et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Dans les cas exceptionnels où ils sont dégagés dans le cadre d'une fusion, ils sont imputés sur les capitaux propres.

S'ils sont négatifs, ils sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique " Provision sur écarts d'acquisition " dans le poste " Comptes de régularisation " et repris en résultat sur une durée n'excédant pas dix ans.

Les écarts non significatifs sont intégralement rapportés au résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été constatés.

(d) *Retraitements et opérations réciproques*

Lorsque l'impact est significatif, les comptes sociaux des sociétés consolidées font l'objet de retraitements pour les mettre en conformité avec les principes comptables décrits ci-après.

Après cumul des bilans et comptes de résultat, les soldes réciproques significatifs, ainsi que les pertes et profits résultant d'opérations entre sociétés du Groupe, sont éliminés.

## 1.2 Principes comptables et méthodes d'évaluation

(a) *Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des succursales étrangères*

Les comptes des succursales étrangères sont convertis en utilisant la méthode du cours de clôture. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits dans les capitaux propres.



(b) *Immobilisations*

- Immobilisations en non-valeurs

Elles sont constituées essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et sont amorties intégralement dès la première année.

- Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement les droits au bail et les brevets et marques. Elles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement économique correspond à l'amortissement linéaire. Pour les filiales utilisant le mode dégressif, la différence d'amortissement résultant de l'application de cette méthode par rapport à celle du linéaire est retraitée en consolidation.

Les amortissements sont constatés en diminution de la valeur brute des immobilisations selon la méthode linéaire, sur la durée de vie estimée du bien.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

(c) *Titres de participation*

Sont considérés comme titres de participation, tous les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. Cette rubrique comprend aussi les prêts participatifs et les créances rattachées à des participations.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.



(d) *Titres de placement*

Les titres de placement sont des investissements financiers acquis pour procurer un rendement financier. Ce sont essentiellement des fonds d'Etat et des obligations garanties par l'Etat. Ils sont enregistrés au prix d'acquisition hors intérêts courus non échus à cette date.

(e) *Crédits à la clientèle*

Conformément à la réglementation bancaire marocaine, les crédits à la clientèle sont classés selon la durée initiale en :

- crédits à court terme : durée initiale inférieure ou égale à deux ans ;
- crédits à moyen terme : durée initiale comprise entre deux et sept ans ;
- crédits à long terme : durée initiale supérieure à sept ans.

Les intérêts courus et non échus sont pris en compte dans le compte de résultat. Cependant, dès que le recouvrement d'une créance devient douteux, les intérêts sont comptabilisés en produits lors de leur encaissement.

(f) *Opérations de crédit-bail*

Les opérations de crédit-bail réalisées par Wafabail sont portées à l'actif du bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. La réserve latente est inscrite parmi les réserves consolidées pour son montant net d'impositions différées.

(g) *Provisions d'exploitation*

Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes probables pouvant résulter, soit du non-recouvrement total ou partiel de créances en souffrance, soit de la mise en jeu d'engagements hors-bilan. Ces provisions sont évaluées conformément aux règles de Bank Al Maghrib relatives à la couverture par des provisions des créances en souffrance et inscrites au passif du bilan.

Les autres provisions destinées à couvrir des risques déterminés sont également classées au passif du bilan.



(h) *Provisions réglementées*

Ces provisions, nettes de l'effet fiscal, sont éliminées en consolidation.

(i) *Charge d'impôt sur le résultat*

La charge d'impôt comprend :

- l'impôt courant de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôt effectivement utilisés en règlement de l'impôt ;
- l'impôt différé résultant des décalages temporaires d'imposition ou de déductions existant dans les comptes sociaux ou dus à des retraitements de consolidation. L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable sur la totalité des décalages temporaires. Les actifs d'impôt différé ne sont constatés que si leur probabilité de réalisation est jugée élevée.

En 1998, le taux normal de l'impôt sur les sociétés sur le résultat réalisé au Maroc est de 39,6% pour les banques et établissements financiers, et de 35% pour les autres sociétés.

## 2. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### 2.1 Caisses, Institut d'émission, Trésor Public et Comptes Courants Postaux (exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Valeurs en caisse	345,9	334,6
Bank Al Maghrib et Comptes Courants Postaux (a)	<u>1 652,3</u>	<u>969,4</u>
	<u>1 998,2</u>	<u>1 304,0</u>

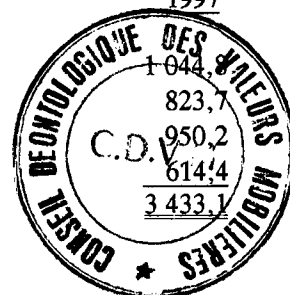
- (a) Selon les dispositions de la circulaire du 10 septembre 1996, la moyenne arithmétique des soldes quotidiens des comptes ordinaires des banques tenus à Bank Al Maghrib doit être égale au moins à 10% de leurs exigibilités telles que définies par l'Institut d'émission. Ces dépôts ne sont pas rémunérés.

### 2.2 Bons du Trésor (exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Admis dans le plancher d'effets publics	3,0	414,2
Non admis dans le plancher d'effets publics (a)	<u>4 375,3</u>	<u>3 433,1</u>
	<u>4 378,3</u>	<u>3 847,3</u>

- (a) Les bons non admis dans le plancher d'effets publics, souscrits en 1992, 1995, 1996 et 1997 sont rémunérés à des taux variant de 7% à 10,5% l'an. Ils s'analysent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Bons du Trésor à 5 ans	1 886,6	1 044,7
Bons du Trésor à 7 ans	535,6	823,7
Bons du Trésor à 10 ans	1 386,1	950,2
Autres bons du Trésor	<u>567,0</u>	<u>614,4</u>
	<u>4 375,3</u>	<u>3 433,1</u>



**2.3 Crédits à la clientèle**  
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Crédits et créances à court terme	11 231,5	9 790,6
Crédits à moyen et long terme (a)	4 389,4	3 784,7
Total des crédits à court, moyen et long terme	15 620,9	13 575,3
Créances non classées	486,0	594,2
Créances douteuses et contentieuses	1 673,1	1 567,2
Total des crédits à la clientèle	<u>17 780,0</u>	<u>15 736,7</u>

(a) Les crédits à moyen et long terme comprennent l'encours des opérations de crédit-bail effectuées par Wafabail pour DH 724,4 millions (1997 : DH 770,4 millions), selon les principes décrits à la note 1.2 (f).

**2.4 Comptes de régularisation, débiteurs divers et opérations sur titres**  
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Chèques et effets à l'encaissement	1 696,9	2 347,9
Opérations sur titres	81,0	4,3
Débiteurs divers	173,5	168,1
Comptes de régularisation (a)	434,9	413,8
Autres comptes de régularisation et de liaison	207,0	236,2
Actionnaires	68,4	72,8
Impôts différés actif 1.2 (i)	12,8	7,9
	<u>2 674,5</u>	<u>3 251,0</u>

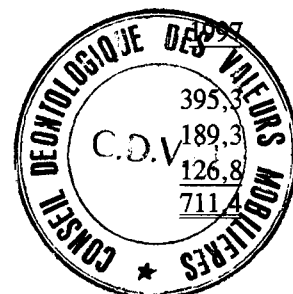
(a) Les comptes de régularisation comprennent essentiellement des agios à recevoir sur crédits amortissables, et des intérêts à recevoir sur Bons du Trésor.

**2.5 Titres de placement**  
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Fonds d'Etat (a)	278,0	711,4
Autres bons et obligations (b)	573,5	412,4
Titres de créances négociables (c)	519,3	484,2
Autres titres de placement (d)	425,9	257,2
	<u>1 796,7</u>	<u>1 865,2</u>

(a) Les fonds d'Etat s'analysent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

	<u>1998</u>
Emprunts nationaux (a1)	278,0
Bons du trésor à 10 ans jeunes promoteurs (a2)	-
Autres bons du trésor (a2)	-
	<u>278,0</u>



(a1) Les emprunts d'Etat ont été acquis par Wafabank sur le marché secondaire et sont rémunérés à des taux compris entre 10% et 11,5%.

(a2) Les bons du Trésor à 10 ans jeunes promoteurs et les autres bons du Trésor qui étaient classés en 1997 parmi les titres de placement ont été reclassés en 1998 dans la rubrique des bons du Trésor (note 2.2 ci-dessus).

(b) Les autres bons s'analysent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Bons C.N.C.A. à un an	(b1)	223,0	195,3
Bons C.I.H.	(b2)	247,2	167,9
Autres		<u>103,3</u>	<u>49,2</u>
		<u>573,5</u>	<u>412,4</u>

(b1) Les banques marocaines sont tenues de souscrire un montant en bons de caisse C.N.C.A. à un an égal à 2% de leurs exigibilités à l'exclusion des bons et comptes à terme et des dépôts en dirhams convertibles à vue et à terme. Ces bons portent intérêt au taux de 4,25% l'an payable à l'échéance.

(b2) Les bons C.I.H. ont été souscrits librement et portent intérêt aux taux de 9% et 11% l'an. Ils sont remboursables entre 1999 et 2009.

(c) Les titres de créances négociables se détaillent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Certificats de dépôts à 7 ans	(c1)	425,4	463,8
Bons de caisse (hors groupe)		55,6	15,2
Bons de Sociétés de Financement (hors groupe)		<u>38,3</u>	<u>5,2</u>
		<u>519,3</u>	<u>484,2</u>

(c1) Les certificats de dépôts ont été intégralement émis en 1996 et portent intérêt aux taux de 8%. Ils sont remboursables en 2003.

(d) Les autres titres de placement comprennent essentiellement des parts dans des SICAV et des Fonds Communs de Placement, ainsi que des actions de sociétés cotées.

**2.6 Titres de participation**  
(exprimés en millions de dirhams)

		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Valeur brute des participations non consolidées		241,2	152,9
Provision pour dépréciation des titres non consolidés	(a)	( 22,6)	( 13,9)
		218,6	139,0
Avances en comptes-courants d'associés		<u>4,1</u>	<u>5,7</u>
		<u>222,7</u>	<u>144,7</u>

(a) Les titres de participation figurant au bilan concernent des sociétés exclues du périmètre de consolidation selon les principes indiqués ci-dessus (note 1). La valeur nette de ces titres aux 31 décembre 1998 et 1997 se détaillent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

1998



Détenus par Wafa Investissement	(a1)	118,5	114,7
Détenus par Wafabank	(a2)	85,8	22,9
Détenus par les autres filiales intégrées globalement		<u>14,3</u>	<u>1,4</u>
		<u>218,6</u>	<u>139,0</u>

(a1) Les titres détenus par Wafa Investissement comprennent essentiellement des actions des sociétés Finaboid, Caulliez Maroc (ex Cofitex) et Cellulose du Maroc pour respectivement DH 70,1 millions, DH 26,6 millions et DH 17,7 millions.

(a2) Les titres détenus par Wafabank comprennent essentiellement des actions des sociétés BIAT, CMKD et Agena Maghreb pour respectivement DH 66.1 millions, DH 9 millions et DH 8,2 millions.

**2.7 Titres mis en équivalence**  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998		1997	
	Valeur des titres	Quote-part du résultat	Valeur des titres	Quote-part du résultat
Wafa Foncière	47,3	1,9	45,4	(0,1)
Finatel	38,5	0,0	38,6	0,4
Wafa Systèmes Finance	12,1	1,1	14,3	3,5
Wafa Trade	12,3	4,5	7,8	(0,4)
Wafa Systèmes Consulting	6,1	0,1	5,9	0,5
Wafa Systèmes Data	2,6	0,5	5,6	2,4
Wafacom	2,9	0,4	2,5	0,0
Sifap	<u>0,9</u>	<u>0,1</u>	<u>0,6</u>	<u>(0,3)</u>
	<u>122,7</u>	<u>8,6</u>	<u>120,7</u>	<u>6,0</u>

**2.8 Immobilisations**  
(exprimées en millions de dirhams)

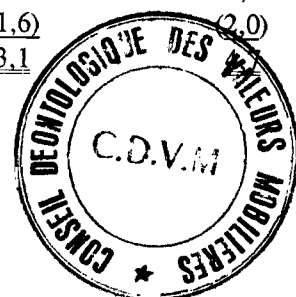
	1998	1997
Valeur brute	1 749,7	1 631,3
Amortissement	( 802,5)	( 694,4)
Valeur nette	<u>947,2</u>	<u>936,9</u>

**2.9 Ecarts d'acquisition**

(a) Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Valeur nette au 1er janvier	4,7	1,3
Ecart d'acquisition de l'exercice	-	5,4
Dotations aux amortissements	(1,6)	(2,0)
Valeur nette au 31 décembre	<u>3,1</u>	

(b) Les écarts d'acquisition se détaillent comme suit :  
(exprimés en millions de dirhams)



	1998		1997	
	Valeur brute	Amos cumulés	Valeur nette	Valeur nette
Wafa Immobilier	5,1	(2,0)	3,1	4,1
Sifap	3,2	(3,2)	-	0,6
Diners Club Maroc	0,4	(0,4)	-	-
	<u>8,7</u>	<u>(5,6)</u>	<u>3,1</u>	<u>4,7</u>

**2.10 Comptes créditeurs de la clientèle**  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Comptes de chèques	5 701,3	4 824,2
Comptes courants	3 040,4	3 454,0
Comptes sur carnet	2 270,1	1 994,9
Comptes à terme	5 220,1	4 476,8
Bons à échéance fixe	1 365,3	1 513,8
Autres comptes créditeurs de la clientèle	548,9	472,5
	<u>18 146,1</u>	<u>16 736,2</u>

**2.11 Comptes de régularisation, créditeurs divers et opérations sur titres**  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Opérations sur titres	-	14,3
Créditeurs divers	377,3	610,6
Produits constatés d'avance et charges à payer	718,1	479,6
Autres comptes d'ordre et de liaison	628,4	492,2
	<u>1 723,8</u>	<u>1 596,7</u>

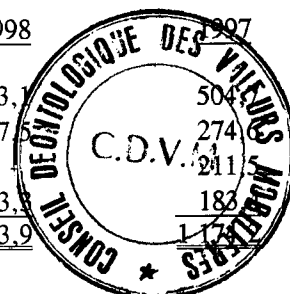
**2.12 Titres de créances négociables**  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Certificats de dépôts	990,8	990,7
Bons de Sociétés de Financement (a)	938,7	486,4
	<u>1 929,5</u>	<u>1 477,1</u>

(a) Il s'agit des Bons de Sociétés de Financement souscrits par des tiers hors groupe et émis par Wafasalaf et Wafabail pour respectivement DH 749,0 millions et DH 189,8 millions.

**2.13 Autres emprunts et dettes de financement**  
(exprimés en millions de dirhams)

	1998	1997
Wafasalaf	333,1	504,1
Wafabail	137,1	274,1
Wafa Investissement	153,1	211,1
Wafa Immobilier	172,9	183,1
	<u>623,9</u>	<u>1 172,4</u>



<b>2.14 Provisions</b> (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Provisions pour dépréciation des créances en souffrance	1 196,6		1 256,2
Provisions pour impôts différés (a)	32,7		65,6
Autres provisions	<u>41,4</u>		<u>28,0</u>
	<u>1 270,7</u>		<u>1 349,8</u>

(a) La provision pour impôts différés se détaille comme suit (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>	<u>1997</u>
Wafabank	25,3		58,3
Wafabail	5,1		5,1
Wafasalaf	<u>2,3</u>		<u>2,2</u>
	<u>32,7</u>		<u>65,6</u>

<b>2.15 Variation des capitaux propres consolidés - part Groupe</b> (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>	
Capitaux propres consolidés en début d'exercice - part Groupe			2 358,1
Dividendes versés			( 90,4)
Résultat consolidé de l'exercice - part Groupe			346,2
Variation de l'écart de conversion			<u>1,1</u>
Capitaux propres consolidés en fin d'exercice - part Groupe			<u>2 615,0</u>

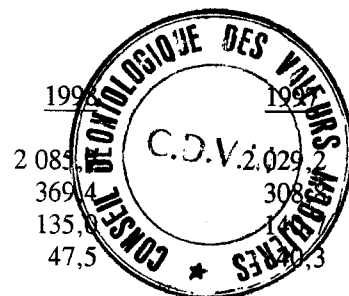
<b>2.16 Intérêts minoritaires</b> (exprimés en millions de dirhams)		<u>1998</u>	
Intérêts minoritaires en début d'exercice			92,8
Dividendes versés			( 10,2)
Intérêts minoritaires dans le résultat de l'exercice			<u>31,1</u>
Intérêts minoritaires en fin d'exercice			<u>113,7</u>

**2.17 Engagements hors bilan**

Wafabank a procédé à la régularisation de la quasi-totalité des dossiers d'Admission Temporaire faisant l'objet de la convention GPBM/Administration des Douanes. La Direction Générale considère que les provisions constituées au 31 décembre 1998 au titre de ces dossiers sont suffisantes pour couvrir le risque de non-recouvrement, auprès des clients défaillants, des sommes réclamées à Wafabank en sa qualité de caution.

**2.18 Produits d'exploitation bancaire**  
(exprimés en millions de dirhams)

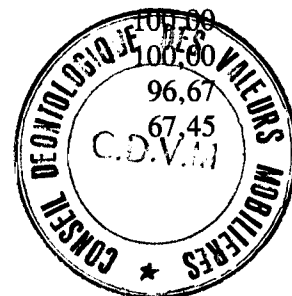
Wafabank  
Wafasalaf  
Wafabail  
Wafa Immobilier



Autres	-	27,4
	<u>2 637,8</u>	<u>2 546,4</u>
<b>2.19</b>	<b>Autres charges d'exploitation</b>	
	(exprimées en millions de dirhams)	
	1998	1997
Charges de personnel	464,2	443,8
Impôts et taxes	19,5	14,5
Autres charges d'exploitation	<u>344,6</u>	<u>306,3</u>
	<u>828,3</u>	<u>764,6</u>
<b>2.20</b>	<b>Impôts sur les bénéfices</b>	
	(exprimés en millions de dirhams)	
	1998	1997
Impôts courants	(254,4)	(203,4)
Impôts différés (produits)	<u>2,5</u>	<u>4,7</u>
	<u>(251,9)</u>	<u>(198,7)</u>

### 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

	Pourcentages	
	<u>d'intérêt</u>	<u>de contrôle</u>
<u>Sociétés en intégration globale</u>		
Wafabank	100,00	100,00
Wafabail	92,93	92,93
Wafa Investissement	99,72	99,72
Wafa Patrimoine	66,00	66,00
Wafa Trust	66,00	66,00
Wafa Immobilier	100,00	100,00
Wafa Monétique	100,00	100,00
Wafa Bourse	66,00	66,00
Wafasalaf	66,00	66,00
Wafa Gestion	65,00	65,00
Diners Club Maroc	100,00	100,00
<u>Sociétés mises en équivalence</u>		
Wafacom	91,28	93,33
Wafa Systèmes Finance	100,00	100,00
Wafa Trade	100,00	100,00
Wafa Foncière	100,00	100,00
Wafa Systèmes Data	100,00	100,00
Wafa Systèmes Consulting	100,00	100,00
Finatel	96,59	96,67
Sifap	67,26	67,45



*Comptes sociaux provisoires de Wafabank au 31/12/99*

Bilan

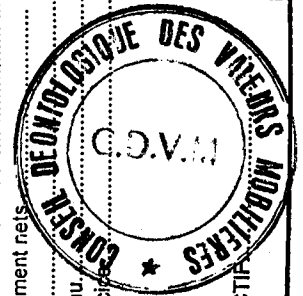
Hors bilan

Compte de produits et charges

Compte de pertes et profits



ACTIF		EXERCICE 36/12/99		EXERCICE 31/12/1998		VARIATION		PASSIF		EXERCICE 36/12/99		EXERCICE 31/12/1998		VARIATION	
						EN DH	EN %							EN DH	EN %
LIBELLE									LIBELLE						
Valeurs en caisse.....	566 423 141	333 372 072	233 051 069	69,91					Bank AL-Maghrib - Avances Trésor Public,	20 619 983	23 207 316	-2 587 333	-11,15		
Bank Al-Maghrib, Trésor Public, Service des									Accord Prêts BIRD.....	504 512 477	1 023 200 038	-518 687 561	-50,69		
chèques postaux.....	1 454 277 988	1 652 315 858	-198 037 870	-11,99					Banques inscrites et assimilées.....						
Banques inscrites et assimilées.....	71 356 926	6 955 125	64 401 801	925,96					Organismes financiers spécialisés.....	694 909 173	551 855 486	143 053 687	25,92		
Organismes financiers spécialisés.....									Intermédiaires financiers à l'étranger.....	348 520 000	565 000 000	-216 480 000	-38,32		
Intermédiaires financiers à l'étranger.....	383 737 826	182 714 948	201 022 878	110,02					Valeurs remises au réescompte et en pension	6 602 693 334	5 689 887 298	912 806 036	16,04		
Refinancement d'intermédiaires financiers.									Comptes de chèques.....	3 050 487 781	3 151 259 233	-100 771 452	-3,20		
Bons du Trésor.....	4 585 321 059	4 378 313 061	207 007 998	4,73					Comptes courants.....	2 598 565 662	2 243 350 410	355 215 252	15,83		
Crédits à la clientèle à court terme.....	9 844 418 915	8 988 930 289	855 488 626	9,52					Comptes sur carnets.....	5 369 353 718	5 203 777 147	165 576 571	3,18		
Crédits à la clientèle à moyen et long terme	3 930 335 340	3 923 184 359	7 150 981	0,18					Comptes à terme.....	902 591 200	553 215 332	349 375 868	63,15		
Crédits à la clientèle : créances non classées.	413 743 984	525 242 384	-111 498 400	-21,23					Autres comptes créditeurs de la clientèle.....	1 429 398 740	1 365 342 119	64 056 621	4,69		
Créances douteuses et contentieuses.....	1 412 683 500	1 395 499 177	17 184 323	1,23					Bons à échéance fixe.....	950 750 000	990 750 000				
Créances douteuses et contentieuses.....	1 412 683 500	1 395 499 177	17 184 323	1,23					Certificats de dépôt.....	1 270 398 094	1 081 564 466	188 833 628	17,45		
Valeurs à l'étranger.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Opérations sur titres et versements à effectuer						
Opérations sur titres.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					sur titres non libérés.....						
Opérations sur titres.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Créditeurs divers.....	226 092 166	212 713 750	13 378 416	6,29		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Comptes de régularisation.....	327 706 308	338 439 140	-10 732 832	-3,17		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Comptes d'ordre et comptes de liaison.....	452 800 452	628 463 621	-175 663 169	-27,55		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Emprunts obligataires et assimilés.....	1 143 163 689	1 102 519 237	40 644 452	3,69		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Provisions.....	2 042 117 698	1 543 116 698	499 001 000	32,34		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Réserves.....	636 342 700	602 430 000	33 912 700	5,63		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Capital.....	96 304 707	83 045 649	13 259 058	15,97		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Report à nouveau.....	332 664 111	305 010 891	27 653 220	9,07		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					Bénéfices de l'exercice.....						
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					TOTAL PASSIF.....	29 039 991 993	27 258 148 031	1 781 843 962	6,54		
Débiteurs divers.....	6 583 175	80 992 582	-74 410 407	-91,90					TOTAL ACTIF.....	29 039 991 993	27 258 148 031	1 781 843 962	6,54		



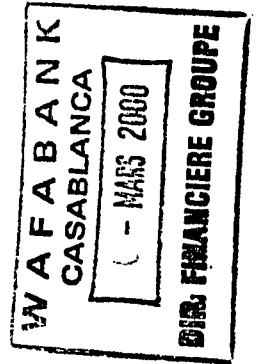
WAFABANK

HORS BILAN

EXERCICE CLOS LE 37 DECEMBRE 1999

LIBELLE	EXERCICE 36/12/99	EXERCICE 31/12/1998	VARIATION	
			EN DH	EN %
Acceptations données en faveur de la clientèle.....	200 024 463	255 407 273	-55 382 810	-21,68
Autres engagements par signature en faveur de la clientèle.....	4 993 747 664	5 142 380 643	-148 632 979	-2,89
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers.....	1 077 849 340	1 769 154 603	-691 305 263	-39,08
Engagements par signature reçus d'intermédiaires financiers.....	2 401 940 164	2 095 693 451	306 246 713	14,61
Crédits ouverts à la clientèle confirmés.....	645 384 000	968 150 000	-322 766 000	-33,34
Valeurs données en garantie.....	62 040 000	62 040 000		
Engagements de change au comptant.....	247 386 642	811 257 859	-563 871 217	-69,51
Engagements de change à terme.....	317 823 301	188 442 817	129 380 484	68,66

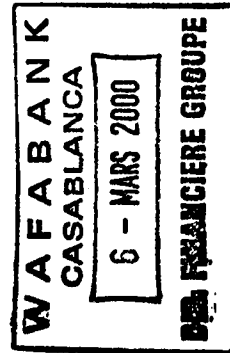
Casablanca, le 6 mars 2000



**COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE  
CREDIT**

LIBELLE	EXERCICE 36/12/99	EXERCICE 31/12/1998	VARIATION		EXERCICE 36/12/99	EXERCICE 31/12/1998	VARIATION	
			EN DH	EN %			EN DH	EN %
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 160 621 584	2 103 526 180	57 095 404	2,71	549 127 811	528 909 524	20 218 287	3,82
PRODUITS DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DES OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	332 061 066	330 960 253	1 100 813	0,33	21 221 239	13 331 144	7 890 095	59,19
Intérêts perçus sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor public et du Service des chèques postaux					15 408 820	9 440 118	5 968 702	63,23
Intérêts perçus sur comptes d'autres intermédiaires financiers.....	47 654 547	45 355 325	2 299 222	5,07	21 129 056	23 527 839	-2 398 783	-10,20
Intérêts perçus sur effets reçus au réescompte.....					86 456 793	87 037 104	-580 311	-0,67
Intérêts perçus sur effets et bons du Trésor reçus en pension.....					49 682 703	63 676 694	-13 993 991	-21,98
Intérêts perçus sur bons du Trésor.....	283 450 827	284 576 515	-1 125 688	-0,40	4 036 071	2 272 332	1 763 739	77,62
Commissions perçues sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers	955 692	1 028 413	-72 721	-7,07	294 489	416 287	-121 798	-29,26
INTERETS PERCUS SUR CREDIT A LA CLIENTELE.....	1 279 432 707	1 243 656 403	35 776 304	2,88	336 364 022	314 612 645	21 751 377	6,91
Intérêts perçus sur comptes débiteurs.....	534 753 133	522 526 296	12 226 837	2,34	14 534 618	14 595 361	-60 743	-0,42
Intérêts perçus sur crédits de trésorerie.....	242 337 889	229 725 521	12 612 368	5,49	56 807 591	49 659 887	7 147 704	14,39
Intérêts perçus sur autres crédits à court terme.....	92 088 556	87 274 033	4 814 523	5,52				
Intérêts perçus sur crédits à moyen terme.....	338 996 160	323 271 379	15 724 781	4,86				
Intérêts perçus sur crédits à long terme.....	56 576 419	64 197 663	-7 621 264	-11,87				
Intérêts perçus sur créances douteuses et contentieuses	14 365 700	16 559 917	-2 194 217	-13,25				
Intérêts divers.....	314 850	101 574	213 276	209,97				
TOTAL du crédit.....					2 217 429 175	2 153 186 067	64 243 108	2,98
BALANCE (solde déficitaire)								
TOTAL GENERAL.....					2 217 429 175	2 153 186 067	64 243 108	2,98

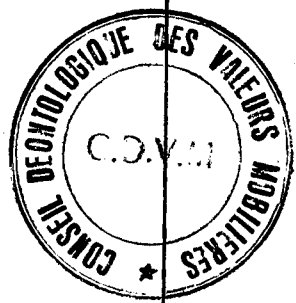
Casablanca, le 6 mars 2000



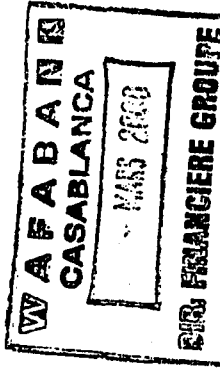
WAFABANK

COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE  
DEBIT

LIBELLE	EXERCICE 36/12/99		EXERCICE 31/12/1998		VARIATION		EXERCICE 36/12/99		EXERCICE 31/12/1998		VARIATION	
	EN DH	EN %	EN DH	EN %	EN DH	EN %	EN DH	EN %	EN DH	EN %	EN DH	EN %
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE.....	778 775 605	-1,35	789 399 850	-1,35	-10 624 245	-1,35	635 277 742	603 913 093	31 364 649	5,19		
OPERATIONS AVEC LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS	68 188 179	5,69	64 519 319	5,69	3 668 860	5,69	393 481 552	370 535 729	22 945 823	6,19		
Intérêts servis sur comptes de Bank Al-Maghrib, du Trésor Public et du Service des chèques postaux	790 632	-14,57	925 460	-14,57	-134 828	-14,57						
Intérêts servis sur comptes d'autres intermédiaires financiers	46 107 198	2,54	44 964 915	2,54	1 142 283	2,54						
Intérêts servis sur valeurs données au réescompte.....												
Intérêts servis sur valeurs données en pension.....	21 129 434	14,41	18 468 309	14,41	2 661 125	14,41						
Commissions servies sur opérations de trésorerie et sur opérations avec les intermédiaires financiers.....	160 915	0,17	160 635	0,17	280	0,17	12 571 451	12 342 114	229 337	1,86		
CHARGES SUR COMPTES ET BONS DE LA CLIENTELE	669 645 206	-2,30	685 398 108	-2,30	-15 752 902	-2,30	229 224 739	221 035 250	8 189 489	3,71		
Intérêts servis sur comptes de chèques.....	12 135 735	35,86	8 932 557	35,86	3 203 178	35,86						
Intérêts servis sur comptes courants.....	14 090 424	-5,44	14 901 448	-5,44	-811 024	-5,44						
Intérêts servis sur comptes sur carnets.....	132 255 748	10,92	119 231 270	10,92	13 024 478	10,92						
Intérêts servis sur comptes à terme et bons à échéance fixe.....	511 163 299	-5,75	542 332 833	-5,75	-31 169 534	-5,75						
AUTRES CHARGES SUR OPERATIONS BANCAIRES	40 942 220	3,70	39 482 423	3,70	1 459 797	3,70	31 937 233	21 042 797	10 894 436	51,77		
Charges des opérations sur titres de placement.....	1 748 014	-37,70	2 805 842	-37,70	-1 057 828	-37,70						
Charges des opérations de change.....	10 217 278	-7,73	11 072 758	-7,73	-855 480	-7,73						
Charges sur engagements par signature.....												
Intérêts servis sur emprunts obligataires et emplois assimilés.....												
Moins-values sur comptes d'or et de titres de placement.....												
Charges sur opérations diverses.....	28 976 928	13,17	25 603 823	13,17	3 373 105	13,17	4 543 041	3 908 489	634 552			
TOTAL du débit.....	1 845 562 384		1 772 450 656		73 111 728		1 845 562 384	1 772 450 656	73 111 728	4,12		
BALANCE (solde bénéficiaire).....	371 866 791		390 735 411		-8 868 620		371 866 791	390 735 411	-8 868 620	-2,33		
TOTAL GENERAL.....	2 217 429 175		2 153 186 067		64 243 108		2 217 429 175	2 153 186 067	64 243 108	2,98		



Casablanca, le 6 mars 2000



## COMPTE DE PROFITS ET PERTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1999

DEBIT

CREDIT

LIBELLE	EXERCICE 36/12/99	EXERCICE 31/12/1998	VARIATION		EXERCICE 36/12/99	EXERCICE 31/12/1998	VARIATION	
			EN DH	EN %			EN DH	EN %
Perte d'exploitation générale.....					371 866 791	380 735 411	-8 868 620	-2,33
Dotations aux provisions "hors exploitation".....	24 357 004	11 580 000	12 777 004	110,34	1 461 108	517 583	943 525	182,29
Créances irrécupérables couvertes par des provisions.....	140 206 024	256 422 067	-116 216 043	-45,32	140 206 024	256 422 067	-116 216 043	-45,32
charges et pertes exceptionnelles.....	7 523 270	31 039 453	-23 516 183	-75,76	135 025 809	117 266 818	17 758 991	15,14
charges et pertes sur exercices antérieurs.....	47 718 631	21 957 594	25 761 037	117,32	43 689 940	1 597 460	42 092 480	2 634,96
Moins - valeurs sur réalisations de titres de participation et de filiales et d'immobilisations.....	77 381	59 511	17 870	30,03	34 460 119	14 202 660	20 257 459	142,63
IMPOTS SUR LES SOCIETES.....	175 607 800	148 432 316	27 175 484	18,31	1 444 430	3 759 833	-2 315 403	-61,58
TOTAL DU DEBIT.....	395 490 110	469 490 941	-74 000 831	-15,76	728 154 221	774 501 832	-46 347 611	-5,98
PROFITS DE L'EXERCICE.....	332 664 111	305 010 891	27 653 220	9,07				
TOTAL GENERAL.....	728 154 221	774 501 832	-46 347 611	-5,98	728 154 221	774 501 832	-46 347 611	-5,98



Casablanca, le 6 mars 2000

